Denis Monière/Jean Herman Guay

(1987)

Introduction aux théories politiques

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole

Courriel : mabergeron@videotron.ca

Dans le cadre de la collection : "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole,
professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec.
courriel : mailto : marcelle_bergeron@uqac.ca

Denis MONIÈRE/Jean Herman GUAY

Introduction aux théories politiques.

Montréal : Québec/Amérique, Éditeur, 1987, 197 pp.

Le 28 novembre 2005, Monsieur Denis Monière accordait aux Classiques des sciences sociale la permission de diffuser ce livre.

Courriel : denis.moniere@umontreal.ca

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2003 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 8 juin, 2008 à Chicoutimi, Québec.

Denis Monière/Jean Herman Guay
(1987)

Données de catalogage avant publication (Canada)

Monière, Denis, 1947
Introduction aux théories politiques
(Dossiers/Documents)
Comprend un index.
Bibliogr. : p.
ISBN 2-89037-362-2

1. Science politique 2. Science politique – Histoire. I. Guay, Jean H. II. Titre. III. Collection :
Dossiers/Documents (Montréal, Québec).

Quatrième de couverture

Denis Monière est directeur du département de science politique de l'Université de Montréal. Ses travaux de recherche portent principalement sur la théorie politique et l'étude des idéologies au Québec. Il a déjà publié une dizaine d'ouvrages dont Le Développement des idéologies au Québec, couronné par deux grands prix littéraires, Les Enjeux du référendum et une biographie d'André Laurendeau. Il a exercé plusieurs fonctions politiques ainsi que la direction de plusieurs associations professionnelles. Il a été vice-président de la Société québécoise de science politique, co-directeur de la Revue canadienne de science politique, directeur de la revue Politique, président de l'Union des écrivains québécois et premier secrétaire général de la Fédération internationale des écrivains de langue française.

En répondant aux questions essentielles touchant l'utilité et les limitations de la théorie politique ainsi que ses postulats et ses fonctions, les auteurs nous présentent les diverses théories qui ont fait leur apparition au cours de l'histoire en commençant par les apports de la philosophie politique. À travers ce voyage dans le temps, ils définissent l'objet de la science politique puis nous exposent la théorie marxiste, l'analyse du pouvoir, le modèle élitiste, le modèle polyarchique, l'analyse stratégique et l'analyse systémique.

Cet ouvrage a donc pour but d'introduire le lecteur à la littérature théorique en science politique et de lui faciliter l'utilisation d'ouvrages plus spécialisés. Il ne s'adresse donc pas à des spécialistes mais plutôt à des esprits curieux qui désirent approfondir leurs connaissances du phénomène politique.

DU MÊME AUTEUR

CHEZ D'AUTRES ÉDITEURS

Critique épistémologique de l'analyse systémique, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1976.

Les Idéologies au Québec : bibliographie (en collaboration avec André Vachet), Montréal, Bibliothèque nationale du Québec, 1977.

Cause commune, pour une internationale des Petites cultures (en collaboration avec Michèle Lalonde), Montréal, L'Hexagone, 1981.

Ideologies in Quebec, Toronto, University of Toronto Press, 1981.

CHEZ LE MÊME ÉDITEUR

Le Développement des idéologies au Québec, 1977.

Le Trust la foi (en collaboration avec Jean-Pierre Gosselin), 1978.

Les Enjeux du référendum, 1979.

Pour la suite de l'histoire, 1982.

André Laurendeau et le destin d'un peuple, 1983.

Avez-vous lu Hirschman ?, 1985.

Ludger Duvernay et la révolution intellectuelle au Bas-Canada, 1987.

TABLE DES MATIÈRES

[Avant-propos](#)

[INTRODUCTION](#)

[Chapitre 1.](#) Les fonctions de la théorie

- [1.1 L'utilité des théories](#)
- [1.2 Les postulats de la démarche scientifique](#)
- [1.3 Les fonctions de la théorie politique](#)

[Chapitre 2.](#) Une science à la recherche de son objet

- [2.1 La période gréco-romaine](#)
- [2.2 La période chrétienne](#)
- [2.3 La période de la Renaissance et du libéralisme montant](#)
- [2.4 La période « moderne »](#)
- [2.5 Résumé](#)

[Chapitre 3.](#) La théorie marxiste

- [3.1 Les principes de base : le matérialisme historique](#)
- [3.2 La théorie marxienne de l'État](#)
- [3.3 L'héritage de Marx](#)
- [3.4 Les apports de Lénine](#)
- [3.5 Les apports de Gramsci](#)
- [3.6 L'État gestionnaire de l'économie capitaliste](#)
- [3.7 Résumé](#)
- [Lectures complémentaires](#)

[Chapitre 4.](#) La théorie du pouvoir politique

- [4.1 La théorie des groupes de pression](#)
 - [4.1.1 La notion de groupe de pression](#)
 - [4.1.2 Comment s'exerce la pression des groupes](#)
 - [4.1.3 Où se fait la pression ?](#)
 - [4.1.4 Les fonctions des groupes de pression](#)
 - [4.1.5 La notion de conflit](#)
 - [4.1.6 Tendances actuelles de la recherche](#)
 - [4.1.7 Résumé et critique](#)

4.2 [La théorie des partis politiques](#)

- 4.2.1 [La loi d'airain de l'oligarchie](#)
- 4.2.2 [Les causes organiques](#)
- 4.2.3 [Les types de partis](#)
- 4.2.4 [Les fonctions des partis politiques](#)
- 4.2.5 [Résumé et critique](#)
- [Lectures complémentaires](#)

[Chapitre 5.](#) Les théories élitistes

- 5.1 [Les principes de base](#)
- 5.2 [La concentration du pouvoir : C. W. Mills](#)
- 5.3 [Résumé et critique](#)
- [Lectures complémentaires](#)

[Chapitre 6.](#) La théorie de la polyarchie

- 6.1 [Le principe de base : la concurrence des leaders](#)
- 6.2 [Les conditions de la polyarchie](#)
- 6.3 [Résumé et critique](#)
- [Lectures complémentaires](#)

[Chapitre 7.](#) La théorie politique d'inspiration économique

- 7.1 [Les principes de base](#)
- 7.2 [La logique du choix](#)
- 7.3 [La logique du choix des gouvernants](#)
- 7.4 [La logique du choix des citoyens](#)
 - 7.4.1 [Le jeu politique en situation d'information parfaite](#)
 - 7.4.2 [La logique du choix en situation d'information imparfaite](#)
- 7.5 [Résumé et critique](#)
- [Lectures complémentaires](#)

[Chapitre 8.](#) La théorie systémique

- 8.1 [Les principes de base](#)
- 8.2 [Le concept de système](#)
- 8.3 [Le concept de système politique](#)
- 8.4 [Le concept de persistance](#)
- 8.5 [Le fonctionnement du système politique](#)
- 8.6 [Les inputs](#)
- 8.7 [Les soutiens](#)
- 8.8 [Les exigences et les soutiens comme sources de stress](#)
- 8.9 [La production des outputs et la boucle de rétroaction](#)

8.10 [Résumé et critique](#)
[Lectures complémentaires](#)

[CONCLUSION.](#) Entre l'inéluctable et l'impondérable

AVANT-PROPOS

[Retour à la table des matières](#)

Je dédie ce livre à tous les étudiants et étudiantes qui ont suivi mon cours d'introduction aux théories politiques, à l'Université de Montréal. Ils ont contribué, d'une certaine façon, à la rédaction de ce livre dans la mesure où, par leurs questions, ils m'ont obligé à être constamment attentif à la clarté dans la présentation des outils conceptuels utilisés en science politique.

Je voudrais aussi exprimer ma reconnaissance à mes collègues, Guy Bourassa et André-J. Bélanger, qui ont accepté de lire et de commenter le manuscrit. Leurs remarques m'ont été très utiles.

Enfin, je tiens à remercier Jean H. Guay qui m'a assisté dans la préparation finale du manuscrit et qui a rédigé certaines parties de chapitre.

Denis Monière
15 septembre 1987

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Introduire signifie présenter succinctement les éléments les plus déterminants de la littérature théorique en science politique. Une telle démarche exclut l'exhaustivité car elle impose des choix guidés par un souci pédagogique d'intelligibilité progressive. En conséquence, cet ouvrage ne s'adresse pas à des spécialistes, mais plutôt à des esprits curieux qui en sont à leurs premiers pas dans la compréhension du phénomène politique. Il ne faut pas y chercher d'apport nouveau et original à la discipline. Notre contribution a consisté à synthétiser la littérature existante et à la présenter de façon structurée et facile d'accès pour tout novice en la matière.

Nous avons tenté d'intégrer les diverses théories en usage en science politique en respectant la démarche scientifique qui procède par l'accumulation des connaissances. Nous avons opté pour une grille chronologique éliminant autant que possible le préjugé idéologique. Cette façon de procéder nous permettait de baliser l'évolution de la science politique et de marquer avant tout le passage de la philosophie politique à la théorie scientifique, ces deux domaines étant souvent confondus dans les manuels de théorie politique. Cette organisation chronologique de la littérature n'est pas toujours adéquate puisqu'en science politique, il y a plusieurs théories concurrentes qui se chevauchent dans le temps. Cette grille de lecture, malgré ses limites, a toutefois l'avantage de distinguer et de situer les diverses théories les unes par rapport aux autres et de faciliter ainsi la compréhension de la science politique qui est trop souvent perçue comme un univers abstrait, confus et rebutant.

Nous avons aussi choisi de ne retenir que les approches théoriques qui se rapportent à la vie politique interne des sociétés, ce qui exclut les théories en relations internationales, quoique certains modèles présentés dans ce manuel, comme le marxisme ou l'analyse systémique, peuvent toujours, par extension, s'appliquer aux relations internationales. Nous devons aussi préciser que notre champ d'investigation ne s'étend pas systématiquement à toutes les théories politiques, mais se concentre sur les principaux modèles en usage et n'englobe pas toutes les versions ou les multiples interprétations particulières de ces modèles. Par souci de concision, nous avons choisi de présenter les théories les plus classiques ou les plus générales et de négliger les théories portant sur des questions spécifiques comme les élections, le développement ou la modernisation politique, la socialisation, le leadership, la bureaucratie, etc.

L'ouvrage se divise en huit chapitres. Le premier répond aux questions essentielles touchant l'utilité et les limitations de la théorie politique ainsi que ses postulats et ses fonctions. Une fois ces points éclaircis, nous présentons, dans le deuxième chapitre, les diverses théories qui ont fait leur apparition au cours de l'histoire en commençant par les apports de la philosophie politique. À travers ce voyage dans le temps, nous cherchons à définir l'objet de la science politique. Dans le troisième chapitre, nous exposons la théorie marxiste. Puis, en concentrant notre attention sur la période contemporaine, nous introduisons successivement le lecteur à l'analyse du pouvoir, au modèle élitiste, au modèle polyarchique, à l'analyse stratégique et, enfin, à l'analyse systémique. Dans chacun de ces chapitres, nous identifions d'abord les postulats ou les principes de base, nous définissons ensuite les principaux concepts et arguments utilisés pour décrire et expliquer la réalité et enfin nous soulignons les possibilités et les limites de ces théories. En conclusion, nous tentons de faire un bilan de cette évolution en nous interrogeant sur les orientations futures de la théorie en science politique.

Cet ouvrage a donc une utilité essentiellement pédagogique ; il est destiné à initier le lecteur et à lui faciliter la fréquentation d'ouvrages plus spécialisés. Si nous avons réussi à éveiller la curiosité et le goût de l'approfondissement, nous aurons donc atteint notre but.

CHAPITRE PREMIER

Les fonctions de la théorie

[Retour à la table des matières](#)

Nous ne pouvons nous passer de représentations ou de cadres de référence pour vivre. Les représentations nous servent à penser le monde, à lui donner un sens et à orienter nos actions. En effet, comment pourrions-nous agir dans un univers complexe et diversifié si nous étions privés de points de repère culturels ? Comment ne pas se sentir désarmé et impuissant devant le spectacle des forces de la nature que nous ne maîtrisons pas ? N'avons-nous pas une réaction de terreur devant des phénomènes que nous ne contrôlons pas faute de connaissances suffisantes ?

L'humanité s'est constituée à travers les âges en inventant différents systèmes de représentation qui servent à réduire le sentiment d'incertitude que nous éprouvons devant l'univers. Nous avons donc créé des mythes, des dieux et des sciences pour donner un sens à l'existence. Ces systèmes de représentation réduisent notre insécurité et nous permettent de nous orienter dans un environnement menaçant.

Chaque jour nous utilisons des systèmes de représentation, des modèles, nous obéissons à des principes sans nous en rendre compte. Ainsi, lorsque nous nous rendons à l'université, c'est parce que nous avons été sélectionnés par les mécanismes de la reproduction sociale et que nous sommes persuadés qu'il y a un lien entre le savoir et le pouvoir. De toute façon, la théorie de la mobilité sociale démontre que plus on a un degré de scolarité élevé plus grandes sont nos chances de réussite sociale. Lorsque nous allons au marché, nous agissons conformément à la théorie de la valeur et nous participons à la loi de l'offre et de la demande. Lorsque nous allons voter, nous acceptons implicitement la théorie de la démocratie de représentation. Évidemment, ces éléments de théorie que nous utilisons s'intègrent à notre mode de vie. Nous les employons inconsciemment sans nécessairement comprendre le comment et le pourquoi de nos faits et gestes. Nous appliquons machinalement des connaissances déjà acquises et transmises par nos parents, la religion, l'école, les partis politiques ou les mass media, sans être en mesure par nous-mêmes de dire ou d'expliquer les lois qui sous-tendent nos comportements.

Nous nous laissons aussi souvent abuser par les apparences. Ne dit-on pas que le soleil se lève à l'est et se couche à l'ouest, ce qui laisse supposer que c'est le soleil qui est en mouvement alors qu'en réalité, c'est la terre qui gravite autour du soleil ? Toutes nos représentations ne sont pas nécessairement vraies, conformes à la réalité. Elles sont souvent vagues, confuses et disparates. La théorie se distingue de la simple représentation dans la mesure où elle vise à dépasser les apparences en constituant un système de représentation mieux organisé et plus systématique. Les théories, quelles que soient leurs formes, ont pour fonction de décrire la réalité en la simplifiant, d'expliquer les phénomènes que nous observons et de les unifier en les reliant les uns aux autres.

1.1 L'utilité des théories

[Retour à la table des matières](#)

L'étude de la théorie politique est à la fois difficile et utile. Cette matière est difficile parce qu'elle exige de la discipline personnelle, de la réflexion et des lectures assidues. Mais elle est aussi indispensable et déterminante pour la formation intellectuelle, car elle nous initie aux principaux outils d'analyse utilisés pour connaître la réalité politique.

L'étude des théories existantes nous apprend à réfléchir et à ne pas prendre nos opinions pour des vérités. Elle nous incite à prendre une distance critique et à nous méfier des apparences. Elle nous fait découvrir une signification aux événements qui est plus dégagée des impressions subjectives et qui dépasse les points de vue journalistiques. Apprendre les théories ne change pas le monde, mais permet de le voir sous un autre angle et de mieux comprendre les forces qui déterminent l'agir politique.

Les outils dont nous disposons actuellement ne sont pas parfaits. Ils ne nous permettent pas de tout expliquer ou de trouver des recettes magiques pour résoudre tous les problèmes. Mais ils nous aident à organiser les faits et à mieux intégrer les informations disparates qui nous submergent quotidiennement. Les théories nous aident à juger les événements et à être plus lucides dans l'observation de la vie politique. Si les théories peuvent nous permettre d'adopter un point de vue critique sur le monde et de saisir les facteurs déterminants de l'activité sociale et politique, elles nous obligent aussi à être modestes et à ne pas croire aux absolus. Une théorie est toujours une reconstruction de l'univers, mais celui-ci est toujours plus riche et plus complexe que la représentation que nous nous en faisons. Cela signifie que les théories ne sont jamais définitives. Il faut constamment les réviser, les perfectionner pour tenir compte des nouveaux phénomènes. Le travail de construction théorique dans les sciences sociales n'est jamais achevé ; c'est une entreprise qui demeure toujours ouverte.

En somme, on peut dire que la théorie est un moyen qui permet de tenir le monde dans sa tête. Mais il y a plusieurs façons de se représenter l'univers.

Certains invoquent la volonté divine, d'autres le pouvoir des astres ou encore les lois de la nature. De plus, nous confondons souvent la théorie avec les utopies, les projets de réformes ou les solutions qui règlent le sort du monde. Ce n'est pas ce genre de construction intellectuelle qui retiendra notre attention. Nous nous intéresserons aux théories dites scientifiques, c'est-à-dire celles qui suivent les règles de la méthode scientifique dont il faut maintenant définir les attributs.

1.2 Les postulats de la démarche scientifique

[Retour à la table des matières](#)

La démarche scientifique suppose trois postulats, à savoir la domination possible de la nature, l'intersubjectivité et la séparation entre l'observateur et l'observé.

Dans la civilisation occidentale, le pouvoir motive le savoir et celui-ci s'est construit sur la base du projet qui consiste à maîtriser la nature, c'est-à-dire connaître son fonctionnement pour l'utiliser à des fins particulières à l'homme.

Pour être efficace et servir le projet de maîtrise de la nature, le savoir scientifique doit être fiable et universel. Dans cette perspective, il ne peut s'accommoder de valeurs religieuses, de croyances mystiques ou de subjectivité. Pour être certaine, la connaissance scientifique doit contrôler les jugements de valeur. Dès lors, un savoir est scientifique lorsqu'il réussit à formaliser ses découvertes selon des procédures explicites, lorsque les conclusions d'une recherche sont vérifiées empiriquement et lorsque d'autres chercheurs utilisant le même protocole de recherche arrivent aux mêmes résultats. La science en ce sens est une œuvre collective. C'est ce qu'on appelle *le principe de l'intersubjectivité*.

La logique de la découverte scientifique implique enfin une séparation entre ce qu'il est convenu d'appeler le sujet et l'objet, entre l'observateur et l'observé. Il faut que l'homme puisse penser sa distanciation, sa séparation d'avec le monde dans lequel il vit pour pouvoir exercer sa volonté de contrôle, d'utilisation ou d'exploitation. Cette rationalité est particulière, elle ne se trouve pas dans toutes les sociétés. La science est donc un produit historique qui s'est manifesté dans les sociétés occidentales surtout à partir du XVI^e siècle, à la suite de la révolution copernicienne, du nom de l'astronome Copernic qui découvrit les lacunes du système de Ptolémée et lui opposa une théorie héliocentrique de l'univers selon laquelle la terre tournait autour du soleil, et non l'inverse comme le proclamaient les philosophes de l'Antiquité.

Ces critères de la connaissance scientifique ne peuvent être atteints que lorsqu'une discipline dispose d'une théorie générale, c'est-à-dire d'un ensemble de concepts qui permettent de synthétiser les expériences partielles, de conserver les résultats positifs et d'accumuler les connaissances. Une théorie peut être dite générale lorsqu'elle englobe un ordre de phénomènes comme les phénomènes physiques, chimiques ou biologiques. Elle est aussi considérée comme générale

lorsqu'elle est acceptée comme valable et vérifiée par ceux qui étudient l'ordre des phénomènes en question. Or, les sciences sociales n'ont pas atteint un niveau de maturité suffisant pour avoir donné naissance à ce type de théorie qu'on trouve dans les sciences de la nature. Il n'y a pas de théorie en science politique qui soit universellement acceptée. Quand on passe en revue les diverses théories produites par la science politique, on a l'impression de faire de l'archéologie et de visiter des champs de ruines, car toutes les théories formulées dans le passé n'ont pas résisté à l'épreuve du temps. Elles n'ont pas de validité universelle. Elles ne peuvent s'appliquer à toutes les sociétés et à toutes les époques. Par ailleurs, on a élaboré certaines théories partielles qui sont valables pour un type de société ou encore qui expliquent un aspect particulier du phénomène politique comme les théories sur les partis politiques ou le comportement électoral. La science politique renferme surtout des théories probabilistes qui prennent la forme de propositions comme : si A se produit, on aura B ; si un système électoral est fondé sur la proportionnalité, on aura un système multipartiste.

Cette absence de théorie générale dépend de plusieurs facteurs. En premier, elle découle de la jeunesse de la discipline et de son manque d'autonomie. La science politique n'a été reconnue par les institutions universitaires qu'à la fin du XIX^e siècle en Europe et aux États-Unis et seulement au milieu du XX^e siècle au Québec.

En deuxième lieu, la complexité même du phénomène politique explique ce retard. La vie politique ne se développe pas en vase clos. Elle subit les effets de l'économie, de la technologie ou de la religion. Si la vie politique influence tous les domaines de l'activité humaine, elle reçoit en retour des influences de ceux-ci. Le développement de la vie politique est marqué par de grandes tendances structurelles mais les individus dans leurs singularités jouent également un rôle. Juger la part de l'un et de l'autre, identifier des déterminations, tels sont les défis à relever. Et en raison de cette complexité, on ne s'entend pas toujours sur les limites de l'espace conceptuel que doit couvrir la discipline. Art de gouverner, étude des institutions, analyse des conflits et des rapports de force, analyse des prises de décision, science du pouvoir, science de l'État sont quelques exemples de définitions de la science politique. La multiplicité des définitions de l'objet du politique entraîne forcément l'émergence de plusieurs types de théories. La complexité entraîne donc elle aussi des retards et cette multiplicité des paradigmes ou encore l'absence de théorie générale est symptomatique de cette maturité relative. Mais il y a plus encore.

Le troisième problème qui retarde la création en science politique d'une théorie générale renvoie au rapport existant entre le sujet et l'objet. Si la démarche scientifique postule une distance, la réalité politique rend souvent difficile cette distanciation. Le chercheur est lui-même un citoyen ; il a ses propres opinions ; s'en distancier totalement relève davantage de l'abstraction que de la réalité. Les partis pris, les opinions, les religions, les désirs de justifier des régimes existants,

bref les divers biais inévitables ont donc toujours ombragé la théorie politique elle-même. Les concevoir comme « séparés » serait mystificateur ; les distinguer ou du moins s'efforcer de le faire est plus proche de la pratique scientifique.

Le retard de la théorie politique a donc des fondements réels qui découlent de la nature même de l'objet. Mais toutes les disciplines des sciences sociales rencontrent des obstacles semblables. De plus, les sciences dites « exactes » rencontrent aussi des problèmes. Les recherches d'Heisenberg ¹ en microphysique ont montré que la distance entre le sujet et l'objet ne peut être posée comme absolue. Là aussi, il existe un lien résiduaire que l'on ne parvient pas à chasser.

En fait, il faut concevoir la démarche théorique et scientifique connue un processus et non comme un état, comme une méthode et non comme un point d'arrivée. En ce sens, reconnaître les théories passées et présentes en science politique ne signifie point reconnaître leur vérité. Cette reconnaissance doit plutôt être associée à une volonté de rigueur, de systématisation, de distanciation relative, de vérification. À la limite, que telle ou telle théorie se révèle par la suite fausse ou partiellement inexacte est relativement secondaire par rapport à son utilité dans la démarche générale.

Chacun sait que les théories newtoniennes furent partiellement invalidées par les découvertes d'Einstein. Cela signifie-t-il qu'elles furent inutiles ? Au contraire, c'est en s'appuyant sur Newton, en profitant de l'espace travaillé à partir de sa théorie, qu'Einstein a pu contredire Newton.

Comme il n'y a pas de paradigme ou de modèle qui fasse l'unanimité et dont la portée soit universelle, il faut donc présenter et analyser les diverses approches théoriques qui ont été proposées pour expliquer les phénomènes politiques afin d'en connaître les applications possibles ainsi que leurs limites intrinsèques.

En retraçant les principales phases de l'évolution de la science politique de l'Antiquité à nos jours, nous verrons que la définition du politique varie selon les contextes historiques et qu'il y a des contraintes idéologiques dans la production des théories. L'activité scientifique ne se fait pas dans un climat d'apesanteur culturelle. Au contraire, elle subit les contraintes du temps, et ce n'est que peu à peu, peut-être plus péniblement qu'ailleurs, qu'une connaissance scientifique émergera. Dans ce prolongement, il est important de connaître les positions qui s'affrontent relativement à l'usage de la théorie politique.

¹ W. HEISENBERG, *La nature dans la physique contemporaine*, Paris, Gallimard, 1962. « Mais chaque processus d'observation provoque des perturbations considérables dans les particules élémentaires de la matière. On ne peut plus du tout parler du comportement de la particule sans tenir compte du processus d'observation », p. 18.

1.3 Les fonctions de la théorie politique

[Retour à la table des matières](#)

Même si tous ceux qui s'intéressent à l'analyse scientifique du phénomène politique admettent la nécessité d'une théorie politique, on ne s'entend pas nécessairement sur les fonctions de la théorie dans le processus de la découverte scientifique. On trouve donc dans la littérature diverses définitions de la théorie. Pour les partisans de l'approche normative, le rôle de la théorie est de formuler des prescriptions concernant le bon gouvernement des sociétés humaines. La théorie définit ce qui devrait être, elle propose des réformes. Pour d'autres, toutefois, la théorie a une mission moins ambitieuse ; elle consiste à analyser les doctrines ou les grandes constructions philosophiques. Son objectif est alors de comprendre les fondements des grands systèmes de pensée. Cette tradition fut particulièrement vigoureuse aux États-Unis au début du XX^e siècle et limitait la théorie politique à l'histoire des idées ¹. Pour d'autres enfin, l'objectif de la théorie est de comprendre le fonctionnement de la vie politique. Mais là encore, on observe des divergences de points de vue. Certains attribuent à la théorie un rôle passif qui consiste à enregistrer, à classer, à coordonner les relations établies à partir de l'observation des faits. D'autres, par contre, confient à la théorie un rôle plus constructif dans la recherche scientifique. Elle aurait en quelque sorte un rôle moteur, ses hypothèses de départ servant à déclencher la recherche et à orienter les observations empiriques.

En règle générale, on attribue trois fonctions à la théorie dans la recherche scientifique : elle doit être descriptive, explicative et prédictive. Ces trois vertus correspondent aux exigences des sciences de la nature. La science politique, quant à elle, ne peut prétendre avoir atteint ce plein degré de maturité. La théorie en science politique n'a pas atteint un niveau de développement suffisant pour engendrer des modèles aussi rigoureux que ceux qu'on retrouve dans les sciences de la nature.

Il faut souligner de plus que l'explication et la prédiction, qui sont étroitement associées dans les sciences de la nature, doivent être au contraire dissociées dans les sciences sociales, car la première n'entraîne pas forcément la seconde. De plus, si l'on arrive à identifier une variable explicative, on n'est jamais certain qu'elle soit la seule variable effective, d'où l'incapacité de prédire. Ainsi, tous les théoriciens ne s'entendent pas sur la nature et les fonctions de la théorie en science politique et ils nous proposent diverses définitions de la théorie politique.

¹ Charles MERRIAM, *A History of American Political theories*, New York, A.M. Killey, 1903.

Certains, comme Bertrand De Jouvenel, attribuent une fonction de représentation à la théorie. À son avis, la théorie ne peut décrire la réalité, car il est impossible de rassembler tous les faits. Le rôle de la théorie est plutôt de réduire la complexité de la réalité observée :

C'est une théorie que d'isoler certains aspects semblables, leur attribuer des termes communs et supposer des processus par lesquels ils sont déterminés. Les processus supposés constituent dans l'esprit une sorte de modèle de ce qui se produit dans la réalité observée : tentative nécessaire pour réduire la diversité du phénomène à la simplicité intellectuelle ¹.

En insistant sur le rôle représentatif de la théorie politique plutôt que sur son rôle descriptif, De Jouvenel veut montrer qu'il est impossible de décrire la réalité dans sa totalité et dans sa complexité. Pour comprendre et expliquer, il faut simplifier, séparer l'essentiel de l'accessoire. Une théorie est donc une hypothèse qui suggère des explications de ce qu'est la réalité politique. Ces hypothèses sont provisoires et doivent être vérifiées par des observations empiriques.

Jean Meynaud, quant à lui, insiste surtout sur le sens probabiliste que doit avoir la théorie en science politique. Il propose la définition suivante de la théorie politique, qui serait :

... un ensemble articulé de définitions, de postulats et de propositions couvrant un sujet déterminé. Elle doit permettre de présenter des relations susceptibles de vérification. Au stade initial, ce n'est qu'une hypothèse, l'objectif ultime étant de permettre la démonstration causale et la prédiction ².

Meynaud reconnaît que cette définition idéale ne correspond pas à l'état d'avancement de notre discipline qui, dit-il, n'en est qu'à l'âge de l'hypothèse. À son avis, il y a en science politique trois types d'hypothèses qui peuvent servir à la construction d'une théorie :

1. Les hypothèses qui affirment une constante (par exemple, chaque fois qu'on est en présence d'un système électoral uninominal à un tour, on est susceptible de retrouver un système bipartiste) ;
2. Les hypothèses qui établissent une typologie (par exemple, les partis de cadres et les partis de masse) ;
3. Les hypothèses qui énoncent une interaction, une relation causale (par exemple, plus les individus sont instruits, plus ils ont tendance à participer à la vie politique).

¹ Bertrand DE JOUVENEL, *De la politique pure*, Paris, Gallimard, 1963, p. 55-56.

² Jean MEYNAUD, *Introduction à la science politique*, Paris, A. Colin, 1959, p. 18.

Jean Meynaud insiste sur le caractère probabiliste des théories en science politique, ce qui veut dire que les relations constatées doivent prendre la forme du si... donc, si x, nous aurons y. Mais les explications ne sont jamais tout à fait certaines en sciences sociales, car les vérifications qui valident les relations causales ne sont pas constantes et définitives, ce qui limite forcément la capacité prédictive de la théorie. Ainsi, dans les années 70, tous les sondages montraient que plus on était jeune, plus la probabilité était forte de voter pour le Parti québécois. Or, dans les années 80, cette relation causale entre l'âge et le comportement électoral n'est plus vraie, elle ne se vérifie plus empiriquement.

La capacité prédictive de la théorie en science politique est très limitée, car on n'arrive pas à contrôler toutes les variables qui déterminent le processus politique. On est encore loin du pouvoir prédictif des théories en usage dans les sciences de la nature qui parviennent à prédire non seulement la récurrence d'un phénomène, mais qui réussissent en outre à prédire l'existence de phénomènes inconnus. Ainsi, on a pu découvrir l'existence de la planète Neptune en utilisant la théorie de la gravitation et en l'appliquant à l'orbite irrégulière de la planète Uranus ; on en a déduit l'existence d'une masse qui causait les irrégularités d'Uranus. Une telle efficacité n'est pas encore possible en science politique où les théoriciens sont encore à la recherche d'un cadre explicatif général.

Eugene Meehan, pour sa part, insiste sur la fonction explicative de la théorie. Il définit la démarche scientifique par six caractéristiques : toute science doit être explicative, empirique, systématique, logique, neutre et susceptible de produire des généralisations¹. Le rôle de la théorie est précisément d'expliquer les relations entre les phénomènes et de produire des généralisations qui en rendent compte.

La théorie ne peut être une simple description de la réalité à partir de faits observés. C'est plutôt une construction intellectuelle qui établit des liens entre des généralisations empiriques. La théorie est donc essentiellement déductive, ce qui signifie qu'elle prend la forme d'une hypothèse qui établit une relation entre deux ou plusieurs variables que le chercheur tentera de vérifier par l'observation ou l'expérimentation afin de formuler une loi ou une généralisation. Meehan affirme qu'on ne trouve pas encore en science politique de généralisation ayant une portée universelle. Ce qu'on appelle théorie en science politique ne sont que des quasi-théories ; ce qui les différencie des théories deductives, c'est qu'elles n'ont pas de capacité explicative. Leur efficacité se limite plutôt à la représentation de la réalité.

Cet auteur distingue parmi ces quasi-théories l'approche et le modèle. L'approche est un simple système de classification des données. C'est un cadre de référence, un ensemble conceptuel qui sert à mettre de l'ordre dans les faits observés afin de simplifier la perception des phénomènes. C'est une grille qui

¹ Eugene MEEHAN, *The Theory and Method of Political Analysis*, Homewood, The Dorsey Press, 1965, p. 40. Voir aussi *The Foundations of Political Analysis*, 1971.

permet d'organiser l'information. L'approche a une fonction descriptive, elle est préalable à la construction d'une théorie explicative. Pour Meehan, l'analyse systémique doit être rangée dans cette catégorie. Elle n'est rien d'autre que l'idée selon laquelle on comprend mieux la société en utilisant la notion de système. Elle permet de décrire la réalité, mais n'explique rien.

Le modèle, d'autre part, se rapproche beaucoup plus de la théorie scientifique, car il est plus qu'une simple structure d'organisation des données empiriques. Les modèles, tout comme les théories, sont construits à partir d'axiomes reliés de façon déductive. En ce sens, le modèle est idéal, il ne décrit pas la réalité. Au contraire, il affirme certains postulats comme l'égoïsme de la nature humaine et la rationalité de l'électeur chez A. Downs dans *An Economic Theory of Democracy* et il pose *a priori* des relations causales entre les phénomènes. La théorie de la démocratie de Downs correspond à cette définition. Elle propose d'expliquer le comportement politique en supposant que la motivation de l'action politique est la même que celle de l'activité économique, c'est-à-dire le gain. Partant de cet axiome, Downs élabore une série de propositions qui découlent logiquement les unes des autres pour expliquer le jeu politique dans les sociétés démocratiques.

David Easton, dans son principal essai méthodologique, *The Political System*, publié en 1953, insiste sur l'importance de la construction d'une théorie politique scientifique, c'est-à-dire d'une théorie causale. Il décrit ainsi l'état de la théorie en science politique :

Tout ce qui se présente comme théorie politique n'est en réalité qu'un premier pas sur la voie de la construction de la théorie. Elle n'est pour l'instant constituée que de cadres d'analyse théoriques et de structures conceptuelles et non de propositions intégrées sur les relations entre les variables. Non seulement ne sommes-nous qu'à la première étape de la construction théorique, mais même à l'intérieur de ces limites, aucun paradigme n'a été largement reconnu pour son utilité... Le choix d'une approche théorique est encore un sujet ouvert à la discussion, ce qui est la caractéristique d'une science immature ¹.

Dans son analyse critique de la théorie politique, Easton distingue trois niveaux de généralisations ² :

1. Les généralisations particulières qui établissent des relations récurrentes entre deux variables isolées et identifiées. Elles n'expliquent qu'un nombre restreint d'éléments et il n'est pas indispensable qu'elles soient reliées à un cadre explicatif plus vaste. On trouve habituellement ce type de généralisation dans les études de comportement électoral.

¹ David EASTON, *The Political System*, New York, A.A. Knopf, 1953, p. 369-370.

² *Ibid.*, p. 55-57.

2. À un deuxième niveau, on trouve des théories partielles qui sont un ensemble de propositions interdépendantes visant à synthétiser un ensemble de généralisations particulières. Elles intègrent un grand nombre d'observations empiriques. La loi d'airain de l'oligarchie énoncée par R. Michels dans *Les partis politiques* est une illustration de ce type de généralisation. Ainsi, dans tous les types d'organisation politique, qu'il s'agisse des partis de cadres ou des partis de masse, des partis de droite ou des partis de gauche, les leaders ont tendance à concentrer le pouvoir et à former une oligarchie. Ils s'isolent de la base, forment un groupe distinct et adoptent des attitudes autocratiques, et cela, quelle que soit leur idéologie. Même si ces explications s'appliquent à un grand nombre de phénomènes, elles demeurent fragmentaires ; elles n'éclairent qu'un aspect de la réalité politique comme les groupes de pression, les partis politiques ou le système administratif, etc.
3. Enfin, il y a les théories systématiques ou générales qui se distinguent des deux autres types par leur dimension et leur cohérence. Easton les identifie aux cadres conceptuels qui englobent l'ensemble de la discipline. Il définit la théorie générale comme un cadre conceptuel qui permet d'isoler et d'identifier les phénomènes politiques ainsi que leurs relations avec les autres ordres de phénomènes.

Il attribue cinq fonctions à la théorie politique générale, à savoir :

- a) proposer des critères ou des concepts pour désigner les variables significatives à analyser ;
- b) établir les relations entre ces variables ;
- c) expliquer ces relations ou établir les causes qui sous-tendent les relations entre les phénomènes observés ;
- d) élaborer un réseau de généralisations étroitement reliées sur le plan logique ;
- e) enfin, découvrir de nouveaux phénomènes, étendre les horizons de l'analyse ¹.

La théorie politique devrait être un ensemble déductif de raisonnements bâtis de telle sorte qu'à partir d'un nombre limité de postulats et d'hypothèses, il soit possible de dégager une série complète de généralisations valides sur le plan empirique et de plus en plus précises au fur et à mesure du développement de la théorie. Une telle théorie n'existe pas encore en science politique qui est une discipline jeune. Mais Easton pense que la science politique atteindra un jour l'état

¹ David EASTON, *Varieties of Political Theories*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1966, p. 12.

de maturité des sciences de la nature et que les chercheurs disposeront d'une théorie générale descriptive, explicative et prédictive.

Eu égard aux possibilités de la théorie politique, on distingue donc deux grandes tendances : la tendance normative et la tendance analytique. À l'intérieur de chacune de ces tendances, on peut reconnaître plusieurs positions.

1. Tendance normative	• la théorie politique définit un idéal à atteindre ; • la théorie politique propose un plan de réforme.
2. Tendance analytique	il faut découvrir les règles de fonctionnement de la vie politique ;
a) tendance représentative :	nous ne pouvons construire d'explications globales (B. De Jouvenel) ;
b) tendance probabiliste :	il faut aboutir à une prédiction, si X est tel... donc Y sera tel (J. Meynaud) ;
c) tendance explicative :	il faut dépasser la simple description et parvenir à des explications (E. Meehan) ;
d) tendance systémique :	il faut progresser vers des généralisations toujours plus universelles (D. Easton).

Si les auteurs diffèrent quant aux possibilités ultimes qui peuvent être atteintes, ils sont unanimes sur les difficultés ou les limites actuelles. Il y a une conscience partagée des limites de la discipline. Raymond Aron écrivait ainsi : « Les connaissances sociales s'élèvent au niveau de la science dans la mesure où elles s'accompagnent d'une conscience exacte de leur portée, et aussi de la limite de leur validité ¹. » Les divergences sont surtout de l'ordre des possibilités ultérieures. Certains estiment qu'il est impossible de franchir le niveau de la représentation, d'autres croient au contraire possible d'aboutir à des explications générales et globales.

Mais avant d'aller plus loin, de tracer les voies de l'avenir, revenons en arrière, refaisons le chemin parcouru à partir des Grecs jusqu'aux théories les plus récentes pour définir ce qu'est l'objet des théories politiques.

¹ Introduction de R. ARON à l'ouvrage de Max WEBER, *Le savant et la politique*, Paris, UGE, coll. 10/18, 1971, p. 20.

CHAPITRE 2

Une science à la recherche de son objet

[Retour à la table des matières](#)

Le premier pas de tout effort théorique consiste à définir l'objet, à désigner ses principaux attributs et finalement à comprendre de quelle manière cet objet est lié à ceux qui lui sont adjacents ou voisins. Pour la science politique, cette mise en place ne s'est pas produite instantanément, au contraire. De l'Antiquité grecque jusqu'à nos jours, on peut distinguer un effort progressif pour définir l'objet du politique.

Dans ce chapitre, nous retraçons les principales tentatives d'élaboration de l'objet politique. Nous prenons pour point de départ l'Antiquité grecque et nous nous rendons jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, au moment où la science politique a revêtu ses formes actuelles.

2.1 La période gréco-romaine : une réflexion normative soumise à la morale

[Retour à la table des matières](#)

Les premiers essais pour penser le politique dans le monde occidental remontent aux philosophes grecs. Certes, le phénomène politique existait avant cette époque ou dans d'autres régions du monde, mais aucun fragment de théorisation ne nous est parvenu.

Le concept de politique vient du mot grec *Polis* (en grec dans le texte) qui signifiait l'ensemble des citoyens qui habitaient la ville. Le concept de *Polis* est à la fois plus large et plus restrictif que ce que nous entendons aujourd'hui par le mot ville. Ainsi, la ville chez les Grecs n'était pas limitée par une frontière précise et désignait une réalité qui se rapproche plus de ce que nous appelons l'État. Mais tous ceux qui habitaient la ville d'Athènes n'étaient pas considérés comme des

citoyens ; les esclaves et les métèques (c'est-à-dire les étrangers) par exemple ne pouvaient porter ce titre et participer aux décisions politiques.

Dans la philosophie grecque, le mot politique a deux significations. Il désigne, premièrement, *la connaissance* des principes de la gouverne collective et, deuxièmement, la *pratique* du gouvernement ou l'art de diriger les affaires publiques. Ainsi, à l'origine, la théorie et la pratique politique n'étaient pas dissociées ; alors qu'aujourd'hui, on a plutôt tendance à distinguer ces deux dimensions : le politique désignant la connaissance du phénomène et *la* politique désignant la pratique, l'art de faire de la politique.

Il faut enfin souligner que la philosophie grecque se caractérisait par de fortes préoccupations éthiques, car la politique se définissait comme l'activité qui devait réaliser le bien. La connaissance devait conduire à l'établissement du meilleur gouvernement possible.

Ainsi, chez Platon, qui vécut de 428 à 347 avant J.-C., la connaissance politique n'est pas fondée sur des préoccupations stratégiques ; elle ne vise pas à établir les moyens à prendre pour conquérir le pouvoir. La préoccupation de Platon est plutôt de déterminer de façon spéculative ce que serait un régime politique parfait en vertu du postulat suivant : le juste est préférable à l'injuste. Dès lors, le but de la théorie politique est de découvrir les principes d'un gouvernement qui ferait régner la Justice.

Il ne s'intéresse pas à ce qui est, mais à ce qui devrait être. Ainsi, dans la *République*, Platon ne cherche pas connaître les avantages respectifs des différents régimes politiques existant à son époque, il tente plutôt de définir abstraitement ce que devrait être un régime politique parfait et il conclut son analyse en soutenant que le meilleur régime politique serait celui qui serait dirigé par ceux qui connaissent les principes de la gouverne collective, les philosophes.

Un autre philosophe grec, Aristote, qui vécut de 384 à 322 avant J.-C., définit la science politique comme la science maîtresse, celle qui est la plus générale et qui chapeaute les autres champs du savoir. Chez Aristote, la politique est présentée comme un phénomène naturel et nécessaire :

Il est donc évident que toute Cité est dans la nature, et que l'homme est naturellement fait pour la société politique. Celui qui par sa nature, et non par l'effet du hasard, existerait sans aucune patrie, serait un individu détestable, très au-dessus ou très au-dessous de l'homme [...] Aussi, l'homme est-il un animal civique ¹ [...]

Si, pour Aristote, la vie en société est une caractéristique de la nature humaine, c'est parce que l'homme cherche non seulement à vivre, mais aussi à bien vivre et,

¹ ARISTOTE, *Politique*, Paris, P.U.F., 1950, texte français présenté et annoté par Maurice Prélôt, p. 6.

pour y arriver, il se donne donc une organisation politique. Le raisonnement d'Aristote est le suivant : pris isolément, les hommes ne peuvent se suffire à eux-mêmes ; ils ne peuvent satisfaire tous leurs besoins essentiels. Pour s'assurer le bien-être, ils cherchent donc à s'associer et la politique est l'art d'associer les hommes en communauté. Cette activité est au service du bien commun parce qu'elle définit le juste et l'injuste ; par les lois qu'elle impose, elle prescrit et interdit.

Mais pour définir le régime qui permet d'atteindre la société juste, Aristote n'adopte pas la même démarche que Platon. Il ne cherche pas à définir *a priori* ce que devrait être la Cité parfaite. Sa méthode consiste à observer les différents régimes politiques qui avaient cours à son époque (démocratie, aristocratie et tyrannie) et à comparer leurs effets pour déterminer lequel produit les meilleurs résultats.

Dans la Grèce antique, non seulement la connaissance politique est considérée comme la science maîtresse, mais elle est aussi liée à une éthique, à une conception de la perfection. Elle est prescriptive, elle s'efforce de définir ce qui devrait être. Pour Platon, le bon gouvernement est celui qui est dirigé par ceux qui possèdent la sagesse. Pour Aristote, la perfection est définie de façon plus empirique par l'analyse des constitutions. Dès l'origine, sont donc posés les principaux dilemmes de la science politique, c'est-à-dire le rapport entre la théorie et la pratique, entre connaissance et action, entre les faits et les valeurs.

Bien qu'Aristote reste profondément marqué par la volonté de trouver le bien, sa démarche présente néanmoins un progrès dans la mesure où sa réflexion sur le « bien » a pour point de départ une étude comparative de ce qui existe. L'objet commence donc à se constituer.

Dans la Rome antique, Cicéron (qui vécut de 106 à 43 avant J.C.) prolonge l'œuvre des penseurs grecs tout en ajoutant un volet que ces derniers avaient peu touché, c'est-à-dire le droit. À Rome, le droit privé, le droit public, les bases constitutionnelles de la vie politique vont occuper presque tout l'espace conceptuel de la théorie politique. La clé magique devient donc la « loi ». Les Romains utilisaient le terme *Res Publica* pour désigner la vie politique, ce qui signifie la « chose publique ».

La république [...] est la chose du peuple ; et par peuple, il faut entendre non tout assemblage d'hommes groupés en troupeau d'une manière quelconque, mais un groupe nombreux d'hommes associés les uns aux autres par leur *adhésion* à une même loi et par une certaine communauté d'intérêts. Quant à la cause première de ce groupement, ce n'est pas tant la faiblesse qu'une sorte d'instinct grégaire naturel, car le genre humain n'est point fait pour l'isolement et la vie errante ¹.

¹ CICÉRON, *De la République*, Paris, Classiques Garnier, 1954, p. 45.

Tout comme Aristote, Cicéron pense que la justice est un effet de la loi. Le citoyen doit donc se conformer aux lois car, ce faisant, il obéit à la raison et peut réaliser son intérêt. La loi est donc ce qui définit les droits et les devoirs du citoyen.

Les auteurs de l'Antiquité vont exercer une influence gigantesque sur tout le développement de la pensée et de la théorie politique. Les chrétiens, les penseurs de la Renaissance, et même les fondateurs de la république américaine vont chercher à maîtriser les concepts construits par les penseurs de l'Antiquité.

Toutefois, les penseurs grecs ne sont pas déracinés de leur propre histoire. Ils ont une conception restreinte de la démocratie, justifient l'esclavagisme et souhaitent un gouvernement confié à des philosophes... La proximité entre la théorie et un enjeu concret, soit le pouvoir, est manifeste, et la distance entre le sujet et l'objet intervient peu dans les préoccupations des premiers théoriciens politiques.

2.2 La période chrétienne : une réflexion normative soumise à la religion

[Retour à la table des matières](#)

« La révolution chrétienne » fut inaugurée par saint Augustin qui vécut de 354 à 430 après J. -C. Dans son livre, *La Cité de Dieu*, saint Augustin, tout en maintenant le cap sur la recherche de la perfection, introduit une distinction qui modifie radicalement le sens du politique. Cette mutation s'explique par le contexte historique de la décadence de l'Empire romain qui s'effrite sous les invasions barbares. L'Église prend la relève de Rome et devient une puissance temporelle. Elle impose son autorité à l'ensemble de l'Europe et établit sa suprématie politique. Pour justifier ce nouveau pouvoir, saint Augustin propose de distinguer entre la Cité de Dieu et la cité des hommes et il veut démontrer que, pour les chrétiens, la première doit avoir la priorité sur la seconde.

Deux amours ont bâti deux cités : l'amour de soi jusqu'au mépris de Dieu fit la cité terrestre ; l'amour de Dieu jusqu'au mépris de soi fit la cité céleste ¹.

Marcel Prélôt caractérise ainsi la contribution de saint Augustin à l'évolution de la pensée politique : « Comme le peuple de Cicéron, le peuple selon *La Cité de Dieu* est défini comme un agrégat humain, une multitude raisonnable, mais elle est unie par la paisible et commune possession de ce qu'elle aime et non par le droit et

¹ Saint AUGUSTIN, *La Cité de Dieu*, XIV, cité par G. PASCAL, *Les grands textes de la philosophie*, Paris, Bordas, 1976, p. 74.

l'intérêt. Nous passons avec saint Augustin d'une conception juridique du politique à une conception affective ¹ ». La justice n'est plus fondée sur le respect des lois naturelles, mais elle dépend du respect des lois divines révélées par les saintes Écritures et interprétées par les Pères de l'Église.

Saint Augustin invoque deux arguments pour soutenir sa thèse. Il soutient premièrement que la cité terrestre est intrinsèquement imparfaite, car, par nature, elle est corrompue par le péché. Il affirme ensuite que la cité des hommes doit être subordonnée à la Cité de Dieu parce que tout pouvoir vient de Dieu puisque Dieu est à l'origine du monde. La pensée de saint Augustin justifie donc le passage du pouvoir de l'État au pouvoir de l'Église parce que seule cette dernière peut accéder à la perfection. Dès lors, le seul gouvernement légitime est celui qui s'exerce par les représentants de Dieu sur terre, ce qui implique aussi que la communauté politique soit fondée sur la foi chrétienne. Toute recherche, toute découverte doit s'opérer à la lumière des Écritures. Dans sa correspondance, il écrit ainsi : « ... il est raisonnable que la foi précède la raison pour accéder à certaines grandes vérités... » Le prophète Isaïe ne disait-il pas « Si vous ne croyez pas, vous ne comprendrez pas ². » Dans le contexte de la révolution chrétienne, la science politique perd sa suprématie et est subordonnée aux impératifs théologiques.

Saint Thomas d'Aquin qui vécut de 1224 à 1274 après J.-C. complétera cette évolution vers la monarchie de droit divin. Saint Thomas soutient dans son livre *Du Royaume* (1266) que le régime monarchique est le meilleur régime parce qu'il est le plus conforme au plan de Dieu qui veut que « l'un commande au multiple ». La notion d'État qui, pour les penseurs de l'Antiquité, désignait la chose du peuple et dont l'autorité reposait sur l'adhésion rationnelle de la collectivité, cette notion est maintenant utilisée pour désigner le gouvernement et surtout le pouvoir de la personne qui gouverne.

À cette étape, nous pouvons déjà constater que la définition de l'objet du politique a beaucoup varié dans le temps et que ces changements ne sont pas indépendants du contexte social. On a vu que dans l'Antiquité gréco-romaine, la théorie politique est entièrement soumise à la morale ; elle vise à justifier, à consolider des postulats moraux ; les explications sont alors accessoires. Avec la chute de Rome, l'éclatement et le fractionnement de l'empire romain, l'Église deviendra la seule organisation capable d'imposer son autorité. Elle affirmera sa suprématie sociale et politique. La théorie politique sera donc soumise à la foi. Du reste, l'ensemble du savoir subira des restrictions semblables.

¹ M. Prélôt, *La science politique*, Paris, P.U.F. 1961, p. 19-20.

² Saint Augustin, *op. cit.*, p. 73.

2.3 La période de la Renaissance et du libéralisme montant une réflexion où l'explicatif émerge à travers le normatif

[Retour à la table des matières](#)

Avec la Renaissance, et surtout à partir du *Prince* de Machiavel, les théoriciens cherchent davantage à comprendre le réel ; les obligations morales ou religieuses sont mises de côté. En ce sens, il y a aussi renaissance de la réflexion théorique dans la mesure où, après l'obscurantisme moyenâgeux, on redécouvre les œuvres de l'Antiquité gréco-romaine. La politique continuera à être associée au pouvoir monarchique, mais il y aura une révolution dans la façon d'analyser le pouvoir politique. À ce moment, l'émergence d'une démarche scientifique devient manifeste. Il existe une volonté marquée d'être systématique, de vérifier à travers l'histoire, de dégager des lois. Certes, bien des énoncés restent limités quant à leur portée scientifique ; le concept de nature humaine est utilisé à outrance et revêt un caractère magique. Il n'en demeure pas moins que les théoriciens cessent d'interroger le ciel ou de s'attarder à des utopies pour davantage dégager les comportements réels des agents politiques.

Le Prince est le titre de l'ouvrage qui est généralement reconnu comme le point de départ de la pensée politique moderne. C'est le florentin Machiavel (1469-1527) qui inaugure cette révolution, car il considère que le but de la science politique n'est pas la recherche du bon gouvernement qui assure la justice aux citoyens. Il soutient que la politique ou l'État n'a pas comme finalité de faire le bonheur de ses sujets, mais de découvrir les moyens pour obtenir l'obéissance des citoyens. Machiavel cherche aussi à découvrir les moyens qui assureraient à l'Italie un gouvernement efficace et libéré de la tutelle religieuse. La science politique n'est plus liée à des objectifs éthiques ou religieux, elle vise à découvrir les moyens de conquérir et de conserver le pouvoir. Machiavel laïcise en quelque sorte la définition de la vie politique, c'est-à-dire qu'il ne fait plus dépendre le pouvoir de la volonté divine mais de la stratégie. Il présente ainsi son nouveau point de vue. Expliquant le contenu de son ouvrage, Machiavel écrit :

J'y approfondis autant qu'il m'est possible les différents aspects de cette matière, examinant ce qu'est une principauté, combien d'espèces il en existe, comment on les acquiert, on les garde, on les perd ¹.

L'innovation théorique principale de Machiavel est l'introduction du concept de souveraineté qui est un concept entièrement nouveau dans la pensée politique.

¹ MACHIAVEL, *Le Prince*, Paris, Le livre de Poche, Librairie Générale Française, Classique, n° 879, p. 191.

Machiavel n'élabore pas ce concept, il se contente de lier la souveraineté de l'État au Prince. La souveraineté, c'est la capacité du Prince d'obtenir l'obéissance de ses sujets, et la politique se définit comme l'ensemble des règles à suivre pour obtenir cette soumission. Les moyens suggérés au Prince pour atteindre ce but sont la ruse et la force.

Dans un livre intitulé *Politique systématique* paru en 1603, Althusius (1557-1638) précisera l'idée de souveraineté. Ce théoricien définit l'État comme une communauté politique superposée aux communautés plus réduites comme les familles, les collèges, les corporations et les villes. Alors que Machiavel ne cherche pas à expliquer ou justifier l'origine de la souveraineté dans la mesure où la légitimité du Prince réside dans le fait de prendre le pouvoir et de le conserver par tous les moyens ; Althusius, pour sa part, affirme que la souveraineté est fondée sur un contrat liant un ensemble de groupes : « La politique, c'est l'art d'associer les hommes pour l'établissement, la direction et la conservation de la vie sociale ¹. » Dans la hiérarchie des corps ou des organisations qui forment la société, l'État est différent de la famille ou des villes parce qu'il est le seul à être *dépositaire* de la souveraineté. L'innovation essentielle d'Althusius consiste à montrer que la souveraineté appartient à la communauté et non à son chef. Le roi est lié par un contrat à l'ensemble de la communauté. Cette thèse sera à l'origine de la critique libérale de la monarchie absolue, car elle implique le droit à la révolte lorsque le roi ne respecte pas le contrat.

Le XVII^e siècle pose d'emblée le problème de l'autorité politique. Les régimes monarchiques anglais et français sont ébranlés par la Fronde en France (1648) et par le régicide et la révolution de Cromwell en Angleterre (1649) où l'absolutisme royal est miné par la montée d'une nouvelle force sociale : la bourgeoisie marchande qui veut étendre ses libertés. Alors que Cromwell s'impose dans une Angleterre devenue républicaine, paraît en 1651 *Le Léviathan* de Thomas Hobbes (1588-1679). Hobbes était préoccupé par les guerres de religion de la seconde moitié du XVI^e siècle et par le climat d'anarchie qu'elles avaient engendré. Sa théorie cherche donc à établir l'autorité politique sur de nouveaux fondements. Elle est centrée sur le concept d'obligation politique qui sert à décrire les relations entre les individus et l'État.

Les penseurs du XVII^e siècle commencent à se fier à l'observation de la nature pour construire leur représentation du monde. Hobbes postule que la nature a pourvu l'homme de raison, de sorte qu'il est capable de découvrir par l'expérience, l'observation et le calcul ce qui cause le plaisir et ce qui provoque la souffrance, qu'il peut faire ainsi la différence entre le bien et le mal afin de rechercher le premier et de fuir le second. Mais l'homme dans l'état de nature ² n'est pas un

¹ Cité par Marcel Prélot, *Histoire des idées politiques*, Paris, Dalloz, 1966, p. 272.

² L'état de nature dans la pensée de Hobbes est une fiction qu'il utilise pour construire son raisonnement.

Robinson : il vit avec ses semblables et entre en conflit avec eux. L'état de nature est une guerre permanente parce que « l'homme est un loup pour l'homme ». L'état de nature ne peut être source de bien-être, de bonheur, car l'existence est constamment menacée. Cet état de nature se caractérise par l'anarchie, la violence et l'insécurité. Dès lors, la peur de la mort et la raison incitent l'individu à vouloir sortir de l'état de nature. Pour ce faire, il renonce à son pouvoir absolu sur toute chose et à son droit naturel à se défendre lui-même, à la condition toutefois que les autres en fassent autant. Pour que ce pacte de non-agression soit respecté, il faut que s'institue une force qui soit supérieure à toutes les autres et qui puisse faire respecter le contrat et obtenir l'obéissance de tous les sujets.

Hobbes n'admet pas que l'homme soit par nature un animal politique. À cet égard, il contredit Aristote en soutenant que l'État ou le pouvoir politique est un produit artificiel qui résulte d'un acte volontaire. Il est le fruit de la recherche de l'intérêt de l'individu qui veut être protégé afin de vivre en paix et de travailler à son propre bien-être :

Car en vertu de cette autorité qu'il a reçue de chaque individu de la République, l'emploi lui est conféré d'une telle puissance et d'une telle force, que l'effroi qu'il inspire lui permet de modeler les volontés de tous, en vue de la paix à l'intérieur et de l'aide mutuelle contre les ennemis de l'extérieur ¹.

Hobbes élabore aussi le concept de contrat de soumission ou d'obligation, mais ce contrat a la particularité de lier tous les membres de la société entre eux sans lier la puissance souveraine qui concentre tous les pouvoirs. Les hommes s'entendent entre eux pour se dépouiller de leurs forces individuelles, pour abandonner leurs libertés naturelles à la condition de pouvoir jouir également de la sécurité. Ils s'obligent ainsi à respecter la loi parce qu'aucun d'entre eux ne peut la défier ou s'y soustraire. Et pour que cette égalité devant la loi soit possible, il faut qu'il y ait un seul souverain dépositaire de la puissance publique. Les membres de la société politique n'ont que les droits que leur concède le Léviathan ou l'État. En échange de ces restrictions à leurs libertés, le souverain doit assurer à tous ses sujets la sécurité, l'égalité devant la loi et la prospérité matérielle.

Hobbes est à la charnière de la théorie classique et de la théorie moderne. Il se rattache à la théorie traditionnelle par sa justification de l'autorité absolue même s'il a fait disparaître son fondement de droit divin, mais il est aussi moderne parce qu'il fonde la société politique sur la recherche de l'intérêt individuel et qu'il attribue une fin temporelle à l'État, c'est-à-dire assurer le bien-être de ses sujets. Il reviendra à John Locke de rompre avec le principe de l'absolutisme et d'inaugurer la théorie libérale de l'État.

¹ Thomas HOBBS, *Le Léviathan*, Paris, Sirey, 1971, fin du chapitre XVII.

John Locke (1632-1704) est un anti-absolutiste. Dans son *Essai sur le gouvernement civil*, il cherche à établir l'origine, l'étendue des pouvoirs et le but du gouvernement civil. Il expose ainsi les fondements du libéralisme politique et inaugure la théorie de la séparation et de la limitation du pouvoir exécutif par le pouvoir législatif. Cette théorie est fondée sur le concept de l'individualisme possessif ¹.

Locke, tout comme Hobbes, construit son modèle en supposant un état de nature et un contrat qui donne naissance à la société politique, mais il s'évertue à en déduire des principes de liberté au lieu de justifier l'absolutisme. Son raisonnement s'appuie sur une définition différente des droits naturels. L'individu dans l'état de nature jouit d'une liberté parfaite et d'un droit inaliénable à sa propriété. Mais, sans être un état de guerre permanent, l'état de nature est peu propice au développement de la production et à la jouissance de la propriété. Les hommes cherchent à sortir de l'état de nature pour être mieux, plus à l'aise grâce à l'établissement de lois reconnues par tous. L'individu, tout en conservant ses droits naturels, délègue donc à une autorité qui lui est extérieure le pouvoir de faire les lois et d'assurer la justice. Les individus se donnent donc un gouvernement par consentement commun en vertu d'un contrat qui confie à la puissance publique le mandat de faire respecter l'ordre et la loi.

Les hommes étant tous naturellement libres, égaux et indépendants, nul ne peut être tiré de cet état, et être soumis au pouvoir politique d'autrui, sans son propre consentement, par lequel il peut convenir, avec d'autres hommes, de se joindre et s'unir en société pour leur conservation, pour leur sûreté mutuelle, pour la tranquillité de leur vie, pour jouir paisiblement de ce qui leur appartient en propre, et être mieux à l'abri des insultes de ceux qui voudraient leur nuire et leur faire du mal ².

En entrant dans la société politique, l'individu accepte certes de restreindre partiellement sa liberté, mais il n'abandonne pas son droit de propriété. Le pouvoir politique n'est légitime que s'il repose sur le consentement des individus. Il serait irrationnel, pour se protéger de la violence des autres, de se soumettre à la violence ou à l'arbitraire d'un pouvoir absolu qui aurait tous les droits et laisserait l'individu sans défense. Pour cette raison et pour limiter le pouvoir, il faut, selon Locke, distinguer le pouvoir législatif du pouvoir exécutif, le premier ayant autorité sur le second. Locke énonce ainsi les principes de la monarchie parlementaire. Le pouvoir de faire les lois appartient au Parlement, qui réunit les représentants du peuple et exprime la volonté des membres de la société, alors que le pouvoir de faire exécuter les lois appartient au roi. Si les gouvernements agissent de façon contraire au bien public, le peuple peut reprendre son pouvoir, sa souveraineté, puisqu'il ne l'a déléguée que pour améliorer sa protection et son bien-être. Locke propose un contrat de confiance et non pas un contrat de soumission comme chez

¹ C. B. MacPHERSON, *La théorie politique de l'individualisme possessif*, Paris, Gallimard, 1971.

² Cité par J. J. CHEVALIER, *Les grandes œuvres politiques*, Paris, A. Colin, 1966, p. 92.

Hobbes. Le peuple conserve donc un droit de révolte contre l'autorité politique lorsque celle-ci ne respecte pas le contrat et viole ses droits. En dernière instance, le peuple est toujours maître de la loi et même s'il ne la fait pas lui-même, il doit contrôler ceux qui exercent le pouvoir. L'œuvre de Locke pose donc les bases théoriques de la démocratie libérale.

Au XVIII^e siècle, le système anglais servira de modèle aux partisans des réformes politiques. En France, Montesquieu (1689-1755) et Rousseau élaboreront les principes de la démocratie politique.

Montesquieu participe à la révolution intellectuelle entreprise par les Encyclopédistes qui contestent la commune façon de penser fondée sur la révélation et la croyance. Montesquieu ne croit pas aux hasards ou à la fortune, au sens de Machiavel, comme explication de l'histoire. Il pense plutôt que la vie en société obéit à des règles, à des lois qu'on peut découvrir par l'observation et la réflexion : « Tous les accidents sont soumis à des causes ; et, si le hasard d'une bataille, c'est-à-dire une cause particulière, a ruiné un État, il y avait une cause générale qui faisait que cet État devait périr par une seule bataille ¹ ».

Dans *L'esprit des lois*, Montesquieu est à la recherche d'une explication rationnelle des différents types de régimes politiques. Il veut connaître les lois du gouvernement de la société : « Les lois, écrit-il, sont les rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses et dans ce sens, tous les êtres ont leurs lois ². » Pour comprendre et expliquer l'ordre politique, il ne fait plus confiance aux préceptes religieux, il se réfère plutôt à une nécessité de la nature. Même si la science politique ne peut faire appel aux méthodes expérimentales des sciences physiques, elle peut identifier les principes moteurs des institutions politiques en observant et comparant les divers régimes qui ont existé, en utilisant l'histoire comme son laboratoire. Cette logique d'analyse le guidera dans l'élaboration de sa théorie des gouvernements et de sa théorie de la liberté politique.

Montesquieu différencie trois types de gouvernements, à savoir le républicain, le monarchique et le despotique qui se distinguent par leur nature et leur principe d'action :

Le gouvernement républicain est celui où le peuple en corps (la démocratie) ou seulement une partie du peuple (l'aristocratie) a la souveraine puissance ; le monarchique, celui où un seul gouverne, mais par des lois fixes et établies, au lieu que dans le despotique, un seul, sans loi et sans règle, entraîne tout par sa volonté et par ses caprices, – voilà ce que j'appelle la nature de chaque gouvernement ³.

¹ MONTESQUIEU, *Considérations*, cité par J. J. CHEVALIER, *Les grandes œuvres politiques*, Paris, A. Colin, 1966, p. 101.

² MONTESQUIEU, *L'esprit des lois*, Paris, Les Belles Lettres, 1950, 1^{re} partie, livre 1, chap. 1, p. 19.

³ Cité par J. J. CHEVALIER, *op. cit.*, p. 109.

Le sens civique est essentiel, en démocratie, car le gouvernement par le grand nombre, est particulièrement vulnérable à la corruption, chacun pouvant aussi chercher son propre bien dans les affaires publiques. Ce risque est moins grand, aux yeux de Montesquieu, dans le régime aristocratique où les lois sont faites par des gens de qualité. Il estime que la république, comme mode de gouvernement, convient particulièrement aux petits États.

Montesquieu, qui était réfractaire à la monarchie absolue, estimait que le pouvoir monarchique devait être limité et encadré par la présence des pouvoirs intermédiaires, c'est-à-dire la noblesse, le clergé, les villes, les Parlements. Le principe de l'action en monarchie est l'honneur, et ce type de régime convient aux États de dimension moyenne où il favorise la modération dans les lois.

Le despotisme ou le gouvernement d'un seul est le règne de l'arbitraire. C'est la volonté d'un seul qui commande à tous. Le moteur de ce type de régime est la crainte. Cette forme de gouvernement, affirme Montesquieu, convient aux bêtes mais pas aux hommes.

Montesquieu est un modéré. Autant il dénonce l'arbitraire du pouvoir, autant il craint le pouvoir absolu de l'individu. Il estime que la liberté politique ne consiste pas à faire tout ce qu'on veut : « La liberté est le droit de faire tout ce que les lois permettent ¹ ». C'est la loi qui garantit l'exercice des libertés et non pas un quelconque droit naturel absolu. Mais si la loi garantit la liberté, elle peut aussi la menacer car le pouvoir corrompt, et celui qui détient le pouvoir est toujours porté à en abuser. La liberté politique est menacée par l'abus de pouvoir. Il faut donc empêcher la concentration du pouvoir en le fragmentant, en le séparant entre plusieurs corps.

Le meilleur gouvernement est celui qui repose sur trois forces, soit le peuple, la noblesse et la monarchie et qui est organisé de telle façon que les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire ne se retrouvent pas entre les mêmes mains. « Il faut que le pouvoir arrête le pouvoir » et, pour cette raison, il faut les séparer. Montesquieu expose sa théorie des contrepoids. Le peuple ne fait pas lui-même la loi ; il agit par ses représentants qui votent les lois. Mais le pouvoir des élus ne doit pas être absolu, il doit être contrebalancé par une autre force qui assure la modération. Si les représentants du peuple ont le pouvoir de statuer, la noblesse doit avoir le pouvoir d'empêcher les excès en mettant son veto. Enfin, au monarque revient le pouvoir de faire exécuter les lois et d'assurer la continuité. Ainsi dans la constitution idéale, les différents niveaux de pouvoir sont enchaînés les uns aux autres, ils se font équilibre et se freinent réciproquement.

¹ Cité par J. J. CHEVALIER, *op. cit.*, p. 120.

Jean-Jacques Rousseau (1712-1778) complétera cette évolution intellectuelle avec sa théorie de la volonté générale qui inverse le principe d'autorité en définissant le contrat social comme fondement de la souveraineté :

Cette personne publique qui se forme ainsi par l'union de tous les autres prenait dans l'Antiquité le nom de Cité et prend maintenant celui de République ou de corps politique lequel est appelé par ses membres État quand il est passif, souverain quand il est actif, puissance en le comparant à ses semblables ¹.

Chez Rousseau, le souverain n'est plus une personne, le roi, mais c'est la nation qui est souveraine, c'est-à-dire le peuple tout entier. Il exerce son autorité sur lui-même par la loi qu'il se donne. Le gouvernement n'est pas le souverain, Il est au service du souverain et il doit incarner la volonté générale.

Rousseau, à cet égard, se démarque de Montesquieu en critiquant la théorie de la représentation ; il soutient plutôt que la souveraineté est inaliénable et qu'elle ne se représente pas. De même, la souveraineté ne se divise pas de sorte qu'il est illogique pour Rousseau de vouloir séparer les pouvoirs. Rousseau voit dans la volonté générale le meilleur refuge contre l'absolutisme parce que le contrat social garantit à la fois la liberté et l'égalité qui deviendront les thèmes majeurs de la Révolution française et seront inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen.

La Révolution française transforme radicalement le fonctionnement des institutions politiques. Elle impose la primauté de la nation que Sieyès définit ainsi dans *Qu'est-ce que le Tiers État ?* : « La nation existe avant tout, elle est à l'origine de tout... Qu'est-ce qu'une nation ? Un corps d'associés vivant sous une loi commune et représentés par la même législature. » La Déclaration d'août 1789, quant à elle, résume les principes de philosophie politique du siècle des lumières et définit les droits qui sont imprescriptibles et universels : « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit. » « La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. » « La propriété étant en droit inviolable et sacrée, nul ne peut en être privé. » « Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la Nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément. » « La loi est l'expression de la volonté générale ². »

Par cette brève rétrospective, nous avons pu constater que la définition de l'objet du politique a beaucoup varié dans le temps et que ces changements ne sont pas indépendants du contexte social. On a vu que dans l'antiquité gréco-romaine, la science politique était considérée comme la science maîtresse et que son concept central était la justice. Avec la chute de Rome, l'éclatement et le fractionnement de l'Empire romain, l'Église deviendra la seule organisation capable d'imposer son

¹ Jean-Jacques ROUSSEAU, *Contrat social*, Paris, Coll. 10/18, 1963, livre 1, chap. VI.

² Voir J. Touchard, *Histoire des idées politiques*, Paris, P.U.F., 1967, t. II, P. 459-462.

autorité. Elle affirmera de plus en plus sa suprématie sociale et politique de sorte qu'au Moyen Âge, la théologie dominera tous les autres champs de savoir ; la science politique sera soumise à l'impératif de la foi. Elle réapparaîtra comme science du pouvoir avec la Renaissance et se développera à l'intérieur de la philosophie. Au nom de la souveraineté du peuple, elle met en cause la monarchie de droit divin et annonce l'émergence de la démocratie libérale.

2.4 La période « moderne » : une réflexion où l'explication l'emporte progressivement sur la spéculation

[Retour à la table des matières](#)

Avec le XIX^e siècle, le passage déjà amorcé se poursuit et un changement qualitatif s'opère. Dans la foulée de la révolution industrielle et de la montée de la bourgeoisie, l'orientation scientifique et technique l'emporte partout. La division du travail intellectuel se produit également entre la réflexion philosophique et la réflexion politique. Dans presque tous les domaines du savoir, la philosophie traditionnelle perd de son emprise. Bien que cela se fasse très tardivement, la science politique tend à devenir une science autonome.

Cette séparation donne lieu à de nouveaux développements dans la définition de l'objet. Détachés quelque peu de la philosophie, les théoriciens de la politique se cherchent un nouvel espace intellectuel. La discipline se rattachera à l'étude du Droit. Cette domination du droit est bien illustrée par le fait qu'en Europe et tout particulièrement en France, les études politiques se faisaient dans les facultés de droit. Les approches constitutionnelles et institutionnelles domineront la recherche. Cette orientation prévaudra dans les grandes écoles jusqu'à la fin du XIX^e siècle, et elle n'était pas très propice au développement de la théorie politique qui fut confinée au territoire étroit de l'État.

Aux États-Unis, l'approche juridique dominera aussi la discipline. L'ouvrage de Thomas W. Burgess, *Political Science and Comparative Constitutional Law*, publié en 1890, peut être considéré comme le texte fondateur de cette école. Burgess créera aussi en 1880 la School of Political Science de l'Université Columbia. Cette conception juridique de l'analyse politique s'explique par la nature même du système politique américain défini comme un gouvernement des lois et non des hommes et fondé sur le principe de la séparation des pouvoirs, ce qui justifiait les études sur les institutions législatives, exécutives et judiciaires. La science politique américaine était aussi conçue comme un instrument pédagogique dont l'objectif était de faire l'éducation politique des citoyens qui devaient connaître les principes de la Constitution américaine afin d'exercer leurs droits. En démocratie, nul n'est censé ignorer la loi. La science politique avait ainsi une fonction d'éducation civique.

Parallèlement et même en confrontation avec l'approche juridique, le XIX^e siècle va donner naissance au marxisme. Marx est un philosophe de formation, mais il est avant tout en rupture de ban avec la philosophie classique, il cherche à établir une méthode scientifique entièrement dirigée vers l'explication du réel. Marx conteste la prétendue séparation entre la société civile et la société politique. La théorie libérale de l'État suppose une séparation entre deux mondes, entre deux sphères : celle du privé, la société civile, et celle du public, l'État. Alors que la société civile est déchirée par la division et la concurrence entre les intérêts particuliers inhérents à l'égoïsme de la nature humaine, l'État, pour sa part, est défini comme le lieu où se réalise l'intérêt général, comme un centre d'intégration et d'unification de la société. Le rôle de l'État est alors d'assurer la cohésion et l'ordre, ce qui implique qu'il est neutre et au-dessus des conflits entre intérêts particuliers. Sa fonction est de garantir l'égalité de tous les citoyens devant la loi tout en évitant de s'ingérer dans la sphère du privé où chaque individu reste libre de promouvoir ses intérêts à la condition de ne pas restreindre la liberté d'autrui.

Cette théorie, Marx la conteste fondamentalement. Dans sa logique, l'État est déterminé par les intérêts de classe et non par l'intérêt général. En ce sens, il critique le caractère mystificateur des études juridiques. La connaissance de l'État doit s'inscrire dans un ensemble plus vaste, celui de l'économie, des conflits d'intérêts, L'étude de la vie politique ne peut donc se limiter à celle des textes constitutionnels. Au contraire, puisque les constitutions sont le produit de rapports de force, la connaissance de ces derniers devient un préalable.

Le XIX^e siècle voit donc la jeune discipline partagée entre deux grands courants opposés.

Sur le plan des oppositions, le XX^e siècle ne simplifie pas les divisions d'écoles. L'opposition traditionnelle demeure, mais il s'y ajoute une troisième tendance théorique trouvant elle-même ses fondements dans le contexte social. Au tournant du siècle, l'élargissement du droit de vote et des droits d'association marque la vie politique des sociétés occidentales. Après de longues luttes, une masse d'individus entre sur la scène politique. Les grands partis se constituent. Les idéaux démocratiques sont institués. Ces changements obligent les théoriciens de la vie politique à rendre compte du comportement de ces nouveaux acteurs.

Cette nouvelle situation imposait un développement des connaissances et une extension du champ de la science politique pour soumettre à l'analyse politique de nouveaux phénomènes comme les partis politiques, les groupes de pression, le comportement électoral, l'opinion publique, les idéologies, etc. La parution en 1908 du livre d'Arthur Bentley, *The Process of Government*, marque un point tournant dans cette évolution et inaugure l'ère du behaviorisme ¹. Il est à noter que

¹ Durant la première moitié du XX^e siècle, les auteurs utilisent le terme behavioriste emprunté à la psychologie pour désigner l'approche empirique. Après la Deuxième grande guerre, on

l'approche institutionnelle conservera des partisans, mais, après la Première Guerre mondiale, elle cessera de dominer la discipline.

Les partisans de cette nouvelle approche dénoncent les limites de l'approche juridique qui n'était pas en mesure d'apporter des réponses efficaces aux problèmes posés par le développement des sociétés occidentales. Ils critiquent les tenants de l'approche juridique pour leur manque de systématisation, leur manque de précision conceptuelle et leurs biais idéologiques. Pour corriger ces lacunes, les behavioristes proposent de modeler la science politique sur les sciences de la nature afin d'en faire une science objective, c'est-à-dire débarrassée des jugements de valeur. La science politique devait devenir empirique, logique et systématique. Elle devait s'intéresser à ce qui est et non à ce qui devrait être. Cette nouvelle conception de la recherche repose sur la croyance que les faits par eux-mêmes sont sources de connaissances et que cette connaissance objective et empirique permettra une rationalisation graduelle de la vie politique sans l'intervention arbitraire des jugements de valeur. Seul l'observable est digne d'intérêt. Les partisans de cette école ne font pas confiance aux théories politiques parce qu'elles sont fondées sur des postulats non vérifiables empiriquement.

L'élaboration de cette nouvelle perspective s'explique aussi par la venue aux États-Unis d'universitaires européens après la première guerre et à la suite de la montée du nazisme. Ils apportent avec eux de nouvelles méthodes de recherche, surtout inspirées de la psychologie. On applique à l'étude du politique la logique du stimuli-réponse. Ce nouveau courant, à l'exemple des sciences expérimentales, met l'accent sur l'observation des acteurs et explique les comportements comme des réactions aux stimuli qui viennent de l'environnement. Dès lors, la science politique américaine s'orienta de plus en plus vers l'étude du comportement des acteurs politiques. Les premiers sondages scientifiques firent leur apparition dans les années 30 et renouvelèrent la problématique de l'analyse politique : il s'agissait maintenant d'identifier les variables expliquant le comportement politique. L'objet de la science politique ne pouvait plus être confiné au territoire étroit des institutions, car il y avait de toute façon un décalage entre la lettre des constitutions et le fonctionnement réel des institutions politiques. La vie politique n'était pas statique et figée dans les textes de loi. La politique devait se penser comme une activité, un processus. Pour tenir compte de la complexité des sociétés industrielles, il fallait élargir le champ d'étude et concentrer l'attention sur les groupes sociaux et sur le caractère dynamique de leurs activités, c'est-à-dire les décrire dans leurs interactions et leurs conflits.

Dans l'entre-deux-guerres, mais surtout après la Seconde Guerre mondiale, cette approche s'élargit. L'élaboration de cette nouvelle perspective était

utilisera le terme « behavioraliste ». Voir D. EASTON, « The Current Meaning of "Behavioralism" » dans J. Charlesworth, *Contemporary Political Analysis*, New York, The Free Press, 1967, p. 11-32.

commandée par l'évolution même des sociétés occidentales qui se caractérisaient par l'extension de la sphère d'activités de l'État, par les atteintes aux prérogatives individuelles et par l'utilisation de la propagande pour manipuler les masses.

La science politique, de science de l'État qu'elle était, devint science du pouvoir. Le concept de pouvoir est devenu le concept central de la science politique. Les pionniers de ce mouvement sont les Américains Charles Merriam (*Political Power*, 1934) et Harold Lasswell et Abraham Kaplan (*Power and Society*, 1950). Pour ces auteurs, l'objet de la science politique est d'étudier la nature, les fondements, l'exercice, les objectifs et les effets du pouvoir dans la société¹. Lasswell propose un nouveau paradigme qui déplace les intérêts de recherche. La science politique s'efforce de répondre aux questions suivantes : qui obtient quoi, quand et comment ? Cette nouvelle définition du politique se base sur l'étude des forces qui font fonctionner l'État. Elle est beaucoup plus extensive que la définition juridique, car elle peut englober dans le concept de politique des phénomènes qui dépassent le cadre des institutions étatiques comme les Églises, les syndicats, les corporations, les groupes de pression, les associations volontaires, les partis, les mass-médias, etc. Elle peut étudier ce qui se passe derrière les institutions. Le concept unificateur de la discipline est le concept de pouvoir dont la portée est universelle. On suppose donc que, dans toute société, il y a une distinction entre les gouvernants et les gouvernés. Dans tout groupe humain, du plus petit au plus grand, du plus éphémère au plus stable, il y a ceux qui commandent et ceux qui obéissent, ceux qui prennent les décisions et ceux qui les subissent. On affirme ainsi comme postulat l'universalité de la domination, des relations de pouvoir, ou de la concurrence comme mode d'appropriation de biens rares, sans discuter ou critiquer les raisons de cette division entre les hommes.

À la fin des années 50, trois tendances s'opposent donc quant à la définition de l'objet, c'est-à-dire :

- a) une approche juridique en perte de vitesse ;
- b) une approche behavioraliste, forte aux États-Unis ;
- c) une approche marxiste, forte en Europe.

Évidemment, cette classification n'est qu'une simplification ; quelques chercheurs américains retiennent le marxisme comme cadre de référence et, à l'inverse, plusieurs politologues français rejettent le marxisme ; toutefois, les lieux d'influence globale sont de cet ordre.

Cette situation va se modifier une fois de plus. Le marxisme, d'une part, se fragmente encore plus. Influencé par les vedettes du monde intellectuel, le marxisme se rapproche parfois de l'existentialisme (Sartre), parfois, il se lie au freudisme (Marcuse) ; pour d'autres, il doit s'associer au structuralisme (Althusser).

¹ Jean MEYNAUD, *Introduction à la science politique*, Paris, A. Colin, 1959, p. 73-80.

Le marxisme rentre dans une nouvelle période de diversification théorique. Nous y reviendrons.

Dans le contexte de l'après-guerre, les limites de l'approche behavioraliste devinrent évidentes. Elle fut donc remise en question, car elle se révélait décevante. On ne pouvait plus se contenter de collectionner les faits, d'accumuler les données, car cette pratique de recherche statique et parcellaire ne permettait plus de rendre compte du monde réel dont le rythme de développement s'accélérait. La science politique behavioraliste semblait impuissante, stérile et désuète par rapport aux transformations économiques, sociales et politiques découlant de la Seconde Guerre mondiale. Comment, dans un tel contexte, aborder des phénomènes comme les génocides, la croissance de la puissance de destruction, la course aux armements nucléaires, l'apparition des blocs antagonistes à l'échelle mondiale, les luttes de libération nationale et la décolonisation ? Pour saisir le changement, on avait besoin d'outils d'analyse plus englobant, il fallait recourir aux concepts, aux modèles, à la théorie politique pour comprendre le monde. Un renouveau théorique s'imposait.

On reprochait au courant behavioraliste d'avoir sclérosé le développement des connaissances sociales en voulant modeler les sciences sociales sur les sciences de la nature. On critiqua l'hyper-factualisme en montrant l'échec de la quantification des faits sociaux, la perte de vision d'ensemble et la stérilité des découvertes que cette approche entraînait. On mit en doute l'aptitude des méthodes empiriques à éclairer l'objet politique parce que, disait-on, le fait humain n'était pas de même nature que le fait physique, parce que les comportements humains étaient très plastiques et complexes. Les attitudes et les motivations sont difficiles à saisir empiriquement, car il y a des obstacles insurmontables à la conduite d'expériences contrôlées. De plus, les humains peuvent adapter leurs comportements, les processus sociaux sont dynamiques de sorte que les généralisations sont fragiles, elles ne peuvent avoir ni la même pertinence ni la même validité que celles des sciences de la nature.

Pour dépasser les limites de l'approche behavioraliste, il ne fallait pas nécessairement rejeter la recherche empirique, mais il fallait revaloriser la théorie comme instrument de connaissance et donner une perspective dynamique à l'analyse des processus politiques. Il fallait désormais recourir à la méthode déductive dans les recherches politiques, car la méthode inductive se révélait inefficace. Pour sortir de l'impasse, on proposa d'utiliser des concepts et des cadres théoriques afin de sélectionner et d'interpréter les faits, car les faits par eux-mêmes n'avaient aucune signification. La théorie devait guider le processus de recherche. Dans cette troisième phase du développement de la science politique, le concept de système politique fut proposé comme base de construction d'une théorie générale. De ce débat sur la définition de l'objet a découlé une définition très extensive de l'objet politique. La définition qu'en donne David Easton en est une manifestation. Il propose de définir le politique comme l'activité responsable de l'allocation

autoritaire des valeurs pour une société. Il soutient que cette définition est générale, c'est-à-dire qu'elle peut s'appliquer à toutes les sociétés à travers l'histoire. Son argumentation est la suivante :

1. Dans toutes les sociétés, il y a des valeurs désirées ;
2. Puisqu'il y a une diversité d'intérêts et d'objectifs et que les ressources sont rares, quelqu'un doit donc les allouer. Il doit donc y avoir division du travail et spécialisation des fonctions ;
3. Puisqu'il y a situation conflictuelle, chaque société dispose d'un système politique dont la fonction est de décider autoritairement comment s'effectuera la répartition des objets de valeur. Ce système politique peut évidemment prendre des formes différentes, de sorte que l'analyse politique peut s'appliquer aussi bien aux sociétés développées qu'aux sociétés primitives.

Cette approche permet au politologue, premièrement, d'étudier d'autres systèmes politiques que le sien et, deuxièmement, lorsqu'il étudie son propre système, il n'est pas confiné au territoire étroit des institutions légales, il peut inclure les groupes de pression, les partis politiques ou d'autres variables qui interviennent dans le processus de prise de décision.

2.5 Résumé

[Retour à la table des matières](#)

Cette rétrospective nous a montré une grande variation dans le contenu de l'objet du politique. Mais au-delà de ces différences conceptuelles, on peut dégager une série de composantes balisant ce champ d'étude qui, selon Jean Leca, couvre « l'ensemble des normes, mécanismes et institutions attribuant l'autorité, désignant les leaders, réglant les conflits qui menacent la cohésion de l'ensemble intérieur et faisant la guerre à l'extérieur ¹ ... ».

Si l'on récapitule ces informations, il est possible de poser quatre affirmations :

1. Jusqu'à la Renaissance, la théorie politique est dominée par la morale, le droit et la religion ;
2. À partir de la Renaissance, elle se dégage de la religion, mais reste fortement attachée à la philosophie ;
3. Avec le XIX^e siècle, ballottée entre les courants intellectuels et les contextes sociaux, elle s'associe alors de nouveau au Droit, mais d'une manière moderne ;

¹ Jean LECA, *Traité de science politique*, Paris, PUF, 1985, tome 1, p. 58.

puis elle s'appuie sur l'économie à travers l'approche marxiste ; et finalement, en Amérique, elle emprunte les idées maîtresses du behaviorisme ;

4. Au cours des dernières décennies, elle s'affirme en cherchant à devenir systématique et générale.

Et si l'on tente de schématiser cette recherche progressive de l'objet, et l'émergence de la discipline en tant qu'ensemble distinct, l'on obtient le tableau suivant qui fournit une image globale de cette évolution.

Période	Étendue de l'objet	Ancrage de l'objet	Penseurs
Antiquité grecque	la cité	la morale	Platon
Antiquité romaine	la <i>res publica</i>	le droit	Aristote
Moyen Âge	la cité comme reflet des Écritures	la religion	Cicéron
Renaissance	la souveraineté	la philosophie	Saint Augustin
Montée du libéralisme	le contrat social	la philosophie	Saint-Thomas
XIX ^e siècle	l'État	le droit	Machiavel
XX ^e siècle	le pouvoir et les comportements politiques	L'économie	Althusius
Fin du XX ^e siècle	le système politique	le behaviorisme	Hobbes
		la cybernétique	Locke
			Montesquieu
			Rousseau
			Burgess
			Marx
			Bentley
			Lasswell
			Easton

À travers cette évolution, il est possible de distinguer deux lignes directrices, ou deux débats récurrents. Le premier concerne le rapport entre l'approche explicative et l'approche normative. Historiquement, on assiste à l'effritement de l'approche normative. Or, est-il possible de l'éliminer complètement ? Ou, en d'autres termes, est-il possible d'aboutir à des explications qui ne contiennent aucun jugement normatif ? Le positivisme, le behaviorisme et en partie le marxisme l'ont prétendu. « La science est objective, neutre et impartiale ». Tel était leur leitmotiv. Or, un examen attentif de ces approches nous incite à la réserve. Toute formulation, si abstraite qu'elle puisse sembler, contient, ne serait-ce qu'implicitement, un jugement. Décrire ce qui est comme « naturel » ou « fonctionnel » ou « inévitable », même en recouvrant cette description du mot de « science », implique une soumission à ce que désignent ces épithètes. Il faut donc concevoir les théories politiques comme pouvant tendre à l'objectivité, à l'impartialité, sans pour autant jamais l'atteindre d'une manière parfaite. La courbe asymptotique, concept du langage mathématique, est peut-être la meilleure

illustration de ce processus. L'évolution relatée est donc enrichissante quant à ce premier problème.

Le second problème relève de l'étendue de l'objet. Sur ce plan, également, l'évolution est manifeste. Les restrictions sont tombées ; les tabous ont été transgressés. Toutefois, en ouvrant l'objet, le risque est de le diluer, puis de le perdre. Par exemple, si l'on définit la science politique comme l'étude du pouvoir et que le pouvoir est, à son tour, défini comme la capacité de quelqu'un de faire agir quelqu'un d'autre selon sa volonté, la science politique doit alors inclure l'étude de toutes les relations de domination. Celles qui existent entre parents et enfants ou celles se retrouvant indubitablement entre adolescents. Or, ici, l'objet devient trop large. Il prend des dimensions océaniques ou fluides. L'objet doit donc être restreint. Ainsi, si l'on reprend le sens de l'expression « politique », nous dirons que le pouvoir politique se distingue des autres formes de pouvoir d'une part par l'étendue de son champ d'application, c'est-à-dire la société globale, et d'autre part, par sa nature spécifique, c'est-à-dire la combinaison du monopole de la violence et de la légitimité. Le pouvoir politique est donc le lieu où se prennent les décisions concernant l'allocation des ressources rares (argent, réputation, gloire) pour l'ensemble de la société. La vie politique comprend deux dimensions : un élément de conflits, découlant de la compétition pour la possession de ressources rares, et un élément permettant de gérer cette tension ; conflit et harmonie, tension et résolution de la tension. Jean-William Lapierre écrit ainsi :

... il n'y a pas de sociétés humaines sans tensions ni conflits (...) une société ne peut exister sans des procédés de résolution des tensions, de règlement des conflits que ces procédés soient ou non violents et coercitifs ¹.

Cette définition de l'objet et les problématiques qui en découlent ne fournissent pas une démarcation parfaite entre la science politique et les disciplines connexes. Or, ici, ce n'est pas l'étanchéité qu'il faut établir mais la spécificité. Celle-ci est variable selon les domaines de la théorie politique. Par rapport aux études institutionnelles, il y a spécificité de l'objet ; à l'égard des processus électoraux, la distinction est aussi manifeste, mais relativement au comportement électoral, la spécificité reste à préciser par rapport à la sociologie et à la psychologie. Les frontières sont aussi poreuses entre la science politique, l'histoire et l'anthropologie. Toutefois, cette mouvance n'est pas un signe de faiblesse ; l'objet politique est vivant, et ce, d'un double point de vue. Du côté du sujet, dans la mesure où les approches évoluent et se modifient ; mais aussi et surtout du côté de l'objet, car la vie politique est en ébullition, elle subit des transformations à de multiples niveaux. Les gouvernements ne se comportent plus de la même manière, les citoyens sont plus actifs, et les groupes intermédiaires se multiplient. Une guerre, une révolution et même une simple grève n'ont plus la même allure d'un quart de siècle à l'autre, voire d'une décennie à l'autre. Les théories politiques

¹ Jean-William LAPIERRE, *Vivre sans État ?*, Paris, Seuil, 1977, p. 280.

doivent donc s'adapter chaque fois à un objet différent. Cette difficulté à délimiter l'objet explique qu'on ait construit différents modèles théoriques pour l'analyser.

CHAPITRE 3

La théorie marxiste

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse marxiste du politique pose au départ des problèmes liés à la diversité des interprétations. Premièrement, les écrits de Marx sont dispersés et multiples. L'œuvre de Marx est gigantesque : 40 ans d'écriture, une multitude d'articles et d'ouvrages publiés. Marx laissa aussi dans ses tiroirs des écrits inachevés dont les deux tiers du *Capital*, des extraits, des projets, des notes. À propos de la vie politique, Marx n'a pas lui-même procédé à une systématisation, ses observations sont éparpillées à travers son œuvre.

La seconde difficulté renvoie à la variété des marxismes. Et cette variété découle elle-même du fait que la pensée de Marx se voulait engagée et non simplement interprétative. La théorie, dans la perspective marxiste, revêt une dimension révolutionnaire, car elle est critique de l'ordre du réel, elle est tendue vers le dépassement. En ce sens, la théorie marxiste est profondément normative ; elle suggère des conduites, des modèles pour l'avenir, elle prend position. Marx a d'ailleurs écrit : « Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde de différentes manières ; mais ce qui importe, c'est de le transformer. »

Cet engagement du marxisme a donc engendré des mouvements sociaux, des organisations et des partis. Au fil des années, compte tenu de la variété des contextes, on assista à la naissance de plusieurs marxismes. Bien plus, il faut rappeler que le marxisme est devenu aussi une doctrine gouvernementale. Selon les impératifs de la gouvernance ou selon les nécessités de la conjoncture, le marxisme a donc emprunté plusieurs visages et servi de caution à diverses ambitions.

La présentation suivante de la théorie marxiste du politique est donc incomplète et souffre de plusieurs limitations. Nous ne pouvons, en quelques pages, passer en revue toutes les dimensions de l'analyse marxiste. Nous examinons d'abord les postulats du marxisme, soit le matérialisme historique – en dégageant ensuite la conception du politique qui en résulte. Puis, fort de cette compréhension, nous étudierons les apports de Lénine et de Gramsci.

3.1 Les principes de base : le matérialisme historique

[Retour à la table des matières](#)

Comment se fait l'histoire ? Comment expliquer les transformations que subissent les sociétés ? Marx et Engels ne sont pas satisfaits des réponses apportées par les philosophes allemands à ces questions. Dans les universités allemandes de la première moitié du XIX^e siècle, conformément aux principes de la philosophie hégélienne, on enseignait que le monde était dominé par les idées, les concepts et qu'en conséquence, l'évolution des sociétés était déterminée par le développement des idées et en particulier de la raison. Dans *L'idéologie allemande*, Marx et Engels prennent leur distance à l'égard de leur socialisation et de leur formation intellectuelle. Ils critiquent la vision idéaliste de l'histoire. Ils estiment que la philosophie allemande marche sur la tête et se proposent de la remettre sur ses pieds en lui opposant une vision matérialiste de l'histoire. Ils affirment un principe révolutionnaire : ce ne sont pas les idées qui déterminent la réalité, mais la réalité qui produit le monde des idées. Marx découvre que ce sont les hommes qui, par leur travail, font avancer l'histoire et que c'est le développement des forces productives qui est à l'origine des transformations sociales. L'histoire des sociétés ne dépend pas de forces divines, surnaturelles, ou encore des lois de la nature, elle s'explique par le développement des capacités productives de l'humanité. Marx met donc le concept de travail au centre de sa philosophie de l'histoire.

Le premier postulat du matérialisme historique consiste à définir l'homme comme un être actif, créateur, qui produit sa propre existence matérielle, « il est fait par ce qu'il fait ». Ce postulat fonde la critique de l'aliénation religieuse dans la mesure où la religion fonctionne à la transcendance et fait dépendre l'homme, son histoire et la société de forces surnaturelles. Or, du point de vue matérialiste, ce n'est pas Dieu qui a créé l'homme à son image, mais l'homme qui a inventé les dieux. Cette logique servira de modèle à la critique de l'économie libérale qui fonctionne comme la religion et représente les lois du marché et de la concurrence comme des lois naturelles, c'est-à-dire comme immuables, indépassables. Cette critique nous conduit au problème du changement social et au deuxième postulat du matérialisme historique.

Ce qui caractérise le monde matériel, c'est le mouvement. Il n'y a pas de statique sociale. La réalité humaine et sociale se transforme, elle est historique, c'est-à-dire qu'elle est transitoire et dépassable. Ce sont les hommes qui, par leur travail, sont la cause de ce changement. Par leur travail, les hommes socialisent la nature, c'est-à-dire soumettent les forces de la nature à leur propre finalité, ils changent ainsi leurs conditions matérielles d'existence en créant de la richesse. Ces changements dans les conditions de vie entraînent une transformation des rapports

sociaux et un développement de leurs facultés intellectuelles. La nature de l'homme serait donc de ne pas avoir de nature ; c'est la pratique concrète, l'action qui est la force motrice de l'histoire. Dès lors, la philosophie ou la théorie, les représentations de la réalité ne sont pas indépendantes ou au-dessus du mouvement social et elles ne sont pas en soi suffisantes pour changer le monde. Marx utilisera cette logique pour critiquer les idéologies.

Marx estime qu'il y a un lien entre la pensée et l'action, c'est-à-dire qu'aucune idée, aucune théorie ou vision du monde n'existe de manière autonome. Il soutient qu'on ne peut comprendre et expliquer les idéologies qu'en les reliant aux conditions historico-sociales (passagères et non définitives) dans lesquelles vivent les hommes qui les élaborent, c'est-à-dire en les mettant en rapport avec le mode de production. En d'autres termes, ce n'est pas la conscience qui détermine l'existence. De cette logique découle le troisième postulat du matérialisme : la thèse du sujet collectif.

Dans la perspective du matérialisme historique, le sujet n'est pas l'individu mais le groupe. Ce sont les classes sociales qui font l'histoire, ce qui implique qu'on doit expliquer le rôle que jouent les individus sur la scène de l'histoire en les situant dans le cadre de la lutte des classes.

Marx synthétise ces trois postulats de l'analyse marxiste dans *L'idéologie allemande* :

La production des idées, des représentations et de la conscience est d'abord directement et intimement reliée à l'activité matérielle et au commerce matériel des hommes, elle est le langage de la vie réelle. Il en va de même de la production intellectuelle telle qu'elle se présente dans la langue de la politique, celle des lois, de la morale, de la religion, de la métaphysique de tout un peuple. Ce sont les hommes qui sont producteurs de leurs représentations, de leurs idées, mais les hommes réels agissant tels qu'ils sont conditionnés par un développement déterminé de leurs forces productives et des rapports qui y correspondent... Ce n'est pas la conscience qui détermine la vie mais la vie qui détermine la conscience ¹.

De cette philosophie de l'histoire se dégage une méthode d'analyse selon laquelle, pour comprendre la société et la vie politique, il faut examiner les rapports sociaux de production. Marx observe qu'à travers l'histoire, il y a eu différents types de rapports de production, à savoir des rapports de production fondés sur l'esclavage, des rapports de production fondés sur le servage et des rapports de production fondés sur le contrat. Marx observe aussi que le changement dans les rapports de production accentue de plus en plus le caractère social des forces productives, c'est-à-dire qu'à travers l'histoire, la tendance est au développement de la coopération entre les hommes pour transformer la nature et

¹ K. MARX, *L'idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales, 1972, p. 35.

produire leurs conditions d'existence. Il en déduit que c'est le développement des rapports de production qui est la base des transformations de la vie sociale et politique. Avant d'aborder la théorie du politique chez Marx, il faut donc examiner ce qu'il entend par cette distinction entre base et superstructure.

À cet égard, il faut souligner que l'originalité de Marx ne réside pas dans la découverte des catégories de base et de superstructures, car l'analyse de la réalité sociale en termes de séparation entre base et superstructure ou entre économie et politique est propre à la théorie libérale classique. Il revient en effet à Hobbes, Locke et Montesquieu d'avoir supposé une séparation entre société civile et société politique afin de justifier la thèse de l'autonomie du politique. Marx et Engels reprennent ces concepts propres à la philosophie bourgeoise pour les critiquer. L'originalité de Marx est de montrer que cette séparation entre base et superstructure ou l'autonomie du politique n'est qu'apparente et que cette apparente autonomie est fonction du mode de production capitaliste. Et comme les apparences sont trompeuses, Marx pense qu'il est préférable de saisir et d'expliquer les différents aspects de la réalité sociale comme les moments d'un tout.

Dans la préface de la *Contribution à la critique de l'économie politique*, Marx expose en ces termes la logique de son analyse :

Dans la production sociale de leur existence, les hommes nouent des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, ces rapports de production correspondent à un degré donné du développement de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports forment la structure économique de la société, la fondation réelle sur laquelle s'élève un édifice juridique et politique et à quoi répondent des formes déterminées de la conscience sociale. Le mode de production de la vie matérielle domine *en général* le développement de la vie sociale, politique et intellectuelle ¹.

Dans cette chaîne de relations causales, Marx accorde certes la priorité aux variables économiques, mais cela ne signifie pas que les autres types de variables soient insignifiantes et ne jouent pas un rôle actif. Dans une lettre à J. Bloch, Engels, le compagnon de Marx, a tenté de dissiper une ambiguïté qui s'est introduite très rapidement et sur laquelle nous reviendrons.

Selon la conception matérialiste de l'histoire, l'élément déterminant en dernière instance, c'est la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx, ni moi-même n'avons rien dit de plus. Il s'ensuit que si quelqu'un déforme ceci en disant que l'élément économique est le seul élément déterminant, il transforme cette proposition en une phrase dépourvue de sens, abstraite, sans signification. La situation économique constitue la base, mais les divers éléments de la superstructure exercent aussi leur influence sur le cours de la lutte historique et dans certains cas, leur rôle est

¹ K. MARX, *Contribution à la critique de l'économie politique*, Préface, Moscou, Éditions du Progrès, 1978, p. 4-5. [Texte disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

prépondérant dans la détermination de sa forme. Il y a une interaction entre tous ces éléments où le mouvement économique ne s'affirme qu'à la fin comme nécessaire ¹.

Schéma des instances

Dans cette discussion sur le schéma des instances, il ne faut pas oublier que la pensée de Marx est dialectique et que son objectif était de faire une critique de la pensée bourgeoise qui affirme précisément que la sphère des rapports économiques est indépendante de la sphère des rapports politiques et que les lois économiques comme la libre concurrence sont des lois naturelles, c'est-à-dire qu'elles échappent à l'action humaine et qu'on ne peut les changer. Du point de vue de Marx, les rapports économiques ne sont pas séparés et indépendants des rapports sociaux et des rapports politiques, il y a plutôt interaction dialectique entre les divers aspects de la totalité sociale. Ainsi, on ne peut comprendre et expliquer le politique, l'État, et les idéologies comme des phénomènes en soi, mais seulement en les liant entre eux et en les rattachant à un ensemble de relations causales hiérarchisées et dialectisées. Ceci veut dire que la dynamique politique ne peut être autonome pour Marx, qu'elle est plutôt l'expression de la dynamique sociale.

L'analyse politique doit, dès lors, procéder d'une connaissance préalable de l'activité de production des moyens d'existence. L'activité productive implique une organisation et une coopération dans le travail pour assurer les moyens de subsistance. Ce mode d'organisation du travail engendre des rapports de production qui définissent le mode de répartition du produit social et qui déterminent à leur tour l'existence des classes sociales. Engels décrit ainsi cette logique :

La conception matérialiste de l'histoire part de la thèse que la production et après la production l'échange de ses produits, constitue le fondement de tout régime social, que dans toute société qui apparaît dans l'histoire, la répartition des produits et avec elle,

¹ K. MARX et F. ENGELS, *Correspondance*, Moscou, Éditions du Progrès, 1975, 21-22 septembre 1890.

l'articulation sociale en classes ou en ordres se règle sur ce qui est produit et sur la façon dont cela est produit... En conséquence, ce n'est pas dans la tête des hommes, dans leur compréhension croissante de la vérité et de la justice éternelles mais dans les modifications du mode de production et d'échanges qu'il faut chercher les causes dernières de toutes les modifications sociales et de tous les bouleversements politiques ¹.

L'histoire de toutes les sociétés dépend donc du conflit entre les classes sociales pour le contrôle du surplus social, car, dans toutes les sociétés connues, il n'y a pas coïncidence entre ceux qui produisent la richesse et ceux qui la possèdent. Marx soutient que cette contradiction est fondamentale, c'est-à-dire que les conflits d'intérêt expliquent à la fois la distribution du pouvoir et les changements sociaux. Marx affirme aussi qu'il y a une tendance générale dans l'histoire, c'est-à-dire qu'il y aurait accentuation de la contradiction fondamentale entre le développement des forces productives et la nature des rapports de production. En d'autres termes, le caractère social de la production se développe alors que l'appropriation de la richesse se fait sur une base privée.

Marx estime que le capitalisme a permis de grands progrès dans le développement des forces productives en concentrant les moyens de production. Ce mode de production a réalisé le passage de la petite production individuelle à la production sociale. Le machinisme et l'industrialisation ont accentué le caractère social de la production en regroupant les travailleurs sur un même lieu de production et en fractionnant les diverses opérations, le produit du travail devenant de ce fait plus considérable. Mais cette nouvelle richesse n'était pas distribuée entre les travailleurs, elle était accaparée sur la base de la propriété privée des moyens de production. Celui qui possède les capitaux paie les facteurs de production (matières premières, outils et travail), mais il garde pour lui la plus-value créée par la nature sociale du travail. D'où l'exploitation. L'accumulation du capital réalisée par l'extorsion de la plus-value mène inéluctablement à la formation de deux classes fondamentales : l'une qui concentre la richesse et qui tire sa subsistance de la propriété des moyens de production et l'autre qui produit la richesse et qui pour vivre doit vendre sa force de travail pour obtenir un salaire. Marx estime que les intérêts de ces deux classes sont inconciliables et que pour cette raison, elles entrent en conflit.

Marx n'a pas découvert l'existence des classes sociales ni le principe de la lutte des classes. Des économistes comme Adam Smith et Ricardo avaient déjà analysé ce phénomène. Il expose ainsi sa contribution à la théorie des classes sociales :

En ce qui me concerne, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert ni l'existence des classes dans la société moderne, ni leur lutte entre elles. Longtemps

¹ F. ENGELS, *L'Anti-Dühring*, Paris, Éditions sociales, 1979, p. 305. [Texte disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

avant moi, des historiens bourgeois avaient décrit le développement historique de ces luttes de classes...

Ce que je fis de nouveau ce fut :

- 1) de démontrer que l'existence des classes n'est liée qu'à des phases de développement historique déterminées de la production ;
- 2) que la lutte des classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat ;
- 3) que cette dictature elle-même ne constitue que la transition vers l'abolition de toutes les classes et à une société sans classes ¹.

Lénine rassemblera les éléments de définition épars dans l'œuvre de Marx afin de systématiser le concept de classe sociale :

On appelle classes de vastes groupes d'hommes qui se distinguent par la place qu'ils occupent dans un système historiquement défini de la production sociale, par leurs rapports aux moyens de production, par leur rôle dans l'organisation sociale du travail et donc par les moyens d'obtention et la grandeur de la part des richesses sociales dont ils disposent ².

Le critère essentiel qui détermine l'appartenance de classe est donc la propriété des moyens de production, car celle-ci détermine la place occupée dans les rapports de production.

Dans les sociétés capitalistes, il y a deux classes fondamentales. La classe dominante est celle qui assure son existence en extorquant de la plus-value sur la base de l'achat de la force de travail et de la propriété privée des moyens de production. Son moyen d'existence est la propriété du capital et pour cette raison, on l'appelle capitaliste. L'autre classe fondamentale, la classe ouvrière, se caractérise par le fait qu'elle n'a pour assurer son existence que sa force de travail. L'ouvrier n'est pas propriétaire des moyens de production. Il ne possède que sa force de travail et, pour vivre, il doit la vendre sur le marché du travail. Il l'échange contre un salaire qui équivaut à la valeur des biens nécessaires à la reproduction de sa force de travail.

Marx n'a jamais prétendu que la structure sociale ne se réduisait qu'à deux classes sociales. Il a identifié d'autres classes comme la paysannerie et la petite bourgeoisie, mais il ne pensait pas que ces deux autres classes sociales pouvaient jouer un rôle historique déterminant. Elles devaient, disait-il, dans une formule percutante, tomber dans les poubelles de l'histoire ; c'est-à-dire qu'elles devaient décliner avec le développement du capitalisme. Cette prédiction de Marx s'est

¹ Lettre à Weydemeyer, dans K. MARX et F. ENGELS, *op. cit.*, 5 mars 1852, p. 81.

² V.O. LÉNINE, *Œuvres complètes*, Moscou, Éditions du Progrès, 1977, t. 29, p. 425.

révélée à la fois vraie et fausse. L'industrialisation a eu pour effet de prolétarianiser la paysannerie et de soumettre les travailleurs indépendants au régime du salariat ; il y a eu effectivement un processus d'uniformisation des conditions de travail, mais en même temps les distinctions de statuts ont persisté, ce qui a provoqué une multiplication des catégories sociales qui a empêché l'unification de la classe ouvrière et affaibli son potentiel révolutionnaire. La structure sociale des sociétés capitalistes avancées a eu tendance à se complexifier avec le développement des classes moyennes.

Quoi qu'il en soit, l'essentiel de la théorie sociale de Marx est d'expliquer les conflits sociaux par les différences d'intérêts. Les diverses classes entrent en conflit parce qu'elles ont des intérêts qui sont inconciliables : la bourgeoisie cherche à maximiser ses profits ; cette exploitation se fait aux dépens du prolétariat. Le prolétariat a donc intérêt à abolir la propriété privée des moyens de production ou à s'approprier ce dont il est actuellement privé pour satisfaire ses besoins. L'explication se met donc à la remorque d'une nouvelle norme qui est le changement social.

La problématique marxiste de l'État s'efforce de répondre à deux questions : quelle est l'origine de l'État et que deviendra l'État à la suite d'une révolution socialiste ?

3.2 La théorie marxienne de l'État

[Retour à la table des matières](#)

La théorie classique de l'État postulait que le bien commun était la raison d'être de l'État, que son rôle était de civiliser les passions, de freiner les instincts, de limiter la violence naturelle afin de permettre aux individus de vivre librement dans le cadre de la loi commune à tous. Hobbes, Locke, Rousseau et Hegel soutenaient que l'État était différent de la société civile, qu'il représentait la collectivité et qu'il était nécessairement au-dessus des intérêts particuliers. Le philosophe allemand Hegel poussa à l'extrême cette vision idéalisée de l'État en le définissant comme le porteur de la raison universelle. Dans cette perspective, l'État était présenté comme un arbitre neutre, au-dessus de la société et des intérêts particuliers qui s'y combattent. Il est le dépositaire de la force collective et doit réaliser l'intérêt général.

Marx cherchera au contraire à démontrer le caractère historique de l'État en reliant son origine et son fonctionnement aux intérêts de la classe dominante. Malheureusement Marx n'a pas systématisé et formalisé sa théorie de l'État. Il faut la reconstituer en rassemblant les éléments dispersés à travers son œuvre et celles de ses principaux disciples : Engels et Lénine.

Pour Marx, la naissance de l'État présuppose déjà une division du travail très avancée, une productivité suffisante, capable d'engendrer un surplus. Elle suppose

aussi que la production et l'appropriation ne se font plus en commun pour la satisfaction des besoins de subsistance, mais plutôt qu'une logique abstraite qui est l'accumulation des richesses par l'appropriation privée du surplus social motive et détermine la production. La société se divise alors en classes sociales qui se différencient selon leurs positions dans le processus de production. Il en résulte une opposition entre la classe qui possède les instruments de production et celle qui en est dépossédée, et c'est là où l'État trouve sa raison d'être. Engels a résumé et vulgarisé cette thèse dans *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* :

L'État n'existe pas de toute éternité. Il y a des sociétés qui se sont tirées d'affaire sans lui, qui n'avaient aucune idée de l'État et du pouvoir d'État. À un certain stade du développement économique qui était nécessairement lié à la division de la société en classes, cette division fit de l'État une nécessité... L'État n'est donc pas un pouvoir imposé du dehors à la société. Il est bien plutôt un produit de la société à un stade déterminé de son développement, il est l'aveu que cette société s'empêtre dans une insoluble contradiction avec elle-même s'étant scindée en oppositions inconciliables qu'elle est impuissante à conjurer. Mais pour que les antagonistes, les classes aux intérêts économiques opposés, ne se consomment pas en une lutte stérile, le besoin s'impose d'un pouvoir qui, placé en apparence au-dessus de la société, doit estomper le conflit, le maintenir dans les limites de l'ordre, et ce pouvoir né de la société mais qui se place au-dessus d'elle et lui devient de plus en plus étranger, c'est l'État ¹.

L'essentiel de la théorie marxiste est donc d'affirmer que l'État est un produit historique et qu'il est l'instrument de la classe dominante, c'est-à-dire que sa logique de fonctionnement est déterminée par des intérêts de classe et non par l'intérêt général. Dans le cadre de la théorie marxiste, l'État ne représente pas le bien commun, il est l'expression politique de la structure de classes, il émerge des relations de production.

Dans le contexte des sociétés industrielles, l'État serait donc le « comité exécutif de la bourgeoisie » ; il sert les intérêts de la classe qui domine économiquement, celle-ci utilisant le pouvoir politique pour réprimer les classes dominées et maintenir sa domination sur l'ensemble de la société. Pour les marxistes, la démocratie libérale n'est qu'un trompe-l'œil, une façade qui dissimule le caractère de classe de l'État, c'est-à-dire la dictature de la bourgeoisie. Dès lors, la fonction de l'État n'est pas la conciliation des intérêts, comme le prétendaient les théoriciens classiques, mais la domination.

L'existence de l'État s'explique par l'existence des conflits de classe et surtout par le fait que ces conflits sont inconciliables, c'est-à-dire que sur le plan des rapports économiques, il y a une lutte entre les propriétaires des moyens de production et les non-propriétaires. Ces conflits surgissent aussi bien sur le marché

¹ F. ENGELS, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, Moscou, Éditions du Progrès, 1979, p. 203. [Texte disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

du travail que sur le marché des biens. Le principe de la libre concurrence entre intérêts opposés impose un état de guerre permanent entre les producteurs et les propriétaires, entre les propriétaires eux-mêmes, et entre les producteurs et les consommateurs. Si la maximisation des intérêts était, comme le pensent les théoriciens libéraux, le seul régulateur social, l'anarchie régnerait dans la société, l'insécurité menacerait constamment la propriété, car ce serait la guerre de tous contre tous.

Dès lors, le rôle de l'État est de contrôler les conflits, de les réguler afin de maintenir l'ordre nécessaire à la reproduction du pouvoir économique de la bourgeoisie. L'État a pour fonction de modérer les conflits et de permettre à la société de fonctionner et de persister en dépit des divisions internes et des conflits qui en découlent. C'est pour cette raison que Marx et Engels soutiennent que l'essence de l'État est la contrainte et la répression et que tant qu'il y a État, il y a absence de liberté, car l'État est dans toutes les sociétés un instrument de domination. L'État ne peut résoudre les contradictions entre les classes, il permet plutôt à une classe de dominer, d'imposer ses intérêts en monopolisant le pouvoir de coercition. L'État pour Engels est une force publique spéciale qui détient le monopole de la violence :

Cette force publique particulière est nécessaire parce qu'une organisation armée autonome de la population est devenue impossible depuis la scission en classes... Cette force publique existe dans chaque État, elle ne se compose pas seulement d'hommes armés, mais aussi d'annexes matérielles, de prisons, d'établissements pénitenciers de toutes sortes ¹.

Ainsi, les rouages essentiels de la machine d'État sont l'armée permanente, la police, le système judiciaire et la bureaucratie. Sa fonction générale est d'assurer la cohésion de la société en dépit des divisions sociales et ce résultat peut s'obtenir par la répression. Cette vision policière de l'État sera plus tard raffinée par les théoriciens de la régulation qui mettront en évidence les fonctions socio-économiques de l'État. Nous y reviendrons à la fin de ce chapitre.

La thèse centrale de la théorie marxiste de l'État affirme donc que l'État dans toutes les sociétés est l'agent de la classe dominante et que le pouvoir économique détermine le pouvoir politique. Le contrôle de la classe dominante sur l'État s'effectue par la sélection du personnel politique et administratif et par le contrôle des leviers économiques. Ceux qui occupent les plus hautes positions de pouvoir dans l'appareil d'État, les postes de commande de l'exécutif, du législatif, du judiciaire appartiennent à la classe dominante soit par leur origine sociale, soit par leur éducation ou encore leur socialisation. Globalement, ils se comportent conformément aux attentes et intérêts des détenteurs du pouvoir économique. De plus, le contrôle des capitaux, des investissements, des crédits, des banques limite

¹ *Ibid.*, p. 204.

l'autonomie du pouvoir politique et donne à ceux qui les possèdent un rôle très influent dans l'élaboration des politiques publiques.

Marx reconnaît toutefois qu'il y a des circonstances qui peuvent favoriser une plus grande autonomie du pouvoir politique lorsque, par exemple, aucune classe n'arrive à s'imposer, lorsque, dans les périodes de transition, il y a équilibre dans les rapports de force. Cette situation particulière a été décrite par Marx dans son analyse du pouvoir de Louis Napoléon Bonaparte (voir *Le 18 brumaire*). Même si Bonaparte a réussi à s'emparer du pouvoir parce qu'aucune classe ne réussissait à imposer son autorité, il n'a pas transformé les relations de production, il a servi objectivement les intérêts de la bourgeoisie en approuvant l'industrialisation et la prolétarianisation de la paysannerie. Mais ces périodes d'autonomie sont éphémères et avec l'exacerbation des conflits de classe qui atteignent son apogée avec la Commune de Paris en 1871, la bourgeoisie a repris en mains les rênes du pouvoir.

L'analyse politique marxiste ne contient pas seulement une critique du caractère de classe de l'État. L'originalité de la pensée de Marx fut aussi d'envisager le dépassement du capitalisme et le dépérissement de l'État par l'avènement du mode de production communiste.

D'après la logique du matérialisme historique, le capitalisme n'est qu'une forme particulière d'organisation sociale de la production que devait transformer l'effet des contradictions à la base de ce système économique. Il y avait pour Marx une contradiction entre l'état des forces productives et la nature des rapports de production, c'est-à-dire qu'à son avis, le caractère privé de l'appropriation des richesses constituait un obstacle au développement des forces productives, et cette contradiction devait engendrer une révolution changeant les rapports de propriété de sorte que ceux qui produisent la richesse sociale, les travailleurs, soient ceux qui décident de son utilisation et de sa distribution. Le capitalisme avait fait réaliser de grands Progrès à l'humanité parce qu'il avait socialisé les forces productives, ce qui accroissait la richesse disponible et créait les conditions de l'abondance. L'obstacle à la satisfaction des besoins n'était plus matériel, il était social. Il dépendait du fait que la classe dominante était incapable de maximiser le potentiel de développement des capacités de production parce que son intérêt était de maintenir le caractère privé de la propriété alors que la force de travail était de plus en plus collective. Le surplus social s'accroissait, mais une infime minorité se l'appropriait de sorte que les travailleurs s'appauvrirent relativement à la quantité de richesse produite. Les producteurs devaient donc s'emparer du pouvoir et renverser l'ordre de la bourgeoisie pour ajuster la distribution de la richesse à la nature sociale du travail.

« À chacun selon ses besoins », tel devait être le but de l'organisation sociale que devait réaliser la révolution communiste. Marx ne s'aventura pas à prédire ce que serait la société communiste. Il prévoyait seulement que la révolution prolétarienne devait faire disparaître l'exploitation de l'homme par l'homme et la

coercition. Le communisme devait être le règne de la liberté réelle et devait se traduire par la disparition de l'État. Entre le capitalisme et le communisme, il devait y avoir une phase de transition : le socialisme.

Mais à ce point-ci, la norme l'emporte de nouveau sur l'explication. En fait, cette volonté de dépasser le capitalisme oriente l'œuvre de Marx, mais ce projet n'est qu'une des dimensions du marxisme. L'œuvre de Marx compte d'abord et surtout de minutieuses analyses historiques, puis une série de polémiques avec les intellectuels de son époque. Les projets de réforme et de révolution occupent par rapport à l'ensemble de l'œuvre une place réduite. Sur la question de l'État ouvrier, Marx n'a d'ailleurs presque rien écrit jusqu'à la Commune de Paris de 1871. Il lui a fallu une expérience concrète pour approfondir sa réflexion.

3.3 L'héritage de Marx

[Retour à la table des matières](#)

Au tournant du siècle, l'héritage de Marx est sans nul doute très riche, mais sur plusieurs problèmes, ses propos sont ambigus. De plus, au moment où le marxisme est devenu un mouvement intellectuel et politique, les querelles se multiplient.

Les divergences s'opèrent évidemment à partir des points faibles des écrits de Marx dont le plus important renvoie au rapport entre l'infrastructure économique et la superstructure politique. Marx avait soutenu que les idées sont déterminées par les conditions matérielles ; que la vie politique s'explique par l'économie, du moins en dernière instance. Or cette formule est ambiguë. Que signifie en dernière instance ? L'économie exerce-t-elle simplement une influence globale ? Si oui, où s'arrête cette globalité ? Bien plus, tous les acteurs politiques agissent-ils conformément à leurs intérêts ? La conscience des prolétaires est-elle toujours en accord avec leur intérêt objectif ? En d'autres termes, les prolétaires ont-ils toujours une conscience conforme à leurs intérêts, soit une conscience révolutionnaire ? Le problème est important. Le rapport entre l'être et la conscience devint d'autant plus délicat que la pratique politique des marxistes à la fin du XIX^e siècle les amenait à renverser la proposition de Marx. La conscience révolutionnaire prolétarienne ne provient alors plus de ceux qui en tireront des avantages matériels ; elle provient au contraire d'une fraction de la bourgeoisie, soit des intellectuels ! Ainsi au tournant du siècle, deux des plus grands théoriciens, Lénine et Kautsky, en accord à cette époque, soutiendront que :

... le socialisme et la lutte de classes surgissent parallèlement et ne s'engendrent pas l'un l'autre ; ils surgissent de prémisses différentes. La conscience socialiste

d'aujourd'hui ne peut surgir que sur la base d'une profonde connaissance scientifique... Or, le porteur de la science n'est pas le prolétariat, mais les intellectuels bourgeois ¹.

À partir de là, les questions se multiplient à l'infini. Sans se briser, le modèle montre des fissures. La première grande divergence théorique se produira donc entre les partisans d'une lecture qui met l'accent sur le poids de l'économie, ne laissant presque aucune autonomie à la vie politique ; et les partisans d'une lecture qui concède plus d'autonomie à la vie politique, minimisant le rôle des conditions objectives. Les événements politiques du début du siècle (la première guerre, la révolution russe et la révolution allemande) accentueront et catalyseront cette divergence. La première lecture, qu'on qualifie « d'économiste » ou de déterministe, conduit à une passivité sur le plan normatif. « Attendons le développement économique, soyons prudents », tel aurait pu être le leitmotiv des premiers ; la seconde lecture conduit, au contraire, à prôner une révolution même si les conditions économiques ne sont pas mûres. C'est ce qu'on appelle le volontarisme.

Deux aspects, deux visages, deux interprétations d'une même pensée. Sur le plan théorique, cet écart à la base de l'édifice conceptuel a entraîné des prolongements intéressants. Et relativement à l'État, Lénine a transformé fortement la pensée marxiste. En ce sens, il est l'un des principaux théoriciens de cette école. Il importe donc de s'y arrêter.

3.4 Les apports de Lénine

[Retour à la table des matières](#)

Il faut souligner au départ que la logique d'analyse marxiste est cohérente et que si l'existence de l'État dépend de l'existence des classes sociales, il faut en déduire que dans la société socialiste où il y a toujours des classes sociales, l'État a toujours sa raison d'être. Lénine explique ainsi les fonctions de l'État dans le contexte de la révolution socialiste.

Pour Lénine, l'État est un appareil répressif. L'État bourgeois est donc fondamentalement une institution qui vise à défendre les intérêts de la bourgeoisie. Dans ce cadre, la révolution ne peut être que violente, car elle a pour objectif de détruire l'État bourgeois et, par définition, celui-ci dispose du monopole de la violence et se maintient au pouvoir par la répression. La force doit combattre la force. Mais que signifie détruire la machine de l'État bourgeois ? Est-ce que cela implique la disparition immédiate de l'État ?

¹ V.I. LÉNINE, *Que faire ?*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1975, p. 48.

En prenant le pouvoir, le prolétariat se transforme en classe dominante. Il supplante la bourgeoisie à la direction de la société et instaure l'État prolétarien, car toute classe pour dominer a besoin de l'État. Lénine définit donc la révolution socialiste par la dictature du prolétariat. Le concept de dictature est utilisé pour souligner le caractère répressif de tout État, l'absence de liberté réelle pour une partie de la société. Sous la dictature de la bourgeoisie, l'État opprimait la classe ouvrière ; sous la dictature du prolétariat, l'État sert à opprimer la bourgeoisie.

Il y a toutefois pour Lénine une différence majeure entre l'État bourgeois et l'État prolétarien. En effet, Lénine estime que la dictature du prolétariat est démocratique parce que la répression d'une poignée d'exploiteurs par l'immense majorité de la population remplace la répression de millions de travailleurs par une poignée de riches. Si l'État bourgeois signifiait la liberté et la démocratie pour la bourgeoisie, la dictature du prolétariat représente la démocratie pour le peuple. L'État devient l'instrument du peuple.

... La dictature du prolétariat (...) ne peut se borner à un simple élargissement de la démocratie. En même temps qu'un élargissement considérable de la démocratie, devenue pour la première fois démocratie pour les pauvres, démocratie pour le peuple et non pour les riches, la dictature du prolétariat apporte une série de restrictions à la liberté pour les oppresseurs, les exploiters, les capitalistes. Ceux-là nous devons les mater afin de libérer l'humanité de l'esclavage salarié ¹.

Si le prolétariat a encore besoin de l'État, ce n'est pas pour la liberté, mais c'est pour réprimer les adversaires de la révolution socialiste. « Le jour où il deviendra possible de réaliser les conditions d'existence de la liberté réelle, l'État cessera d'exister comme tel. » La théorie marxiste, contrairement à la théorie libérale, ne fait pas de l'État une condition de la liberté, elle fait plutôt de la disparition de l'État la condition nécessaire de la réalisation de la liberté.

Le prolétariat, dit Lénine, n'a besoin de l'État que pour un temps. Nous ne sommes aucunement en désaccord avec les anarchistes quant à l'abolition de l'État comme but. Nous affirmons que pour atteindre ce but, il est nécessaire d'utiliser provisoirement les instruments du pouvoir de l'État contre les exploiters, de même que pour la suppression des classes, la dictature provisoire de la classe opprimée est indispensable ².

Sur cette question, on doit noter que Lénine s'éloigne de la pensée de Marx qui, dans *La guerre civile en France*, liait le dépérissement de l'État avec le début de la révolution socialiste. L'État prolétarien devait perdre d'abord ses fonctions politiques, c'est-à-dire l'exercice de la répression, pour ne conserver que des fonctions administratives afin d'effectuer la redistribution de la richesse sociale.

¹ V.I. LÉNINE, *L'État et la révolution*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1976, p. 110-111.

² *Ibid.*, p. 76.

Chez Lénine, l'État prolétarien a deux fonctions. Il doit premièrement réprimer la résistance de l'ancienne classe dominante, car la révolution ne fait pas disparaître la bourgeoisie comme par enchantement. Même après la révolution, la bourgeoisie conserve des armes comme l'argent, elle a toujours des relations et des soutiens à l'étranger qui lui permettent d'organiser la résistance et d'entraver le passage du capitalisme au socialisme. En d'autres termes, les possibilités de restauration du capitalisme sont d'autant plus grandes que le prolétariat est faible numériquement. Cette thèse s'explique par le contexte particulier dans lequel s'est effectuée la révolution bolchevique, car Lénine a tenté de construire le socialisme dans un pays peu industrialisé où la classe ouvrière représentait une infime minorité de la population et où il n'y avait presque pas de traditions démocratiques. L'échec de la révolution chilienne (coup d'État militaire de 1973) est aussi un bon exemple de ce phénomène de résistance de la bourgeoisie au changement révolutionnaire. En URSS, la pratique répressive de l'État se justifiait par la thèse de l'encerclement capitaliste. L'État ne pouvait dépérir tant et aussi longtemps que la lutte de classes continuait à l'échelle mondiale.

La deuxième fonction de l'État prolétarien consiste à guider les masses dans la construction de l'économie socialiste, à réaliser le développement des forces productives. L'État devait organiser l'économie socialiste en socialisant les moyens de production et en réalisant l'industrialisation d'un pays dont l'économie était essentiellement agraire. Lénine résumait ce projet par cette formule lapidaire : « La révolution bolchevique, c'est tout le pouvoir aux Soviets et l'électrification des campagnes. » Ainsi, pour Lénine, le but du socialisme n'est pas d'abolir l'État, mais de le faire dépérir en éliminant les conditions objectives de son existence, c'est-à-dire la propriété privée, la contradiction entre le capital et le travail et les classes sociales. Le but du socialisme est de créer les conditions matérielles permettant le dépérissement de l'État. Quand aboutira ce processus :

Cela nous ne le savons pas et nous ne pouvons pas le savoir. Aussi ne sommes-nous en droit de parler que du dépérissement inévitable de l'État en soulignant la durée du processus, sa dépendance de la rapidité du développement de la phase supérieure du communisme en laissant complètement en suspens la question des délais ou des formes concrètes de ce dépérissement. Car, nous n'avons pas de données concrètes nous permettant de trancher ces questions ¹.

On peut constater que la pratique révolutionnaire a modifié substantiellement la théorie marxiste de l'État. D'abord, chez Marx, les conditions objectives de la révolution supposaient une société capitaliste développée, très industrialisée où la démocratie était avancée et où le prolétariat était largement majoritaire. Or, au fil du temps, le prolétariat occidental, dont l'« être » correspondait au portrait qu'en avait tracé Marx, est devenu sur le plan de la « conscience » moins révolutionnaire, contrairement aux anticipations de Marx. L'épicentre de la conscience révolutionnaire se déplaçait vers l'est, et plus particulièrement vers la

¹ *Ibid.*, p. 120.

Russie, là où le prolétariat était pourtant très minoritaire. À partir de là, Lénine prétendait qu'il était possible d'accélérer et d'élargir le processus. Si jusqu'en 1917, il voyait la révolution russe comme un déclencheur, une étincelle pour la révolution européenne... Europe qui, devenue socialiste, rendrait seule possible le socialisme en Russie, sa pensée se transforma par la suite. Ainsi en 1922, après l'échec pratique de la révolution européenne, il commençait à envisager l'établissement du socialisme dans un seul pays, et ce, même si les conditions objectives ne s'y trouvaient point. L'inversion du rapport théorique infrastructure économique/superstructure politique était poussée à son comble.

Lénine a-t-il trahi Marx ? A-t-il été le plus grand des révisionnistes ? Certains le prétendent ¹. D'autres, au contraire, ont vu en Lénine un continuateur de la pensée de Marx. Les inversions deviennent des enrichissements ; les révisions sont associées à des progrès théoriques majeurs. Là-dessus le débat reste ouvert. Ce qui est certain, c'est que Lénine a modifié Marx en accordant moins de poids aux conditions objectives, et ce, au point d'établir le socialisme dans un pays qui ne possédait en rien les conditions objectives ou économiques dégagées par Marx. Reste une question. Cette absence a-t-elle joué contre le socialisme « soviétique » ? Marx a-t-il pris sa revanche ? C'est là un autre débat.

Mais si Lénine « secondarisait » les conditions objectives, sur quoi donc s'appuyait-il ? Quelle force compensait ou se substituait à ces conditions ? Deux éléments ou deux innovations léninistes s'inscrivent ici : premièrement, la théorie du Parti et deuxièmement, l'alliance avec la paysannerie. Comprendre ces deux éléments nous permettra de « boucler la boucle » de l'apport léniniste.

Dès le début de son activité politique, Lénine a beaucoup misé sur le Parti. Celui-ci amène la conscience ouvrière, il l'organise, la développe. Le Parti dirige le prolétariat, l'éduque. Dans la conception léniniste, le Parti est plus que cela encore. Il compense et joue contre la pauvreté du prolétariat russe. En fait, pour Lénine, si le Parti est la clé de la révolution russe, il doit être organisé d'une manière hautement efficace, voire militaire. Un membre consacre sa vie au Parti ; les conditions politiques – absence de libertés démocratiques dans la Russie tsariste – et les conditions objectives – faiblesse numérique du prolétariat russe – exigent cet investissement total. Au moment où le prolétariat russe prend le pouvoir, il ne faut donc pas être surpris de voir le Parti de Lénine supplanter le prolétariat lui-même, du fait de sa supériorité organisationnelle, et de « sa » conscience de classe.

L'autre innovation de Lénine est l'alliance avec la paysannerie. Le marteau du prolétaire est insuffisant ; la faucille du paysan doit participer à la lutte révolutionnaire en Russie. En ce sens, le traitement de la question paysanne laisse apparaître une autre différence significative entre la pensée de Marx et celle de Lénine. Marx n'attribuait pas de rôle actif à la paysannerie dans le processus

¹ C. BERGER, *Marx, l'association, l'anti-Lénine*, Paris, Payot, Petite bibliothèque, 1974.

révolutionnaire alors que, pour Lénine, elle devient une composante importante à la fois pour la révolution et la construction du socialisme puisque Lénine défendra la thèse de l'alliance du prolétariat et de la paysannerie. Enfin, on ne retrouve pas chez Marx l'idée de l'aggravation de la lutte des classes dans la phase de construction du socialisme. Lénine avança cette idée pour justifier le renforcement du caractère dictatorial de l'État prolétarien.

Ainsi, la révolution bolchevique a, tout comme la révolution bourgeoise, perfectionné la machine de l'État au lieu de la briser. Alors que Lénine proclamait en 1917 tout le pouvoir aux Soviets, peu à peu, les pouvoirs des Soviets ont été réduits et soumis au Parti, une armée professionnelle se substitua à l'armée du peuple, la bureaucratie au lieu d'être réduite s'est développée et complexifiée. Lénine, à la fin de sa vie, avait conscience de l'emprise croissante que prenait la bureaucratie sur la vie politique et sur l'État. Il a dénoncé « la gangrène bureaucratique » qui affectait le Parti, mais il n'a pu rectifier cette tendance qui fut consacrée par Staline.

Lénine, en accordant moins de poids à l'économie, s'est trouvé à donner plus d'autonomie au politique, conçu ici comme appareil répressif. L'État, le Parti et le principe de l'alliance constituent ainsi des ajouts à la pensée marxiste qui la rendent plus complexe et plus adaptée à la variété des situations surtout celle des pays peu développés en termes d'industrialisation.

Au fil de la pratique, la pensée marxiste relativement à l'État a conceptualisé deux autres fonctions qui rendent l'intelligence de l'État plus opérationnelle, à savoir une fonction idéologique et une fonction régulatrice réalisant la reproduction sociale. À leur propos, on ne trouve chez Marx que des intuitions.

3.5 Les apports de Gramsci

[Retour à la table des matières](#)

L'apport principal de la pensée de Gramsci a été d'ajuster la théorie marxiste aux réalités de la société capitaliste avancée. Il a en particulier renouvelé l'analyse de l'État en mettant en évidence non seulement les fonctions coercitives, mais aussi les fonctions hégémoniques de l'État. Il est, parmi les théoriciens marxistes, celui qui accorde la plus grande autonomie au politique par rapport à l'économique.

L'analyse de l'État chez Lénine mettait surtout l'accent sur les fonctions répressives de l'État, ce qui correspondait bien à la nature absolutiste de l'État tsariste. Gramsci, tout en reconnaissant la validité de cette thèse, la jugera insuffisante pour comprendre le fonctionnement de l'État dans les sociétés occidentales. Il estime que la classe dominante se maintient non pas tant par la coercition, mais plutôt par l'adhésion des classes subalternes à la vision du monde de la classe dominante. Cette thèse avait d'importantes incidences stratégiques

puisqu'elle impliquait que la stratégie révolutionnaire dans les pays occidentaux ne pouvait se modeler sur l'expérience bolchevique parce que le mode de vie et de pensée, les aspirations, la morale, les coutumes adoptés par la majorité des citoyens étaient conformes à l'idéologie de la bourgeoisie. Il fallait donc combattre et défaire cette hégémonie idéologique avant de s'emparer du pouvoir d'État.

La pensée de Gramsci se développa en rapport avec une situation historique particulière : il assista impuissant à la victoire du fascisme et chercha à comprendre comment les masses ouvrières pouvaient être séduites par l'idéologie de la classe dominante et soutenir le fascisme en Italie. Sa problématique consistait à comprendre comment la classe dominante réussissait à obtenir le consentement des classes dominées à leur propre subordination. Il avança l'hypothèse selon laquelle les superstructures politiques et idéologiques jouaient un rôle actif dans la reproduction de la structure sociale. Il pensait qu'elles n'étaient pas qu'un simple produit-reflet de l'infrastructure économique.

Si la classe ouvrière ne comprenait pas son rôle historique, cela ne dépendait pas simplement, comme le pensait Lénine, de la position occupée dans les rapports de production qui induisait une fausse conscience, « une étroitesse foncière » de la représentation des intérêts de classe, ce phénomène devait plutôt s'expliquer par le rôle idéologique de l'État. Le pouvoir n'était pas exclusivement fondé sur le monopole de la violence, mais il reposait principalement sur la capacité de faire obéir volontairement les classes subalternes par le contrôle des appareils idéologiques d'État.

Marx et Engels dans *L'idéologie allemande* avaient soutenu qu'à toutes les époques, les idées dominantes étaient les idées de la classe dominante. Gramsci reprendra ce principe en examinant comment travaillent les idées dominantes. Il décrira ce processus de diffusion et de contrôle par le concept d'hégémonie. Ceci signifiait que la lutte des classes était aussi une lutte idéologique et que son enjeu n'était pas simplement la conquête du pouvoir, mais aussi la direction idéologique de la société :

Un groupe social peut et même doit s'imposer comme dirigeant, avant même la prise du pouvoir gouvernemental, et c'est là une des conditions fondamentales pour la conquête du pouvoir... La suprématie d'un groupe social se manifeste de deux façons, comme domination et comme direction intellectuelle et morale ¹.

Le concept d'hégémonie désigne deux phases de la lutte des classes, ce sont :

- a) la phase qui précède la prise de pouvoir ;
- b) la phase de l'exercice du pouvoir.

¹ GRAMSCI, cité par A. MACCHIOCHI, *Pour Gramsci*, Paris, Éditions du Seuil, 1974, p. 165-166.

Ce concept s'applique aussi bien à la situation de la bourgeoisie qu'à celle du prolétariat. Ainsi, au XVIII^e siècle, avant de s'emparer du pouvoir, la bourgeoisie a gagné la bataille sur le terrain des idées en supplantant l'idéologie féodale. Depuis lors, elle exerce le pouvoir en diffusant l'idéologie libérale qui correspond à ses intérêts objectifs. De la même façon, la classe ouvrière doit d'abord combattre l'idéologie bourgeoise et imposer son idéologie à l'ensemble de la société avant de s'emparer du pouvoir. L'hégémonie désigne l'ensemble des fonctions de domination, d'éducation et de direction qu'exerce une classe sociale dominante sur l'ensemble des classes de la société.

L'hégémonie idéologique s'exerce par les intellectuels qui œuvrent à l'intérieur des appareils idéologiques d'État. Leur rôle est de structurer et de diffuser le système de valeurs et de croyances propre aux intérêts d'une classe dans les autres classes et ainsi de les rallier à la domination de cette classe. En termes plus contemporains, on peut dire que la fonction hégémonique consiste à légitimer le pouvoir, à le faire accepter comme valable en soi. Ainsi, c'est dans et par l'idéologie qu'une classe sociale prend conscience par l'intermédiaire de ses intellectuels de sa place et de sa fonction au sein de la structure sociale. C'est aussi à travers l'idéologie qu'une classe exerce par l'intermédiaire du parti l'hégémonie sur les autres classes sociales.

Cette fonction est attribuée principalement à trois institutions dans les sociétés capitalistes avancées, à savoir l'institution religieuse, l'institution scolaire et l'institution médiatique (l'édition, les journaux, la télévision, etc.). À cela, Gramsci ajoute toutes les autres institutions qui peuvent influencer sur l'opinion publique comme le théâtre, le cinéma, les bibliothèques, l'architecture. Ce sont les principales composantes de ce qu'on appelle les appareils idéologiques d'État qui sont les organisations matérielles par lesquelles une classe produit et diffuse son idéologie.

Les théoriciens modernes du marxisme vont encore plus loin. L'État n'est pas seulement l'exécutif d'une classe, le bras armé de celle-ci et le diffuseur d'idéologie, il vise aussi à contrôler l'économie en maîtrisant l'ensemble de ces composantes... régulation qui s'effectue évidemment dans l'intérêt de la bourgeoisie.

3.6 L'État gestionnaire de l'économie capitaliste

[Retour à la table des matières](#)

L'État moderne ne se contente plus de protéger la propriété privée, ni de maintenir l'ordre par la répression. Il intervient aussi activement dans l'économie pour assurer la reproduction élargie du capital. L'analyse marxiste permet d'expliquer les nouvelles fonctions de l'État dans la phase monopoliste du capitalisme où c'est à l'État que revient la responsabilité d'assurer la cohérence de l'édifice social dans la mesure où la loi de l'offre et de la demande ne fonctionne plus et où la crise menace le système capitaliste, le marché n'étant plus un facteur efficace de régulation économique.

À la suite de la crise économique des années 30, avec la concentration des capitaux et l'apparition des monopoles, l'économie de marché s'est révélée incapable de remplir les tâches d'administration de l'économie. L'État a donc pris la relève en assumant les fonctions de coordination et de direction de l'économie afin de maintenir le taux de croissance en résorbant les surplus. Le rôle de l'État moderne est donc de maintenir la demande effective des biens et services qui est nécessaire pour assurer l'écoulement des stocks et la réalisation du capital. Les fonctions économiques de l'État sont d'absorber les surplus et de financer les investissements. L'État peut stimuler l'économie par ses politiques sociales (assurance-chômage, assistance publique, régime de pensions, etc.), par les achats gouvernementaux, ou encore par des subventions aux entrepreneurs, aux agriculteurs, etc. L'État assume aussi une part croissante des investissements. Il prend à sa charge les investissements trop coûteux pour le secteur privé ou encore il remplace l'entreprise privée dans les secteurs à faible rentabilité ou à rentabilité à trop longue échéance (industrie nucléaire, aéronautique). Il finance aussi l'innovation technologique (programmes spatiaux, dépenses militaires). Dans les sociétés capitalistes avancées, l'État joue donc un rôle de suppléance. Il agit comme facteur de régulation de la croissance économique de sorte que la survie du capitalisme dépend de la croissance des fonctions économiques de l'État.

Plusieurs marxistes – comme Poulantzas, De Brunhoff et Buci-Glukzman – ont théorisé du point de vue marxiste cette évolution. Selon leurs études, l'État agit comme organisateur du capital ; il unifie les factions de la classe dominante sous l'hégémonie de l'une d'entre elles. Mais le rôle élargi de l'État dépasse la gérance. En intervenant dans tous les secteurs, y compris celui de la reproduction de la force de travail, l'État se trouve à prendre en charge les demandes, les récriminations qui étaient jadis adressées au capital lui-même, par la classe ouvrière. Il négocie et répond à celle-ci dans le but de maintenir la stabilité du système. À la limite, l'État n'est plus simplement un instrument au service d'une classe, il la favorise aussi globalement en accordant aux classes dominées des

gains, en établissant des compromis conjoncturels. Tout le système s'en trouve ainsi stabilisé.

3.7 Résumé

[Retour à la table des matières](#)

En résumé, on peut dire d'un point de vue marxiste que l'État est toujours associé à une classe ; il n'est pas neutre. Tel est l'apport principal de Marx sur lequel diverses interprétations se sont greffées :

Marx :	l'État n'est pas neutre, il sert une classe ;
Lénine :	l'État est essentiellement répressif ;
Gramsci :	l'État exerce une fonction hégémonique en obtenant le consentement des classes subalternes à l'ordre établi ;
Poulantzas : et autres	l'État exerce des fonctions élargies dans l'économie, il n'est plus un simple instrument, il devient un gestionnaire de l'économie capitaliste.

Le marxisme n'est donc pas un tout figé ; il évolue, se transforme selon la conjoncture. Par-delà les différences, les nuances ou les inversions, un dénominateur commun s'impose dans l'école marxiste : la société politique n'est pas séparée de la société civile ; les rapports politiques doivent être saisis comme étant liés étroitement aux rapports économiques ; par voie de conséquence, l'État est toujours l'État d'une classe déterminée (aristocratie, bourgeoisie, prolétariat, ... ou même bureaucratie). Toutefois, en deçà de ce point d'unité, le problème central reste le rapport entre l'État et l'économie. La liaison entre les deux termes reste imprécise. De plus, parce qu'il est un mouvement, le marxisme est victime des nécessités de l'action : simplification, soumission aux contraintes du temps, oublis systématiques ou effets de polémiques. Henri Lefebvre, l'un des plus illustres marxistes français, écrivait ainsi :

Naturalisme, déterminisme d'allure scientifique, historicisme orienté vers les origines, matérialisme souvent réduit à des formules sommaires et définitives, ces aspects idéologiques de la pensée de Marx ont encombré les œuvres. Ils ont influencé la terminologie. La quasi-totalité des « marxistes » sont tombés sur cette idéologie sans tenir compte des polémiques menées par Marx – non sans mauvaise foi – contre ses adversaires, polémiques qui ont entraîné des formulations excessives et simplifiées,

auxquelles on attribua aisément une valeur doctrinale. Les « marxistes » ont fait leur force avec les faiblesses de Marx¹.

Et Lefebvre ajoute : « Mais peut-être y a-t-il dans la pensée de Marx elle-même une certaine ambiguïté ?... »

Malgré ces faiblesses, le marxisme influencera grandement les théories politiques modernes. Après Marx, la représentation de la vie politique ne sera plus ce qu'elle était. Il a brisé une certaine quiétude...

Lectures complémentaires

[Retour à la table des matières](#)

- L. ALTHUSSER, « Idéologies et appareils idéologiques d'État », *La Pensée*, juin 1970, p. 3-38.
- P. ANDERSON, *Sur Gramsci*, Paris, Maspéro, 1978.
- F. CHATELET *et al.*, *Les marxistes et la politique*, Paris, PUF, 1975.
- S. DE BRUNHOFF, *État et capital*, Paris, Maspéro, 1981.
- F. ENGELS, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, Moscou, Éditions du Progrès, 1975. [Texte disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]
- A. GRAMSCI, *Gramsci dans le texte*, Paris, Éditions sociales, 1975. [Texte disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]
- H. LEFEBVRE, *De l'État : théorie marxiste de l'État de Hegel à Mao*, Paris, UGE, coll. 10/18, 1976.
- V. I. LÉNINE, *L'État et la révolution*, Paris, Éditions sociales, 1974. [Texte disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]
- K. MARX, *L'idéologie allemande*, Paris, Éditions sociales, 1972. [Texte disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]
- J.-M. PIOTTE, *La pensée politique de Gramsci*, Montréal, Parti Pris, 1973, p. 193-223. [Texte disponible dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]
- N. POULANTZAS, *Pouvoir politique et classes sociales*, Paris, Maspéro, 1971.
- K. RADJAVI, *La dictature du Prolétariat et le dépérissement de l'État de Marx à Lénine*, Paris, Anthropos, 1975.

¹ H. LEFEBVRE, *Une pensée devenue monde... Faut-il abandonner Marx?*, Paris, Fayard, 1980, p. 218-241.

CHAPITRE 4

La théorie du pouvoir politique

[Retour à la table des matières](#)

La question du pouvoir a été une des obsessions les plus durables de l'histoire de la pensée politique classique. Rappelons à cet égard Machiavel qui a exposé les moyens de le conquérir et de le conserver ou encore, Locke et Montesquieu qui ont plutôt cherché les moyens de le limiter.

Mais définir la science politique comme la science du pouvoir entraîne des ambiguïtés dans l'identification du phénomène politique. Largement utilisé dans le langage courant, le concept de pouvoir désigne plusieurs réalités. Il peut signifier la capacité de produire des effets voulus, il englobe alors aussi bien le rapport à la nature que le rapport aux autres. On peut aussi lui donner un sens relationnel comme l'a fait Max Weber pour qui le pouvoir est un phénomène qui résulte de l'interaction entre deux acteurs : c'est la capacité de A d'obtenir que B agisse conformément aux attentes, désirs ou souhaits de A. Mais cette définition, plus précise que la première est encore trop extensive car elle englobe toutes les relations d'autorité, tous les rapports de commandement-obéissance. Elle ne permet pas non plus de distinguer une relation de pouvoir d'une relation d'influence. Tous les rapports humains ne sont pas nécessairement des rapports politiques. Il faut donc restreindre la notion de pouvoir politique car on ne peut considérer comme politiques toutes les relations humaines de nature inégalitaire ou inclure dans l'objet du politique toutes les situations où un individu peut en forcer un autre à se soumettre. Il faut donc distinguer le pouvoir politique des autres formes d'autorité. Enfin, le pouvoir politique a une nature polymorphe : il est à la fois mécanisme de régulation des conflits sociaux et enjeux de ces mêmes conflits.

Le pouvoir politique est doté d'une propriété particulière. Selon Lasswell et Kaplan, « il s'agit d'un processus au cours duquel l'on affecte les politiques des autres à l'aide de sanctions sévères (effectives ou hypothétiques) qui sanctionnent la non-conformité par rapport aux politiques souhaitées ¹. » Il y a donc pouvoir politique lorsque l'obéissance ou la conformité à la volonté de A est récompensée

¹ *Power and Society*, New Haven, Yale University Press, 1950, p. 76.

par une allocation de ressources ou encore lorsque la résistance de B est sanctionnée par une privation de ressources.

Le pouvoir politique se distingue des autres formes de pouvoir (économique, culturel, idéologique, etc.) d'une part par l'étendue de son champ d'application : la société globale, et d'autre part par sa nature particulière : la combinaison du monopole de la violence et de la légitimité ce qui signifie que le rapport de domination politique s'appuie à la fois sur des forces matérielles (armée, police, prisons) et sur des forces psychologiques c'est-à-dire les croyances et les valeurs qui font accepter le rapport de domination comme étant valable en soi.

Si le pouvoir politique est le lieu où se prennent les décisions concernant l'allocation de ressources rares pour l'ensemble de la société, la théorie politique doit répondre à trois questions :

1. Comment s'articule le rapport entre la société globale et le pouvoir politique ou comment sont définis les enjeux des conflits ? La théorie des groupes de pression et des partis politiques cherche à répondre à cette problématique.
2. Qui gouverne ? Quels sont les rapports entre le pouvoir économique et le pouvoir politique ? Plusieurs réponses ont été apportées à cette question. Certains soutiennent que le pouvoir politique est contrôlé par une oligarchie, qu'il est concentré aux mains d'une élite qui représente les intérêts d'une minorité. D'autres affirment, au contraire, que le pouvoir est dispersé entre plusieurs élites concurrentes qui représentent les divers groupes d'intérêts de la société.
3. Comment s'effectuent les choix collectifs ? Comment les électeurs font-ils leur choix ? Comment les dirigeants prennent-ils leurs décisions ? Comment s'exerce le pouvoir ?

Dans les chapitres qui suivent, nous allons examiner les différentes réponses apportées à ces questions.

Le problème du pouvoir dans les sociétés démocratiques

Dans les sociétés de l'Antiquité, dans celles du Moyen Âge, et même dans les débuts du capitalisme, l'identification des détenteurs du pouvoir ne posait pas de problèmes sur le plan théorique. L'esclave et le serf étaient d'emblée exclus des lieux de pouvoir. D'une manière évidente – certes justifiée idéologiquement à l'époque – les relations étaient claires. Le pouvoir était immédiat. Il était aux mains de celui qui disposait du monopole de la violence et il était fondé sur une légitimité surnaturelle. Le roi détenait son pouvoir par la grâce divine. Il était le souverain ; l'Église et le reste de l'aristocratie étaient les seuls concurrents. Puisque selon les plans de la divine providence, il n'y avait pas de mobilité sociale, c'était l'hérédité,

les liens du sang qui assuraient la distribution du pouvoir. Sans droit individuel ni collectif l'immense majorité de la société subissait le pouvoir sans y prendre part.

Le problème du pouvoir prend sa dimension réelle avec l'expansion du capitalisme mais surtout lorsque l'ensemble des droits libéraux sont reconnus et appliqués : droit d'association, droit de parole et droit de vote. À ce moment, la participation s'élargit. Et dans ce nouveau contexte, le souverain n'est plus le roi mais le peuple. En vertu de la théorie démocratique, l'État à qui les citoyens délèguent leur pouvoir individuel devient le lieu où se prennent les décisions qui doivent refléter la volonté générale définie comme étant la volonté du plus grand nombre.

Cette transformation des rapports de pouvoir a été étudiée par Max Weber (1864-1920). Sociologue, politologue, philosophe, Weber transgressait les frontières admises aujourd'hui. À ses yeux, le monde moderne se caractérise par l'éclatement des valeurs qui avaient guidé jusque-là le monde occidental. La société est divisée, marquée davantage par un « polythéisme » des valeurs. Les rivalités des idées, des organisations, et des intérêts marquent donc profondément la nouvelle société. Mais à l'inverse de Marx, Weber ne croit pas que ces antagonismes soient transitoires ou qu'ils seront dépassés. Les sociétés doivent vivre avec ces contradictions de valeurs qui affectent les comportements des agents. De même, il ne croit pas que ces valeurs ne soient que des « reflets » des forces économiques. Dans son étude sur le protestantisme écrite en 1905, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, il a montré combien la religion peut participer au développement d'une pratique économique – le capitalisme – plutôt que d'en être un simple effet.

En ce sens, Weber inscrit au cœur de sa représentation du monde politique la rivalité ou la compétition des valeurs, des organisations et des groupes. La politique, dans ce cadre, a évidemment pour centre l'État dont l'essence est le monopole de la violence. Mais toutes les pressions qui sont acheminées vers l'État par les groupes constituent aussi le propre de la vie politique. Weber écrit ainsi :

Nous entendrons par politique l'ensemble des efforts que l'on fait en vue de participer au pouvoir ou d'influencer la répartition du pouvoir, soit entre les États, soit entre les divers groupes à l'intérieur d'un même État ¹.

Dans ce cadre Weber a analysé tous les facteurs susceptibles de dynamiser les sociétés : la religion, la culture et les groupes. Il cherche aussi à établir sur quoi se fonde l'autorité des États ou pourquoi les individus se soumettent. Weber identifie trois fondements possibles : l'autorité traditionnelle, qui se réclame du passé, de la tradition et de la coutume, ensuite l'autorité découlant du charisme d'un individu, et

¹ M. WEBER, *Le savant et le politique*, Paris, coll. 10/ 18, 197 1, p. 111-114.

enfin l'autorité fondée sur la rationalité, la compétence et le respect des règles. À cette dernière catégorie Weber associe la bureaucratie qu'il idéalise.

L'œuvre de Weber est donc ouverte sur la complexité du réel politique qui émerge au tournant du siècle. Il craint tout enfermement dans une causalité réductrice. Bien plus, il met en garde le savoir universitaire dans ses prétentions prédictives. Plutôt que de prédire, plutôt que d'expliquer, il faut comprendre les motifs subjectifs qui animent les agents. En ce sens, il est le père d'une épistémologie compréhensive. Mais en plus, il met en cause l'impartialité apparente des sciences sociales. Toute analyse, tout découpage de l'objet se fonde sur des valeurs ; or les valeurs ne peuvent être évaluées scientifiquement.

Weber a donc opéré une révolution au niveau de la méthode et de l'épistémologie. On a dit de lui qu'il a ouvert l'objet politique au « pouvoir », reconnu dans sa globalité. Il n'est donc pas surprenant que sur ces traces, et ce d'une manière directe ou indirecte, d'autres chercheurs aient tenté de comprendre cette rivalité des valeurs et des groupes. Ainsi, rapidement la science politique a fourni des efforts théoriques relativement aux agents médiateurs. En effet, les sociétés démocratiques impliquent une pluralité d'intervenants qui s'interposent entre la décision et la source formelle de pouvoir. Il y a d'abord la bureaucratie – thème privilégié de Weber – qui joue un rôle dans l'interface qui lie les actions législatives à leur exécution. Il y a ensuite les médias qui jouent un rôle évident dans la mesure où ils informent les électeurs sur la gouverne elle-même et exercent de ce fait une influence sur l'opinion publique. Mais les deux principaux intermédiaires sont sans nul doute les partis politiques et les groupes de pression qui alimentent l'actualité politique. Les partis politiques visent formellement la gouverne, ils se présentent aux élections et proposent une vision globale axée sur les intérêts les plus généraux de la communauté. L'électeur « gouverne » par leur intermédiaire. Il y a ensuite les groupes de pression qui défendent des intérêts particuliers et qui, plutôt que de viser le pouvoir, cherchent à l'influencer.

4.1 La théorie des groupes de pression

[Retour à la table des matières](#)

Le phénomène des groupes est universel. Dans toutes les sociétés, les acteurs sociaux s'unissent pour avoir plus de pouvoir. Aristote ne définissait-il pas l'homme comme l'animal qui s'associe aux autres parce qu'il en tire avantage ?

Toutefois, cette tendance se traduit différemment selon les sociétés ; les sociétés archaïques ou traditionnelles se caractérisent par la prédominance des petits groupes fondés sur des relations familiales ou parentales alors que les sociétés modernes se distinguent par la prédominance des grandes associations volontaires.

Ce phénomène a d'abord été observé par Alexis de Tocqueville (1805-1859). Dans son ouvrage, *De la démocratie en Amérique*, il applaudit la démocratie américaine pour sa force, sa vitalité et les libertés qu'elle implique. Selon De Tocqueville, l'une des richesses de cette démocratie repose sur la prolifération des groupes de pression. D'après lui, la possibilité de s'unir pour défendre des intérêts particuliers – sans renverser l'ordre établi – est l'une des plus belles expressions de la liberté. Il n'hésite pas à affirmer : « ... la liberté d'association est devenue une garantie nécessaire contre la tyrannie de la majorité ¹. » Mais les propos d'Alexis de Tocqueville si prophétiques et innovateurs soient-ils, ne dépassent pas le stade des observations. L'étude du « pourquoi » et du « comment » survint par la suite.

Le phénomène des groupes a pris une expansion et une dimension particulière dans les sociétés modernes où la division du travail est complexe et les intérêts différenciés. La prolifération des groupes d'intérêt est aussi fonction de la croissance de l'État. Plus l'État concentre les ressources et intervient comme mécanisme de régulation, plus les individus ont tendance à s'organiser pour faire connaître leurs besoins et influencer l'allocation des ressources.

La problématique des groupes de pression a été introduite en science politique par Arthur Bentley dans son ouvrage intitulé *The Process of Government*. Bentley soutenait qu'on ne pouvait comprendre le processus politique si on n'étudiait pas les diverses forces sociales qui entraient en compétition afin d'imposer leurs conceptions et leurs intérêts. David Truman relança la recherche sur les groupes de pression en publiant au début des années 50 un livre intitulé *The Governmental Process : Political Interests and Public Opinion* (New York, A.A. Knopf, 1951).

Cette démarche est typiquement américaine, en ce sens qu'elle est tributaire du fonctionnement de la vie politique américaine où les partis politiques sont faiblement organisés, ce qui a eu pour effet de renforcer le rôle des groupes de pression et d'entraîner l'institutionnalisation des lobbies. En Europe, les partis politiques ont plus tendance à jouer ce rôle et à prendre eux-mêmes la défense des intérêts économiques, sociaux et culturels des différentes catégories sociales. On doit aussi noter que cette démarche est particulière à la science politique qui a produit ses propres concepts pour analyser ce phénomène au lieu de les emprunter à d'autres disciplines comme c'est souvent le cas.

L'hypothèse à la base de la théorie des groupes de pression est la suivante : on ne peut expliquer les décisions prises par les détenteurs du pouvoir par l'étude des mécanismes statutaires prévus par les constitutions. Les décisions prises par les pouvoirs publics sont la résultante du rapport de force entre les groupes en concurrence dans la société. L'analyse politique doit donc plus se préoccuper des

¹ A. DE TOCQUEVILLE, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Gallimard, Idées, NRF, 1968, p. 112.

processus que des structures juridiques, elle doit s'intéresser plus aux groupes qui contrôlent le pouvoir qu'aux aménagements constitutionnels.

4. 1. 1 La notion de groupe de pression

[Retour à la table des matières](#)

Le groupe comme concept sociologique ne peut se construire uniquement sur la base des relations interpersonnelles. L'existence d'interactions doit s'accompagner d'un intérêt commun et si possible d'une conscience commune lorsqu'il s'agit d'un groupe organisé. « Sans intérêt commun pas de groupe », disait Arthur Bentley. Mais la notion d'intérêt, essentielle à l'analyse politique, n'est pas facile à définir et elle a soulevé de nombreuses controverses.

Certains auteurs lui donnent un sens très large alors que d'autres comme Samy Finer ¹ cherchent à dissocier les intérêts proprement matériels des idées ou des causes morales en supposant qu'il y a des actions intéressées et des actions désintéressées. Il y aurait donc des groupes d'intérêt et des groupes d'idées ².

Cette distinction est très fragile, car la plupart des groupes défendent à la fois des intérêts matériels et des causes morales. Qui n'agit pas pour le bon motif ? Souvent, les causes morales ou les idéaux sont invoqués pour faire accepter des intérêts matériels. Ainsi, lorsqu'un syndicat d'enseignants revendique l'amélioration de la pédagogie par une réduction du ratio étudiants-professeur, cet objectif, désintéressé à première vue, a de fortes répercussions financières puisqu'il entraîne l'embauche d'un plus grand nombre de professeurs et un accroissement des effectifs du syndicat. Enfin, pour vivre et faire vivre ses idées, tout groupe, même celui qui est sincèrement désintéressé, doit disposer de ressources matérielles pour assurer l'efficacité de son action (p. ex. : Amnistie internationale).

On doit donc entendre par intérêt les avantages matériels, psychiques ou moraux qu'un groupe retire de son action.

Un groupe de pression se définit comme une organisation qui réunit des personnes qui ont au moins un objectif commun et qui ont la volonté d'intervenir et d'influencer les pouvoirs publics afin d'obtenir des décisions conformes à leurs intérêts. À la différence des partis politiques, les groupes de pression ne visent pas à s'emparer des postes de pouvoir, à exercer des fonctions publiques. Parmi la diversité des groupes sociaux, on reconnaît un groupe de pression lorsqu'on se

¹ Samy FINER, "Interests Groups and the Political Process in Great Britain", dans W. EHRMANN, *Interest Groups on Four Continents*, Pittsburgh, Pittsburgh University Press, 1958, p. 117-144.

² Jean Meynaud soutient aussi cette distinction quoique avec plus de nuances dans *Les groupes de pression*, Paris, PUF, 1960, p. 17-19.

trouve en présence de trois critères, à savoir l'existence d'une organisation, la défense d'intérêts et l'exercice d'une pression. Cela suppose que tous les groupes d'intérêt ne sont pas nécessairement des groupes de pression puisque certains groupes peuvent avoir des intérêts objectifs et ne rien faire pour les défendre. (Ce qui fut longtemps le cas des non-fumeurs.) C'est donc l'action qui caractérise le groupe de pression.

Gabriel Almond, dans *Comparative Politics Today* (Boston, Little Brown, 1974), propose une typologie des groupes d'intérêt. Cette typologie est établie à partir de deux variables, c'est-à-dire le degré de spécialisation et le degré d'organisation :

Degré d'organisation	Bas	Élevé
Degré de spécialisation		
Bas	<i>Anomique</i>	<i>Institutionnel</i>
Élevé	<i>Non associatif</i>	<i>Associatif</i>

Il distingue ainsi quatre types de groupes d'intérêt :

1. Les groupes anomiques qui sont peu organisés et peu spécialisés. Il s'agit de regroupements spontanés et éphémères comme les groupes formés dans les émeutes, les manifestations, les jacqueries, etc. Ces groupes se constituent lorsqu'il n'y a pas de groupes organisés capables d'articuler des intérêts ;
2. Les groupes d'intérêt non associatifs se caractérisent par un faible degré d'organisation mais par un grand degré de spécialisation. Il s'agit de groupements informels, intermittents et non volontaires. Leur activité est épisodique et peu structurée. Ces groupes se constituent sur la base de l'appartenance familiale, religieuse, régionale ou ethnique (par exemple, la famille Tremblay ou les Doukhobors) ;
3. Les groupes d'intérêt institutionnels sont des organisations statutaires qui sont, par conséquent, très organisés mais qui sont peu spécialisés quant à leurs fonctions. En d'autres termes, ils exercent différentes fonctions et se livrent parfois à la défense d'intérêts ; ce sont par exemple les administrations, les partis, les armées, les Églises, les corporations, etc. ;
4. Les groupes d'intérêt associatifs sont des organisations volontaires et spécialisées dans l'articulation d'intérêts. Ils s'occupent presque exclusivement

de la promotion des intérêts de leurs membres. Ce sont les syndicats, les associations d'hommes d'affaires, les chambres de commerce, les comités de citoyens, les associations de consommateurs, les groupes écologistes, etc. On appelle ces groupes des lobbies. Ces groupes emploient des professionnels dont la tâche est de faire des représentations auprès des décideurs publics afin de promouvoir les intérêts de leurs membres.

4.1.2 Comment s'exerce la pression des groupes

[Retour à la table des matières](#)

Tout groupe cherche à établir un rapport de force qui lui soit favorable. Pour y parvenir, il y a une panoplie de moyens disponibles qui sont habituellement utilisés selon un ordre croissant d'intensité. Jean Meynaud ¹ en a identifié cinq :

1. Le premier moyen est la persuasion. Un groupe va d'abord chercher à persuader le décideur de la justesse de ses revendications. La pression s'effectue alors par la présentation de mémoires, de pétitions ou de rapports au ministre intéressé, aux parlementaires ou aux fonctionnaires.
2. La menace est ensuite utilisée si les autorités ne réagissent pas aux demandes du groupe. Les groupes peuvent menacer les députés de travailler à leur prochaine défaite électorale ou encore, ils peuvent menacer d'intervenir pour bloquer la carrière d'un fonctionnaire peu coopératif.
3. Les groupes peuvent aussi intervenir en amont dans le processus décisionnel en contribuant à la caisse électorale d'un parti politique, en espérant que les élus seront sensibles par la suite à leurs exigences. Les groupes peuvent aussi soudoyer les responsables pour que les décisions prises soient conformes à leurs intérêts. La corruption politique peut prendre la forme directe de pots-de-vin ou des formes plus subtiles comme des cadeaux de fin d'année, des parties de chasse ou de pêche, des invitations à déjeuner. Il s'agit par ces pratiques qui ne sont pas nécessairement illégales d'amadouer les responsables, de les rendre sympathiques à sa cause.
4. Les groupes peuvent faire augmenter la pression en utilisant le sabotage de l'action gouvernementale lorsque les autres moyens de pression ont échoué. Ces pratiques sont surtout employées par les groupes d'intérêt économique. Il s'agit de monter une crise financière ou de faire fuir les capitaux pour déstabiliser les dirigeants politiques (par exemple, le coup de la Brink en 1970, ou la décision de la Sun Life de déménager son siège social en Ontario après l'arrivée au pouvoir du PQ). Le refus de payer ses impôts est une autre façon

¹ *Ibid.*, p. 54 et suiv.

d'agir contre le gouvernement, mais cette forme de sabotage est beaucoup plus rare.

5. Enfin, les groupes peuvent recourir à l'action directe et à l'épreuve de force lorsqu'ils ont épuisé les recours légaux et économiques. Ils déclenchent alors des grèves, des occupations, des manifestations.

4.1.3 Où se fait la pression ?

[Retour à la table des matières](#)

C'est le développement des fonctions de régulation et de suppléance de l'État qui a provoqué l'intensification de l'action des groupes de pression. Certains ne font pas mystère de leurs interventions en vue d'influencer le pouvoir, d'autres comme les organisations patronales sont plus discrètes sur leurs démarches pour influencer les décisions politiques. Elles ont souvent des accès privilégiés au pouvoir en raison de leur appartenance à des réseaux sociaux qui recoupent le cercle du pouvoir.

Les lieux d'intervention des groupes varient selon les objectifs visés et selon la structure institutionnelle du pouvoir. On distingue en général trois cibles privilégiées de l'action des groupes de pression, ce sont :

- a) les organismes gouvernementaux (l'exécutif, le législatif et l'administratif) ;
- b) les partis politiques
- c) l'opinion publique.

L'efficacité de l'action de pression dépend de deux facteurs principaux, à savoir le nombre et la capacité financière du groupe. Le nombre de membres est, selon Jean Meynaud, « un facteur déterminant de puissance dans les régimes politiques où les hommes publics sont obligés de solliciter périodiquement la confiance des électeurs ¹ ». Ainsi, les déclarations des dirigeants syndicaux comptent beaucoup pour les hommes politiques, car ces groupes représentent de nombreux votes et peuvent faire la différence entre la victoire et l'échec électoral. Le nombre est aussi un facteur de puissance, car il conditionne les ressources ou la richesse dont dispose un groupe pour effectuer ses campagnes de pression.

Mais le nombre déclaré de membres n'est pas à lui seul un critère de puissance pour un groupe ; la qualité ou l'intensité de l'adhésion doit aussi être prise en considération. Ainsi, un groupe très nombreux dont les adhésions seraient tièdes aura moins d'influence qu'un groupe dont le membership est restreint mais dont les

¹ *Ibid.*, p. 21.

membres sont très motivés et très militants. Il n'y a pas non plus de rapport direct entre le nombre et la richesse, car le statut social des membres du groupe peut conférer à un très petit groupe une puissance et une influence financière énorme (par exemple, la commission trilatérale). Le statut social ou la bonne réputation d'un groupe peut être en soi un facteur de puissance. Un groupe de médecins aura ainsi plus d'influence qu'un groupe de Hell's Angels.

4.1. 4 Les fonctions des groupes de pression

[Retour à la table des matières](#)

En règle générale, les auteurs attribuent quatre fonctions aux groupes de pression :

1. Les groupes servent de courroie de transmission entre la société et le système politique.
2. Les groupes permettent d'articuler des intérêts plus ou moins disparates, de faire connaître ces intérêts, et donc d'informer les organes responsables des prises de décision de la demande sociale.
3. Les groupes favorisent aussi le consensus. Ils exercent leur fonction d'information en sens inverse et servent de caisse de résonance, c'est-à-dire qu'ils communiquent et expliquent les décisions prises par le pouvoir à leurs membres et contribuent ainsi à les faire accepter.
4. Enfin, ils ont une fonction d'intégration. Ils canalisent et encadrent les revendications, ce qui a souvent pour effet de modérer les excès. Ils réduisent les affrontements directs et l'utilisation de la violence pour la défense des intérêts. Ainsi, la reconnaissance des syndicats a marginalisé l'usage de la violence dans les conflits patrons-ouvriers.

4.1.5 La notion de conflit

Les théoriciens des groupes de pression ont eu le mérite d'attirer l'attention des chercheurs sur les processus politiques, entre autres sur la défense et la promotion des intérêts. Ils ont introduit une dimension qui était auparavant ignorée du moins par la science politique américaine : l'étude des interactions et des conflits. Il s'agissait d'une contribution majeure car toutes les sociétés connaissent des situations conflictuelles que ce soient des guerres, des révolutions, des émeutes ou des grèves. En identifiant les groupes et leurs intérêts, la théorie des groupes de pression permettait de comprendre la dynamique des conflits ainsi que les mécanismes de résolution de ces conflits.

Cette théorie avait toutefois plusieurs défauts. Pour être cohérente et justifier sa vision parcellaire ou émiettée des conflits, elle niait l'existence d'un intérêt collectif. Elle postulait plutôt que les conflits portaient sur des enjeux partiels et qu'ils ne mettaient pas en cause la structure globale de la société, qu'il n'y avait par conséquent aucun groupe capable d'imposer sa domination. De ce point de vue, les sociétés étaient présentées comme étant en état d'équilibre. Cette vision était conforme à l'idéologie libérale mais elle ne correspondait pas à la réalité. Il était certes important de reconnaître la faculté d'adaptation des sociétés, mais la théorie devait aussi être en mesure d'analyser des conflits structurels ou révolutionnaires. Enfin, cette théorie, accordant un rôle moteur aux groupes, négligeait d'autres acteurs tout aussi importants, comme les partis politiques.

4.1.6 Tendances actuelles de la recherche

[Retour à la table des matières](#)

À partir des années 70, la théorie des groupes de pression connaîtra un renouveau d'intérêt provoqué par les difficultés distributives de la politique keynésienne. Les travaux sur le corporatisme tenteront de trouver une réponse aux problèmes de la régulation de la demande sociale éprouvés par les sociétés démocratiques. Pour ce faire, Schmitter récupérera le concept de corporatisme qui avait servi de fondement à l'idéologie fasciste dans les années 20 et lui donnera une signification analytique. Il définit le corporatisme comme :

... a system of interest representation in which the constituent units are organized into a limited number of singular, compulsory, non-competitive, hierarchically ordered, and functionally differentiated categories recognized or licensed (if not created) by the state, and granted a deliberate representational monopoly within their respective categories in exchange for observing certain controls on their selection of leaders and articulation of demands and supports ¹.

La discussion dérive aussi sur les conséquences de l'activité des groupes de pression. Berger et Schmitter ² discutent ainsi de la relation existant entre la montée des groupes de pression et le déclin de l'autorité gouvernementale. Ceux-là acheminent un tel flux de demandes que l'État semble à tout coup débordé, ce qui nuit à son image publique et de ce fait à son autorité. Est-ce que les groupes de pression en sont les seuls responsables ? Évidemment non. Mais ils participent à ce processus qui affecte les sociétés occidentales depuis la Seconde Guerre mondiale.

¹ SCHMITTER et LEHMBRUCH, *Trends Toward Corporatist Intermediation*, Beverly Hills, Sage, 1979, p. 13.

² S. BERGER, *Organizing interest in Western Europe*, New York, Cambridge University Press, p. 3 et chap. 10.

4.1. 7 Résumé et critique

Les recherches théoriques relatives aux groupes de pression ne forment pas une théorie générale ; elles se limitent à un secteur, celui des groupes et de leurs rapports avec l'État. Celui-ci apparaît comme un être tiraillé par de multiples groupes qui s'évertuent à défendre leurs intérêts. Les décisions politiques prises à travers le cadre législatif apparaissent dès lors comme le résultat des tendances qui s'affrontent concurrentiellement à la périphérie de ce cadre.

L'État n'est alors plus associé à une classe en particulier ; toutefois, d'une manière fort différente, l'État n'est pas séparé de la société... il agit en fonction de cette société.

Aujourd'hui, dans la mesure où l'État apparaît comme livré continuellement à la critique des groupes de pression qui veulent détruire son image publique dès que les législateurs ne prennent pas les décisions qui leur soient favorables, la théorie des groupes de pression semble éclairante. En fait, la théorie des groupes de pression correspond très bien à une conjoncture particulière : celle où les partis politiques sont faibles ou abdiquent leur potentiel innovateur ; et là où la notion de bien public s'étirole au profit d'une multitude d'intérêts privés. Bien plus, la théorie des groupes de pression correspond davantage aux sociétés anglo-saxonnes, telles que les États-Unis, la Grande-Bretagne ou le Canada. Dans ces pays, les groupes ne sont pas subordonnés aux partis ; ils demeurent autonomes. En France ou en Italie, la théorie doit être quelque peu retravaillée dans la mesure où les groupes font souvent pression par le biais des partis ¹. En ce sens, elle n'est pas une théorie générale puisqu'elle s'applique peu à d'autres situations ou d'autres conjonctures.

4.2 La théorie des partis politiques

[Retour à la table des matières](#)

Aujourd'hui, les partis politiques sont généralisés. Partout où la participation politique est ouverte, c'est-à-dire non réservée à des militaires, les partis politiques sont présents, en situation de monopole ou de compétition.

On définit généralement un parti politique comme une organisation durable qui se différencie des autres types d'organisation par la recherche du soutien populaire pour la conquête et l'exercice direct du pouvoir ². Même si le but ultime de tout

¹ *Ibid.*, p. 5.

² J. LA PALOMBARA et M. WEINER, *Political Parties and Political Development*, Princeton, Princeton University Press, 1966, p. 6.

parti politique est de conquérir le pouvoir et de l'exercer, il va de soi qu'on n'atteint pas ce but du jour au lendemain et que certains partis peuvent poursuivre des buts dérivés lorsqu'ils n'ont aucune chance de prendre le pouvoir, par exemple faire la promotion d'une cause ou diffuser des idées.

La formation des partis politiques est un phénomène récent qui, dans la plupart des sociétés occidentales, date en fait du milieu du XIX^e siècle. Ce phénomène doit être relié à l'extension du droit de vote et à l'institutionnalisation de la démocratie parlementaire. En effet, plus le nombre d'électeurs est grand, plus il faut, pour se faire élire, une organisation efficace qui puisse les encadrer et les mobiliser afin d'obtenir leur soutien. Ainsi, à l'origine, les partis ont été créés par des groupes de parlementaires qui se sont structurés autour d'idées communes afin d'augmenter leurs chances d'être élus. D'autres types de partis seront par la suite créés par des organisations ouvrières afin d'assurer la représentation politique des classes populaires.

L'étude scientifique des partis politiques doit beaucoup aux écrits de Roberto Michels (*Les partis politiques*, 1913) et de Maurice Duverger (*Les partis politiques*, 1951) dont les livres sont devenus des classiques.

4.2. 1 La loi d'airain de l'oligarchie

[Retour à la table des matières](#)

Roberto Michels a tenté de démontrer que tout groupe qui veut promouvoir avec succès ses intérêts, qu'ils soient économiques ou politiques, doit s'organiser pour canaliser les forces individuelles et créer une volonté collective. Une fois constituée, cette force collective devient autonome et obéit à une logique qui lui est propre, c'est-à-dire que toutes les organisations sont soumises à la loi de la concentration du pouvoir, elles tendent toutes à devenir oligarchiques.

L'idéal pratique de la démocratie consiste dans le *self-government* des masses, conformément aux décisions des assemblées populaires. Mais s'il est vrai que ce système limite l'extension du principe de la délégation, il n'offre en revanche aucune garantie contre la formation d'un état-major oligarchique ¹.

Michels constate que, dans les démocraties, le peuple choisit certes ses dirigeants, mais il ne gouverne pas lui-même. Il déplore que par la force des choses, la démocratie intégrale soit irréalisable parce que les masses en raison de « leur immaturité objective » ont besoin de chefs : « on rencontre partout un pouvoir presque illimité des élus sur les masses qui les élisent ² ».

¹ R. MICHELS, *Les partis politiques*, Paris, Flammarion, 1971, p. 27.

² *Ibid.*, p. 296.

Cette tendance lui semblait tout particulièrement paradoxale dans le cas des organisations à prétention démocratique dont l'idéologie se réclame de la souveraineté du peuple et de l'égalité des citoyens. Il a donc essayé d'expliquer cette apparente contradiction entre le discours et la pratique des organisations démocratiques comme les syndicats et les partis socio-démocrates par des causes organiques et des causes psychologiques.

4.2.2 Les causes organiques

« Qui dit organisation, dit tendance à l'oligarchie ¹. »

Toute organisation implique une spécialisation des fonctions et une distinction entre la minorité dirigeante et la majorité dirigée, car c'est une des conditions nécessaires de l'efficacité de l'action politique. Et plus un parti se développe, plus il a de membres et de ressources, plus il a besoin d'organisation et plus l'organisation grandit, plus le contrôle des membres sur la direction s'amenuisera. Ainsi, même dans les partis qui ont des statuts et des règles de fonctionnement démocratiques, on assiste à la formation d'une bureaucratie, d'une machine formée de professionnels de la politique qui imposent leurs points de vue à la base. Cette logique vaut aussi bien pour les États que pour les partis et les syndicats.

Toute organisation est donc sujette au processus de différenciation des organes et des fonctions, ce qui a pour effet de concentrer le pouvoir aux mains d'une minorité et de marginaliser les militants dans les prises de décision. Ainsi, dans les partis de masse, les représentants élus par la base doivent pouvoir se consacrer à plein temps à l'action politique et posséder des compétences techniques pour combattre à armes égales le parti au pouvoir. On leur donnera donc une rémunération et une formation spécialisée. Mais cette nécessité de l'action politique a un effet inattendu, car elle élargira le fossé entre la base du parti et les dirigeants qui, par leur permanence et l'acquisition de compétences techniques (connaissance des procédures parlementaires, des règles juridiques, etc.), auront plus d'influence sur les prises de décision. Ainsi, paradoxalement, les dirigeants doivent se séparer de la base pour mieux défendre l'objectif commun. La représentation et la délégation des fonctions qui, au début, répondent à des nécessités pragmatiques deviennent des exigences structurelles qui éloignent la base du pouvoir pour le concentrer au sommet de l'appareil politique.

Les causes psychologiques. S'inspirant des travaux de Gustave Lebon sur la psychologie des foules, Michels soutient que les masses sont amorphes, qu'elles s'intéressent peu aux affaires publiques et qu'elles sont par nature incompetentes à résoudre des problèmes complexes, de sorte qu'elles acceptent facilement d'être

¹ *Ibid.*, p. 33.

dirigées et qu'elles sont portées à traiter les chefs en héros, à les aduler et à leur obéir aveuglément. « L'homme individuel est par sa nature voué à être guidé ¹. » Les chefs sont donc indispensables et exercent un pouvoir illimité sur les masses. Ces facteurs psychologiques accroissent la concentration du pouvoir et assurent la suprématie des dirigeants dans les partis. En retour, les chefs doivent payer cette autorité de leur personne. Les responsabilités et le cumul des fonctions ne leur laissent aucun répit et les épuisent physiquement. Être chef n'est pas une sinécure. Mais leur dévouement provoque la reconnaissance des masses qui sont portées à renouveler leurs mandats, ce qui les rend presque inamovibles.

Cette analyse de la structure du pouvoir et du culte de la personnalité dans les partis politiques est confirmée non seulement par l'évolution des partis démocratiques, mais aussi par l'émergence des partis totalitaires aussi bien fascistes que communistes.

4.2.3 Les types de partis

[Retour à la table des matières](#)

Maurice Duverger a marqué l'étude des partis politiques par sa typologie des partis et par son analyse des relations entre le système électoral et le système partisan.

Duverger a proposé une distinction qui est devenue classique entre les partis de cadre et les partis de masse. Cette distinction se fonde sur l'analyse de la structure interne des partis et non pas sur le nombre d'adhérents, comme pourraient le laisser supposer les concepts de « cadre » et de « masse » ². On peut retrouver de petits partis de masse et de grands partis de cadre.

Il énumère une série de critères qui caractérisent les partis de cadre, à savoir :

- a) ils ne disposent pas d'un mécanisme statutaire d'adhésion ;
- b) ils réunissent des notables, des personnes au statut social élevé ;
- c) ils sont financés par de gros donateurs privés ;
- d) ils sont peu structurés ;
- e) ils sont décentralisés ;
- f) ils sont actifs presque uniquement en période électorale.

Les partis de masse se distinguent des partis de cadre par les caractéristiques suivantes :

¹ *Ibid.*, p. 299.

² M. DUVERGER, *Les partis politiques*, Paris, A. Colin, 1976, p. 84.

- a) ils ont un mécanisme statutaire d'adhésion ;
- b) ils cherchent à recruter le plus d'adhérents possible ;
- c) ils sont financés principalement par les cotisations ou les contributions de leurs membres ;
- d) ils sont très structurés, des sections locales à l'exécutif national ;
- e) ils sont le plus souvent très centralisés, la section locale ayant peu d'autonomie vis-à-vis les décisions du national ;
- f) ils ont des activités régulières ; leur champ d'action ne se limite pas aux élections, ils organisent des manifestations, ils font l'éducation politique de leurs membres et peuvent aussi se doter d'organisations parapolitiques (milices, coopératives de consommation, etc.) qui encadrent plus ou moins étroitement, selon les cas, la vie économique et sociale de leurs membres. Ce sont des partis de militants.

Cette typologie a été conçue par Duverger pour recouvrir des différences idéologiques ¹ : les partis de cadre étant orientés idéologiquement à droite, les partis de masse à gauche. Mais un schéma aussi dichotomique est trop simpliste, car il y a des partis de droite ou bourgeois qui se sont modernisés. Ils ont adopté les structures des partis de masse et ils font appel au financement démocratique des membres. On a donc proposé une troisième catégorie de partis qu'on appelle les partis d'électeurs ou *Catch all parties* qui acceptent les structures démocratiques, se donnent une base populaire, mais seulement pour augmenter leur efficacité électorale. Leur but est de rassembler le plus grand nombre d'électeurs possible sur la base d'un programme électoral plus ou moins vague.

Duverger s'est aussi rendu célèbre en soutenant qu'il y avait une relation causale entre le système électoral et le système de partis : c'est-à-dire que le mode de scrutin détermine le nombre de partis politiques dans un pays. Il propose trois types de relation :

1. « le scrutin majoritaire à un seul tour tend au dualisme des partis ² ». Il favorise un système à deux partis dominants qui alternent au pouvoir. L'émergence de tiers partis est alors très difficile et lorsqu'elle survient, elle provoque automatiquement la disparition d'un des deux partis dominants ;
2. « le scrutin majoritaire à deux tours ou la représentation proportionnelle tendent au multipartisme ³ ». Dans le premier cas, il s'agit d'un multipartisme limité ; c'est-à-dire qu'il permet l'émergence d'un nombre restreint de partis politiques, qui sont souples idéologiquement et qui sont portés à s'allier pour exercer le pouvoir, ce qui assure une relative stabilité politique ;

¹ *Ibid.*, p. 90.

² *Ibid.*, p. 247.

³ *Ibid.*, p. 269.

3. La représentation proportionnelle a pour effet de multiplier le nombre de partis correspondant au nombre de courants d'opinion qu'il y a dans une société. Elle incite les partis à maintenir des attitudes idéologiques rigides, à rester sur leurs positions. Elle génère de l'instabilité politique, car les coalitions gouvernementales sont fragiles, les partis ayant des clientèles captives, ils ne sont pas portés à faire des concessions.

Cette typologie correspond, dans une certaine mesure, aux systèmes politiques compétitifs, mais elle ne peut s'appliquer aux systèmes monopolistes à parti unique qu'on retrouve dans les pays socialistes et dans les pays du Tiers-Monde. Enfin, rares sont les systèmes dualistes parfaits. Il y a bipartisme aux États-Unis mais, en Grande-Bretagne et au Canada, on trouve plus de deux partis même si le système électoral est majoritaire à un tour.

4.2.4 Les fonctions des partis politiques

[Retour à la table des matières](#)

Vincent Lemieux a tenté de clarifier le débat sur les fonctions des partis politiques ¹ en proposant une distinction entre la fonction systémique des partis et leurs fonctions structurelles. Le concept de fonction désigne l'interaction entre un élément et la totalité qui l'inclut. On définit ainsi la fonction d'une organisation politique par le rôle qu'elle joue dans une société.

La fonction générale des partis politiques est d'exercer le contrôle des mandats d'autorité, c'est-à-dire de rendre l'action politique conforme à des normes. Ils servent à « définir les règles en vue de la régulation de la collectivité ² ». Ils exercent cette fonction par différents processus :

1. Ils effectuent la sélection du personnel politique, c'est-à-dire qu'ils recrutent les leaders politiques en choisissant des candidats et en tentant de les faire élire ;
2. Ils gouvernent, ils prennent les décisions (les politiques publiques) qui répartissent les ressources publiques ;
3. Ils représentent les attentes et les intérêts de groupes d'intérêt particuliers. Ils agrègent et expriment des revendications ;
4. Enfin, ils favorisent l'intégration et la participation des citoyens au système politique.

¹ *Ibid.*, p. 12.

² Vincent LEMIEUX, *Systèmes partisans et partis politiques*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1985.

Certains partis exercent des fonctions particulières, c'est le cas des partis anti-système qui ont été créés pour transformer le système social par la conquête du pouvoir politique. Ces partis contestent les règles de la régulation sociale, mais ils acceptent de participer aux élections et aux institutions parlementaires et parfois même gouvernementales. Ces partis exercent, selon Georges Lavau, « une fonction tribunicienne », c'est le cas entre autres des partis communistes dans les sociétés occidentales ¹. Ces partis anti-système apparaissent dans des sociétés où il y a de profonds clivages sociaux. Ils permettent au mécontentement de s'exprimer, ils institutionnalisent la critique sociale et contribuent ainsi à assurer la persistance du système politique en légitimant son fonctionnement.

4.2.5 Résumé et critique

[Retour à la table des matières](#)

Les théories relatives aux partis politiques offrent donc un ensemble d'idées vérifiables. Celles-ci peuvent se synthétiser en trois propositions :

1. Tous les partis, même ceux qui se veulent très égalitaires, subissent la loi d'airain de l'oligarchie. Cette tendance s'explique par la compétition que se livrent les partis et par des facteurs psychologiques ;
2. Sur le plan de la typologie, il existe deux grands types de partis, à savoir les partis de cadre et les partis de masse. Deux fonctionnements, deux vocations. Entre ces deux types s'inscrivent des variations. Outre ces partis, il en existe que l'on peut qualifier d'anti-système dans la mesure où ils ne visent pas à prendre le pouvoir, mais à profiter des tribunes électorales et parlementaires pour attaquer le système ;
3. Les théories des partis indiquent un rapport entre le système électoral et le système de partis. Un mode majoritaire à un tour permet à très peu de partis d'occuper une place dans la vie politique. Un mode majoritaire à deux tours et un mode proportionnel permettent au contraire à un très grand nombre de partis de posséder une audience et de survivre.

Ces trois idées synthétisent l'apport des chercheurs qui ont étudié les partis politiques. Toutefois, les théories relatives aux partis qui ont été présentées ici n'offrent pas de théorie générale. Comme les théories relatives aux groupes de pression, elles se sont préoccupées d'un objet précis. Leur apport se situe au niveau

¹ Georges LAVAU, « Partis et systèmes politiques : interactions et fonctions », *Revue canadienne de science politique*, mars 1969, p. 18-42.

des typologies construites et des causalités de base comme celles énoncées par Duverger.

Lectures complémentaires à propos des groupes de pression

[Retour à la table des matières](#)

- G. ALMOND, « A Comparative Study of Interest Groups and the Political Process », *American Political Science Review*, 1958, p. 271 et suiv.
- G. ALMOND, *Comparative Politics Today*, Boston, Little Brown, 1974, p. 73-88.
- J. BASSO, *Les groupes de pression*, Paris, Que sais-je ?, 1983.
- Léon DION, *Société et politique : la vie des groupes*, Québec, P.U.L., 1971.
- H. ECKSTEIN, *Pressure Group Politics*, Stanford, Stanford University Press, 1960.
- W. J. W. MACKENZIE, « Pressure Groups, The Conceptual Framework », *Political Studies*, III, n° 3, 1955.

Lectures complémentaires à propos des partis politiques

- Jean CHARLOT, *Les partis politiques*, Paris, A. Colin, 1972.
- Maurice DUVERGER, *Les partis politiques*, Paris, A. Colin, 1976.
- L. D. EPSTEIN, *Political Parties in Western Democracies*, New York, Praeger, 1967.
- Vincent LEMIEUX, *Systèmes partisans et partis politiques*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1985.
- Giovani SARTORI, *Parties and Party Systems*, New York, Cambridge University Press, 1976.
- Frank SORAUF, *Party Politics in America*, Boston, Little Brown, 1968.

CHAPITRE 5

Les théories élitistes

[Retour à la table des matières](#)

La théorie politique classique définit la démocratie comme le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. Si ce principe est généralement reconnu par les constitutions et traduit dans les institutions politiques, correspond-il à la pratique effective du pouvoir ? Gouverner, c'est choisir, choisir, c'est favoriser, dès lors, les décisions politiques reflètent-elles les intérêts du peuple ? L'idéal démocratique se retrouve-t-il dans le monde réel ? Qui exerce le pouvoir et quels intérêts le pouvoir sert-il ? Si l'on constate qu'il y a écart entre le statut social des gouvernants et celui des gouvernés, cela signifie-t-il que le pouvoir ne profite qu'à un groupe d'intérêt particulier ? La plupart des théoriciens admettent que la direction des affaires publiques s'exerce par une minorité, mais les débats et les désaccords apparaissent lorsqu'on cherche à déterminer qui gouverne, quelle est la nature de ces minorités dirigeantes, quelles sont les conséquences de l'inégalité sociale sur la distribution et l'utilisation du pouvoir politique. On dénombre trois façons de répondre à ces questions sur la structure du pouvoir : la théorie marxiste que nous avons examinée précédemment, la théorie élitiste et la théorie pluraliste. Ces points de vue s'opposent sur le problème de l'autonomie du politique par rapport à l'économie et au social.

Dans ce chapitre, nous allons présenter la contribution des théoriciens élitistes.

5.1 Les principes de base

Les théoriciens élitistes soutiennent la thèse de l'autonomie de l'élite politique. Les fondateurs de cette école, Pareto, Mosca et Michels, même s'ils ne partent pas nécessairement des mêmes prémisses, affirment qu'il y a une différence radicale entre les gouvernants et les gouvernés et que les dirigeants politiques forment une classe à part qui possède des qualités qui lui sont propres. G. Mosca résume ainsi cette vision élitiste de la société :

Dans toutes les sociétés – depuis celles qui sont très peu développées et ont atteint l'aube de la civilisation jusqu'aux sociétés les plus avancées et les plus puissantes – deux classes d'hommes apparaissent, une classe qui dirige et une classe qui est dirigée.

La première classe, toujours la moins nombreuse, remplit toutes les fonctions politiques, monopolise le pouvoir et profite des avantages qu'il procure alors que la deuxième, la plus nombreuse, est dirigée et commandée par la première, d'une manière plus ou moins légale, plus ou moins arbitraire ou violente ¹.

Selon Mosca, la cause fondamentale de ce phénomène réside dans le fait qu'une minorité, précisément parce qu'elle regroupe peu d'individus, peut acquérir une force organisationnelle plus grande. La multitude est inefficace, dit-il en substance.

In reality, the domination of an organized minority, obeying a single impulse, over the unorganized majority is inevitable. The power of any minority is irresistible as against each single individual in the majority, who stands alone before the totality of the organized minority. At the same time, the minority is organized for the very reason that it is a minority. A hundred men acting uniformly in concert, with a common understanding, will triumph over a thousand men who are not in accord and can therefore be dealt with one by one. Meanwhile it will be easier for the former to act in concert and have a mutual understanding simply because they are a hundred and not a thousand ².

Mosca soutient aussi que les individus qui composent les élites sont supérieurs. Les tenants de l'école élitiste répudient donc non seulement les formules égalitaristes de l'école marxiste, mais aussi les principes libéraux relatifs à la démocratie de représentation.

Pour sa part, R. Michels, dans son étude sur les partis politiques affirme que le phénomène de la concentration se retrouve partout. Qui dit organisation dit nécessairement concentration du pouvoir.

À mesure que l'organisation se développe, le droit de contrôle de la masse sur les dirigeants devient de plus en plus illusoire faute de temps, de compétence et de pouvoir... Dans les partis, les dirigeants et les permanents ont tendance à l'emporter sur les militants ³.

En fait, Michels estime que si la démocratie est souhaitable, elle n'est pas réalisable. Il critique la démocratie de représentation et montre les déviations qu'entraîne la délégation des pouvoirs. Mosca et Pareto, quand à eux, rejettent la démocratie de représentation et préconisent un gouvernement réservé aux élites. Ils estiment que la masse doit être exclue de la gouverne collective et que le pouvoir doit revenir à une minorité qui a été dotée par la nature de qualités supérieures.

¹ G. MOSCA, cité par M. GRAWITZ et J. LECA, *Traité de science politique*, Paris, PUF, 1985, t. III, p. 605.

² G. MOSCA, *The Ruling Class*, New York, McGraw-Hill, 1939, p. 53.

³ *Traité de science politique*, t. III, p. 606.

Après la Seconde Guerre mondiale, il y eut un débat parmi les intellectuels américains sur la nature de la démocratie américaine. Certains, comme C. W. Mills, soutiendront que l'idéal de la révolution américaine a été dévoyé par les tendances monopolistes du capitalisme qui a pour effet de concentrer les richesses et le pouvoir politique aux mains d'une élite cohérente alors qu'un autre courant de pensée représenté par R. Dahl affirme qu'au contraire, la démocratie américaine est ce qui se rapproche le plus de la démocratie idéale et que même s'il y a des inégalités de pouvoir, celles-ci ne sont pas cumulatives, que la détention du pouvoir économique ne détermine pas le contrôle du pouvoir politique.

5.2 La concentration du pouvoir : C. W. Mills

[Retour à la table des matières](#)

C. W. Mills exposa son analyse du pouvoir dans un livre publié en 1956, *L'élite du pouvoir*. Cet auteur se démarque à la fois de la perspective libérale qui repose sur les principes de l'autonomie du politique et de l'égalité des chances et de la position marxiste qui fonde le pouvoir sur la propriété privée des moyens de production :

Je ne crois pas, dit-il, à la thèse selon laquelle à toutes les époques de l'histoire humaine et dans toutes les nations, une classe dominante forge les événements historiques (...) Le marxisme simple fait du grand homme économique le véritable détenteur du pouvoir, le libéralisme simple fait du grand homme politique le chef du système de pouvoir ; et certains autres voudraient considérer les seigneurs de la guerre comme des dictateurs en puissance. Chacun de ces points de vue est une simplification excessive. C'est pour les éviter que nous utilisons élite du pouvoir au lieu d'un autre terme, par exemple classe dominante ¹.

Mills fonde son analyse du pouvoir aux États-Unis sur quatre hypothèses :

1. Dans les sociétés modernes, le pouvoir est institutionnalisé et parmi les institutions existantes, il y en a trois qui occupent une position stratégique, à savoir l'institution politique, l'institution économique et l'institution militaire. En conséquence, ceux qui sont à la tête de ces trois hiérarchies institutionnelles occupent les postes de commande stratégiques de la structure sociale. En somme, une élite formée des dirigeants politiques, des grands capitaines d'industries et des seigneurs de la guerre prend les décisions clés. C'est ce que Mills appelle « le triangle du pouvoir ».

¹ C. W. MILLS, *L'élite du pouvoir*, Paris, Maspéro, 1969, p. 25 et 284.

Mills énonce ensuite trois autres hypothèses :

2. Dans les sociétés modernes, le pouvoir est de plus en plus concentré.
- 3.

4. Entre les trois grandes institutions, la solidarité ou les liens s'affirment de plus en plus.
5. Les hommes qui occupent les positions clés sont de plus en plus interchangeables. C'est le principe du pantouflage, c'est-à-dire qu'il y a interpénétration entre ces trois sphères dirigeantes, que l'on circule aisément et fréquemment de l'une à l'autre, car ceux qui dirigent ont la même origine sociale, une formation commune et des intérêts identiques :

La conception de l'élite du pouvoir et de son unité repose sur l'évolution parallèle des organisations économiques, politiques et militaires, et sur la convergence de leurs intérêts respectifs. Elle repose aussi sur la similitude d'origine et d'idées, sur les relations mondaines et personnelles qui unissent les cercles dirigeants de ces trois hiérarchies dominantes. Cette conjonction de forces institutionnelles et psychologiques se manifeste par le grand va-et-vient du personnel à l'intérieur des trois grands ordres institutionnels ¹.

Au Québec, ce phénomène peut s'illustrer par la carrière de M. Raymond Garneau qui a été ministre des Finances dans le gouvernement Bourassa et qui est ensuite devenu président de la Banque d'Épargne pour redevenir député libéral au Parlement fédéral.

¹ C. W. MILLS, *op. cit.*, p. 299.

Il y a donc osmose des cercles dirigeants et selon Mills, c'est cette élite qui prend les décisions capitales, c'est-à-dire que les citoyens sont de moins en moins capables d'influencer de façon significative les décisions politiques. Il y a eu, à son avis, régression de la vie démocratique avec le développement du capitalisme, car, dit-il, « dans la phase avancée du capitalisme, on assiste à un déclin de la politique conçue comme un débat public portant sur un choix entre plusieurs options ¹. » Le pouvoir s'éloigne de plus en plus des citoyens qui ne participent plus à l'élaboration des décisions. Dès lors, pour Mills :

L'Amérique est aujourd'hui beaucoup plus une démocratie politique formelle qu'une structure sociale démocratique ².

Trois phénomènes illustrent ce changement, à savoir :

- a) le rapprochement entre le pouvoir économique des entreprises et le gouvernement ;
- b) la concentration du pouvoir au niveau de l'exécutif au détriment du législatif ;
- c) la dépendance des partis politiques qui sont de plus en plus liés et orientés par des groupes d'intérêt particuliers et sont de moins en moins responsables devant la nation.

Ces changements dans la structure politique sont survenus à l'occasion de la crise et avec la politique du *New Deal*. Le système capitaliste pour assurer sa survie a exigé une plus grande intervention de l'État comme mécanisme de régulation économique, ce qui a provoqué en retour un engagement plus actif des milieux d'affaires dans le processus politique. Par la suite, à l'occasion de la Seconde Guerre mondiale, les militaires sont venus rejoindre les capitalistes dans l'élite du pouvoir pour former ce que Eisenhower appelait le complexe militaro-industriel. Cette imbrication est bien démontrée par le fait qu'on consacre un tiers du budget américain à la défense. Il y a donc coïncidence d'intérêts entre les militaires et les industriels qui mobilisent les ressources publiques et orientent les décisions prises par les dirigeants politiques en fonction de leurs besoins. Dès lors, le politicien professionnel tend à occuper une position subalterne dans la structure du pouvoir, ce qui renforce l'argument de la perte de pouvoir du citoyen ordinaire qui peut de moins en moins faire valoir son point de vue puisque ses représentants sont eux-mêmes marginalisés dans le processus de prise de décision.

En effet, pour Mills, l'élite du pouvoir ne comprend que les politiciens les plus importants ; la plupart des élus du peuple sont relégués aux étages inférieurs du

¹ *Ibid.*, p. 281.

² *Ibid.*, p. 282.

pouvoir. De plus, puisque le centre des décisions s'est déplacé du Congrès à l'exécutif, il en est résulté une centralisation des pouvoirs aux mains d'une cinquantaine d'hommes. Pour démontrer que les citoyens et les élus ont de moins en moins d'emprise sur le processus politique, Mills révèle que sur 50 dirigeants de l'exécutif, 14 seulement sont des politiciens professionnels, c'est-à-dire qui passent la majeure partie de leur temps à mener une carrière politique et à briguer les suffrages des électeurs. Les autres, constate Mills, sont des « *political outsiders* ». Ils doivent leur position de pouvoir à des nominations politiques et non à des élections puisqu'en vertu des règles du système présidentiel américain, c'est le président qui désigne les membres de son exécutif et que celui-ci n'est pas responsable devant le Congrès. Ils proviennent surtout du monde des affaires et ils y retournent après leur séjour dans l'administration publique. En règle générale, ils ont tendance à assimiler les intérêts de la grande entreprise aux intérêts de la nation. Mills illustre ce fait en citant la célèbre phrase de M. Wilson, président de General Motors et qui, sous le général Eisenhower, dirigeait le département de la défense : « Ce qui est bon pour la General Motors est bon pour les États-Unis. »

Il y a donc pour Mills une élite du pouvoir en ce sens ou une oligarchie non élue prend les décisions importantes. Dans le système démocratique américain, les citoyens et les représentants élus ne sont que des pions manipulés qui servent en définitive de façade démocratique masquant les véritables relations de pouvoir. Le peuple, contrairement à ce qui est prévu dans la théorie démocratique, ne délègue pas son pouvoir à des représentants qui doivent rendre compte de leurs actes ; le pouvoir est plutôt coopté à l'intérieur d'une élite, d'un cercle très sélect où n'entre pas qui veut. Il n'y a pas d'égalité des chances pour les citoyens d'accéder au triangle du pouvoir.

En effet, l'unité et la cohésion de cette élite reposent non seulement sur des facteurs institutionnels et sur des facteurs psychologiques, mais aussi sur des facteurs sociaux, c'est-à-dire que l'inégalité sociale a des effets sur la distribution du pouvoir. Mills soutient que les membres de cette élite sont liés non seulement par des intérêts communs, mais aussi par une origine commune. Ils proviennent dans une proportion considérable des classes supérieures de la société. Les dirigeants d'entreprise, les chefs politiques et les chefs militaires viennent de familles occupant les couches supérieures de la pyramide des revenus et des professions. Aux États-Unis, pour être élus au Congrès, au Sénat ou à la Présidence, il faut être millionnaires. Ainsi, lors des élections au Congrès de 1982, le candidat républicain de l'État de New York a dépensé, pour sa campagne, 11 millions de dollars. L'argent est devenu l'essence de la politique américaine selon Howard Fineman, chef du service politique de *Newsweek*. Les Kennedy, Carter, Rockefeller ont eu plus de chances que les autres citoyens d'arriver au sommet de la hiérarchie.

Mills identifie d'autres facteurs qui renforcent la cohésion et la solidarité de cette élite. En effet, le fait que les membres de cette élite aient reçu une éducation

semblable renforce cette origine commune. Ils ont fréquenté les mêmes institutions où ils ont côtoyé les futurs membres de l'élite. Les collèges de la Ivy League, Harvard, Yale, Stanford sont les principaux lieux de reproduction de cette élite où se forment les réseaux de pouvoir. Ils appartiennent aussi pour la plupart aux mêmes églises (presbytérienne ou épiscopaliennne). Le premier catholique à être élu président fut John F. Kennedy en 1960. Ainsi, l'origine sociale et l'instruction commune tendent à créer entre les membres de l'élite des liens de compréhension, de confiance mutuelle et d'entraide.

Mais cette communauté d'intérêt est de plus cimentée par la continuité des relations que les membres de l'élite entretiennent. Ils habitent les mêmes quartiers, ils se retrouvent dans les mêmes clubs ou les mêmes lieux de villégiature. Ils se marient la plupart du temps entre eux. Ils se croisent sur les avions intercontinentaux, ils se fréquentent chez leurs amis communs et se servent des activités sociales ou des réunions mondaines pour tisser un réseau d'influence qui s'étend aux médias d'information, au monde universitaire, aux artistes, aux Églises, etc. Non seulement ces affinités psychologiques consolident-elles leur communauté d'intérêt, mais elles créent aussi une discipline interne de sorte que lorsqu'ils prennent des décisions importantes, ils ont tendance à se protéger mutuellement. Il y a bien sûr des conflits, des tensions au sein de l'élite, mais la communauté d'intérêt l'emporte toujours sur les divisions.

Mills fonde sa théorie de l'élite du pouvoir sur une série d'observations qui servent à expliquer l'érosion de la démocratie, soit :

- a) l'interdépendance économique entre les grandes entreprises et l'industrie de guerre ;
- b) la coïncidence d'intérêts objectifs entre les institutions économiques, militaires et politiques ;
- c) l'origine sociale et les affinités psychologiques communes lient entre eux ceux qui occupent les postes de commandement de ces trois hiérarchies institutionnelles ;
- d) le caractère interchangeable des postes supérieurs de la structure du pouvoir et la circulation des membres de l'élite entre les postes de pouvoir dans la grande entreprise, l'armée et l'exécutif gouvernemental ;
- e) l'arrivée au pouvoir d'une catégorie d'hommes qui sont des outsiders, c'est-à-dire qui n'ont pas à faire l'apprentissage de la démocratie dans le cadre d'un parti politique (par exemple, au Canada, les Trudeau, Ryan, Mulroney) ;
- f) le politicien professionnel, celui qui fait ses classes à l'intérieur du parti, est relégué aux échelons subalternes du pouvoir (par exemple, Clark, Garneau) ;

- g) la centralisation des pouvoirs au détriment du pouvoir législatif et du pouvoir des institutions locales : villes et États provinciaux ;
- h) les grands problèmes sont de moins en moins débattus devant le public ni même devant le Congrès, car les dirigeants politiques s'abritent derrière le secret officiel pour prendre les grandes décisions surtout en matière de politique étrangère. L'intérêt national ou la sécurité nationale justifient la règle du secret.

Des études plus récentes ont confirmé la thèse de Mills sur l'existence d'une classe dirigeante aux États-Unis. William Domhoff a démontré qu'il existe sur le plan national une classe supérieure qui concentre une large part de la richesse nationale, qui contrôle les grandes industries et les principales banques, les universités, les médias et le pouvoir politique. Au Canada, Wallace Clement, dans *The Canadian Corporate Elite*, illustre le même phénomène à la différence près que les élites des médias remplacent les militaires dans la structure du pouvoir.

Toutefois, Domhoff introduit deux nuances dans l'analyse de l'élite du pouvoir. Il soutient premièrement qu'à la différence de l'oligarchie européenne, en Amérique, la classe supérieure n'est pas fermée et qu'elle se renouvelle par la mobilité sociale en recrutant par cooptation les personnes les plus compétentes pour diriger :

... the cooptation of bright young men into the American upper class occurs through education at private schools, elite universities and elite law school through success as a corporation executive ; through membership in exclusive gentlemen's clubs ; and through participation in exclusive charities ¹.

Deuxièmement, Domhoff démontre que même si le pouvoir est concentré aux mains d'une élite cohérente, cette élite n'est pas parfaitement homogène et qu'elle peut être à l'occasion divisée par des conflits internes portant sur les stratégies à long terme ou sur les meilleurs moyens à employer pour protéger ses intérêts, mais, au-delà de ces divergences, demeure un consensus idéologique sur la nature de la société. Ces rivalités ou ces conflits entre factions à l'intérieur de la classe dominante peuvent, par exemple, opposer les petites et les moyennes entreprises aux grandes corporations multinationales.

Ralph Miliband, dans *L'État et la société capitaliste* (Paris, Maspéro, 1973), observe le même phénomène en Grande-Bretagne où la classe qui contrôle le pouvoir économique utilise l'État comme instrument de domination sur l'ensemble de la société. À l'intérieur de cette classe dominante, il y a une diversité d'élites économiques qui ont des intérêts économiques distincts et qui sont en concurrence

¹ W. DOMHOFF, *Who Rules America*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1967, p. 5.

entre elles. Mais lorsque les intérêts fondamentaux de cette élite sont menacés, ils réussissent à transcender leurs différends et à retrouver leur cohésion.

En France, Pierre Birnbaum, dans *Les sommets de l'État*, démontre qu'il y a aussi concentration élitiste du pouvoir, mais il soutient qu'il y a autonomie de l'État par rapport aux intérêts privés. Dans le cadre de la V^e République, l'élite du pouvoir englobe les membres du pouvoir exécutif et ceux de la haute administration. Les politiciens professionnels et « les représentants directs du monde des affaires » n'ont pas accès au sommet de l'État qui est monopolisé par les membres de la haute administration formés dans les grandes écoles comme l'ENA ou l'École polytechnique, etc. : « La fusion du pouvoir exécutif-haute administration et son éloignement, de par son recrutement propre, tant du pouvoir politique professionnalisé qui représente des intérêts divers et contradictoires que du monde des affaires, donne naissance à la prétention de l'État à l'indépendance ¹. »

Cette autonomie relative est garantie par la méritocratie, par le système des concours par lequel sont recrutés les hauts cadres de l'administration qui seront après leur carrière administrative appelés à jouer un rôle aux plus hauts échelons du pouvoir exécutif. Mais cette indépendance est relative et fonctionnelle, c'est-à-dire qu'en dernière instance, elle assure la légitimité du système et favorise par ses décisions les forces économiques dominantes. Ce lien est de plus structuré par le phénomène du pantouflage, c'est-à-dire que les entreprises entretiennent des accès privilégiés au sommet de l'État en recrutant une proportion significative de leur personnel de direction dans la haute fonction publique. Cette navette des fonctionnaires entre le secteur public et l'entreprise privée assure la liaison et la cohérence entre les cercles dirigeants.

5.3 Résumé et critique

[Retour à la table des matières](#)

Reconnaître des élites, les affinités multiples des individus qui y participent, leurs passages d'un lieu à un autre constitue l'un des apports de l'école « élitiste ». Toutefois, des différences existent. Mills, Birnbaum, Clement et Miliband, contrairement à Mosca, Pareto et Michels, ne se prononcent pas sur le caractère universel de ce rapport. Ils constatent le phénomène pour un temps donné sans le généraliser.

Cette école a beaucoup contribué au développement de la théorie politique ; elle a souligné ce que les discours avaient eu tendance à masquer, soit l'inégalité dans la participation et la soumission du plus grand nombre. Deuxièmement,

¹ Pierre BIRNBAUM, *Les sommets de l'État*, Paris, Seuil, 1977, p. 185.

l'école élitiste a démontré le caractère polymorphe du pouvoir ; celui-ci, disent-ils, n'est pas qu'économique, ni institutionnel, ni militaire. À une causalité trop simpliste qui donnait à une autorité un rôle clé, les tenants de cette école ont plutôt substitué un vaste processus de cooptation plus ou moins souple.

Troisièmement, les partisans de ce courant ont analysé tous les processus de socialisation que traversent les futurs décideurs (école, clubs, église) ; ils ont mis l'accent sur les relations à caractère privé qui les lient les uns aux autres.

Par ailleurs, des problèmes demeurent. On reproche souvent aux théories élitistes de s'appuyer sur une psychologie primaire, quelque peu dépassée. La soumission, l'autorité sont des phénomènes plus complexes que ne le laissent croire les écrits des premiers élitistes. Ensuite, la théorie est, elle aussi, plus proche de la description que de l'explication. Enfin, la théorie élitiste fut contestée par les tenants de l'école de la polyarchie. En effet, tous les politologues n'acceptent pas cette thèse d'une élite relativement unifiée et disposant d'un pouvoir politique stratégique. D'autres auteurs prétendent que la démocratie fonctionne réellement et que la théorie élitiste n'est pas conforme aux faits. Ils remettent en question le caractère homogène de l'élite.

Lectures complémentaires

[Retour à la table des matières](#)

P. BIRNBAUM, *La structure du pouvoir aux États-Unis*, Paris, PUF, 1971.

W. CLEMENT, *The Canadian Corporate Elite*, Toronto, McClelland and Stewart, 1975.

P. FOURNIER, *Le patronat québécois au pouvoir*, Montréal, HMH, 1979.

R. MICHELS, *Les partis politiques*, Paris, Flammarion, 1971.

R. MILIBAND, *L'État dans la société capitaliste*, Paris, Maspéro, 1973.

C. W. MILLS, *L'élite du pouvoir*, Paris, Maspéro, 1969.

G. MOSCA, *The Ruling Class*, New York, McGraw-Hill, 1939.

CHAPITRE 6

La théorie de la polyarchie

6.1 Le principe de base : la concurrence des leaders

[Retour à la table des matières](#)

Le modèle polyarchique reprend l'essentiel des principes de l'analyse pluraliste et plus particulièrement celui de la concurrence des groupes. Cependant, ici on applique ces principes autrement. Plutôt que de saisir les forces sociales d'une manière macroscopique, on adopte une démarche microscopique. Les partisans du modèle polyarchique utilisent la méthode décisionnelle et s'intéressent principalement à l'exercice du pouvoir selon le célèbre paradigme de H. Lasswell : « Qui obtient quoi, quand, comment ? » Ils définissent le pouvoir comme la capacité de participer au processus de décision. Pour évaluer cette capacité, ils procèdent de la façon suivante :

1. Ils choisissent un certain nombre de décision clés ;
2. Ils identifient ceux qui prennent une part active au processus de décision ;
3. Ils décrivent empiriquement le comportement des acteurs dans le processus de résolution du conflit et de prise de décision ;
4. Ils analysent les résultats des décisions pour déterminer qui gagne et qui perd.

Leur règle de conduite méthodologique consiste à ne tenir compte que de ce qui peut être empiriquement saisi par un observateur externe.

Pour illustrer le modèle polyarchique du pouvoir, nous nous servons de l'ouvrage de Robert Dahl, *Qui gouverne ?* (Paris, Armand Colin, 1971), qui est une étude du pouvoir dans une ville de Nouvelle-Angleterre, New Haven. Cette recherche a été effectuée entre 1957 et 1958. Elle visait spécifiquement à remettre en question l'analyse du pouvoir de C. W. Mills. À cet égard, Dahl présente une

vision très différente de celle de Mills de l'histoire de la démocratie aux États-Unis. Il soutient essentiellement deux thèses :

1. La structure du pouvoir politique ne reflète pas la structure de l'organisation sociale ; il y a autonomie du politique, c'est-à-dire que la concentration effective des richesses économiques n'entraîne pas la monopolisation du pouvoir politique ;
2. La structure du pouvoir politique n'est pas stable ; ce ne sont pas toujours les mêmes qui décident tout le temps ; il y a circulation verticale des élites.

La démocratie américaine, affirme-t-il, qui était à l'origine un système où les ressources étaient concentrées et où le pouvoir était oligarchique est devenue avec le temps, à cause de l'industrialisation et de l'arrivée massive des immigrants, un système où les ressources politiques sont fortement dispersées. Il n'y a certes pas égalité de pouvoir, mais le pouvoir est fragmenté entre une pluralité d'élites qui se font concurrence.

Cette recherche est devenue un classique de la littérature sur le pouvoir et a servi de modèle à de nombreuses analyses du processus de prise de décision. Cette grille d'analyse s'inspire à la fois de la théorie de Montesquieu sur l'équilibre des pouvoirs et des conceptions des fédéralistes américains qui posaient comme condition du bon fonctionnement de la démocratie la nécessité d'une multitude de centres de décision. Cette théorie prétend démontrer que la démocratie fonctionne dans le monde réel et que le peuple joue un rôle déterminant dans la vie politique en contrôlant ceux qui gouvernent.

Cette théorie reprend à son compte les postulats de la démocratie libérale, c'est-à-dire :

- a) l'idée d'une pluralité de centres de décision ou de la séparation des pouvoirs ;
- b) l'idée de l'équilibre spontané entre les pouvoirs ou la théorie des contrepoids ;
- c) l'idée de la négociation et du compromis comme seule procédure légitime et efficace pour résoudre les conflits entre les acteurs ¹.

Dahl ne nie pas l'existence d'inégalités économiques et sociales dans les sociétés démocratiques, car à l'évidence tous ne disposent pas des mêmes ressources (argent, prestige, statut) pour participer à la vie politique. On a en effet démontré que plus les

¹ Voir F. Bourricaud, « Le modèle polyarchique », *Revue française de science politique*, oct. 1970, p. 895.

gens étaient fortunés et éduqués, plus leur participation à la vie politique était forte et plus ils avaient de chance d'occuper les postes de commande.

Dahl définit sa problématique de la façon suivante : « Les inégalités dans les moyens d'influence sont-elles cumulatives ou non cumulatives ? Une inégalité socio-économique engendre-t-elle un système élitiste dans lequel les entrepreneurs exerceraient un monopole du pouvoir ¹ ? » Il répondra par la négative à ces deux questions et pour démontrer que sa conclusion se vérifie, qu'elle se retrouve dans le monde réel, il observera les processus conduisant à une série de décisions clés. Pour montrer qu'il n'y a pas concentration du pouvoir, il choisira d'étudier un certain nombre de décisions importantes pour la communauté, à savoir la nomination des candidats des partis, la rénovation urbaine et le financement d'un système d'enseignement public.

Dahl définit le pouvoir politique comme le lieu où se rencontrent divers groupes de la société pour négocier la distribution des ressources collectives. La vie politique est présentée comme un système d'échange qui fonctionne selon le principe de la libre concurrence. C'est la place du marché ou la bourse des biens publics où les représentants des groupes sociaux essaient d'obtenir des avantages au moindre coût possible. « Dans le cadre du modèle polyarchique, écrit P. Birnbaum, les acteurs de ce marchandage ne sont pas les groupes eux-mêmes mais les leaders. Ce n'est pas le peuple ni les groupes d'intérêt qui gouvernent, mais les leaders qui détiennent de façon concurrentielle le pouvoir ² ». Ce modèle accorde une grande importance au rôle des partis politiques et aux électeurs qui sont présentés comme les arbitres suprêmes du jeu politique tout comme les consommateurs sont supposés l'être en économie de marché. Le raisonnement de Dahl est le suivant. Pour conquérir le pouvoir, les leaders politiques doivent recourir aux suffrages des citoyens qui peuvent se faire entendre à période fixe. Comme les citoyens choisissent par l'intermédiaire des partis politiques les dirigeants qui détiennent le pouvoir, ils conservent un contrôle indirect sur les détenteurs du pouvoir, car ils peuvent les menacer de transférer leurs suffrages vers l'autre parti s'ils sont insatisfaits des prises de décision.

Selon Dahl, ce modèle se vérifie si on observe le processus de décision sur le plan municipal. Par son enquête, Dahl découvre en effet :

- a) qu'il y a un petit nombre de leaders qui interviennent dans le processus décisionnel ;
- b) que les dirigeants économiques s'abstiennent d'intervenir directement sauf sur la question de la rénovation urbaine où leurs intérêts sont plus immédiats ;

¹ R. DAHL, *Qui gouverne ?*, Paris, A. Colin, 1971, p. 9-13.

² « Introduction », *Ibid.*, p. vi.

- c) qu'il y a une grande spécialisation des leaders et que ceux-ci n'interviennent que sur les décisions concernant les intérêts de leur groupe, qu'ils ne sont pas mêlés à toutes les prises de décision et que, par conséquent, le pouvoir n'est pas concentré ;
- d) que seul le maire de New Haven participe aux décisions affectant tous les domaines.

Nous allons maintenant exposer les arguments empiriques qui sous-tendent ces conclusions en présentant l'analyse du processus décisionnel sur la rénovation urbaine qui était le secteur le plus susceptible de révéler le phénomène de la concentration du pouvoir.

Dahl constate, en premier lieu, que les notables sociaux, c'est-à-dire les membres de la classe supérieure, sont quasiment absents des postes publics ¹ sauf dans le domaine de la rénovation urbaine où ils occupent 6 p. cent des postes, cette proportion étant très supérieure à leur importance numérique dans l'ensemble de la population de New Haven. Mais pour Dahl, ce n'est pas la détention d'un poste qui détermine l'influence d'un groupe, c'est l'efficacité de ses interventions dans le processus de décision, sa capacité d'imposer ses choix.

Or, dans le cas de la rénovation urbaine, même si les hommes d'affaires jouissaient d'une influence considérable, Dahl estime que c'est le maire qui a le plus influencé les décisions. Certes, le milieu des affaires aurait eu le pouvoir de s'opposer à ce projet, mais le maire qui en était l'initiateur, qui en avait fait son cheval de bataille, a réussi à négocier et à réconcilier les intérêts divergents afin d'obtenir un large consensus. Les électeurs eurent à deux reprises l'occasion de sanctionner positivement ce projet puisqu'ils réélurent le maire avec de très fortes majorités. Ceci démontre à son avis que les décideurs publics ne peuvent pas agir de façon autonome, que leurs choix doivent tenir compte de la pluralité des groupes d'intérêt qui sont représentés par des leaders spécialisés. Dahl établit en effet à travers son étude de ces trois champs de décision qu'il y a spécialisation de l'influence puisqu'il y a seulement 3 p. cent des leaders qui interviennent dans plus d'un champ :

... autrement dit, des individus qui ont de l'influence dans un secteur d'activité publique ont tendance à en être dépourvus dans un autre ; et phénomène plus significatif (...) les leaders dans différents domaines ne semblent pas venir d'une strate unique et homogène de la communauté ².

¹ *Ibid.*, p. 73.

² *Ibid.*, p. 183 et 198.

Ceux qui possèdent les ressources économiques et sociales n'ont qu'une influence limitée sur les décisions du gouvernement local. Seul le maire intervient systématiquement dans les trois domaines, mais son propre pouvoir est limité :

C'est bien rare qu'il commandât. Mais plutôt il négociait, cajolait, exhortait, séduisait, implorait, raisonnait, insistait, exigeait et il lui arrivait même de menacer, mais ce dont il avait le plus besoin, c'était du soutien et de l'acquiescement des autres leaders qu'il eût été vain de vouloir commander. Parce que le maire ne pouvait commander, il lui fallait marchander ¹.

Par cette analyse de « l'anatomie de l'influence politique », Dahl cherchait à valoriser le rôle des politiciens professionnels ainsi que la compétition entre les partis politiques comme source de légitimité du pouvoir démocratique. Certes, le citoyen ordinaire tend à être apolitique. Il ne s'intéresse qu'occasionnellement au jeu politique, préférant consacrer ses énergies à la recherche de satisfaction dans la vie privée. L'homme politique est donc une exception et seule une minorité de citoyens participent activement à la vie politique. Le pouvoir de décider pour la collectivité appartient par la force des choses à une élite, mais celle-ci gouverne grâce au consentement manifesté par une majorité d'électeurs.

Ainsi, dans le système polyarchique, l'articulation des intérêts se fait par des élites multiples et spécialisées. Le peuple certes n'a pas d'influence directe dans le processus, mais, par le biais du suffrage universel, il délègue son autorité au maire qui, en dernière instance, est contrôlé par la menace de la non-réélection. En somme, le peuple bénéficie d'une influence indirecte décisive puisque le maire est obligé de gouverner dans l'intérêt d'une majorité des électeurs, sinon il risque la défaite, la perte du pouvoir. Le peuple n'a pas une fonction de direction mais de correction des déséquilibres. Dahl en conclut que même si les ressources politiques sont inégalement réparties, elles ne font pas l'objet d'une possession cumulative. Ce ne sont pas toujours les mêmes qui profitent du pouvoir. Il n'y a pas d'oligarchie qui règne dans les sociétés industrielles. Au lieu d'être concentré aux mains d'une élite, le pouvoir est fragmenté.

6.2 Les conditions de la polyarchie

[Retour à la table des matières](#)

Mais il y a une série de conditions préalables au fonctionnement du modèle polyarchique. Ce modèle suppose un pluralisme social. Il faut qu'il y ait un fractionnement des intérêts à travers une grande diversité d'organisations sociales ayant une large part d'autonomie pour qu'il y ait compétition. Il ne faut pas non plus que les écarts de richesse, de revenus et d'éducation soient trop grands.

¹ *Ibid.*, p. 220.

Il faut ensuite qu'il y ait un large consensus sur les règles du jeu ¹ :

1. Il faut qu'il y ait accord sur la démocratie de représentation, c'est-à-dire que les citoyens acceptent de déléguer leur pouvoir en votant pour des partis politiques concurrents ;
2. Il faut que les dirigeants politiques soient choisis par l'obtention de la majorité des votes et qu'ils acceptent de céder le pouvoir s'ils n'obtiennent pas cette majorité ;
3. Il faut que la plupart des citoyens adultes aient le droit de vote ;
4. Il faut que les citoyens aient la possibilité de s'organiser en parti politique ;
5. Il faut que les citoyens aient la possibilité légale de critiquer le gouvernement ;
6. « Il faut qu'il y ait suffisamment de personnes qui participent au processus politique pour que les gouvernants soient obligés de rechercher l'appui de fractions de population importantes et représentatives ; » ainsi, la participation électorale doit être suffisamment élevée pour éviter que des groupes non représentatifs ne s'emparent du pouvoir par défaut.

Pour Dahl, « la polyarchie implique que l'obstacle principal pour accéder à la carrière politique soit l'inaptitude à remporter des élections ² ». On a vu précédemment que pour Mills, ce critère ne voulait rien dire puisque les politiciens professionnels sont écartés des centres de décisions stratégiques.

L'objectif de cette théorie est donc de montrer qu'il n'y a pas polarisation de la société en deux classes sociales, que ceux qui possèdent les moyens de production ne contrôlent pas le pouvoir politique, qu'il n'y a pas lutte des classes, et que les conflits sociaux ne dépendent pas de la structure de la société, mais d'un déséquilibre provisoire dans les rapports de force. Il s'agit en quelque sorte de faire la preuve que la démocratie américaine est ce qui se rapproche le plus de la démocratie idéale.

¹ Voir R. Dahl et C. Lindblom, « Les conditions préalables à la polyarchie », dans P. BIRNBAUM et F. CHAZEL, *Sociologie politique*, t. 1, Paris, A. Colin, 1971, p. 153-154, 169.

² *Ibid.* p. 176.

6.3 Résumé et critique

[Retour à la table des matières](#)

Cette interprétation de la vie démocratique ne fait pas l'unanimité. Selon Bachrach et Baratz ¹, ce modèle a deux faiblesses méthodologiques principales. D'abord, il ne prend pas en considération le fait que le pouvoir s'exerce souvent en restreignant le processus de prise de décision à des enjeux relativement limités et qui ne mettent pas en cause l'ordre établi. En deuxième lieu, le modèle ne propose aucun critère objectif pour distinguer entre ce qu'est un problème important et une question non importante. En d'autres termes, le choix de la décision prise comme révélatrice de qui a le pouvoir est arbitraire. L'analyse politique ne peut se limiter à supposer que le pouvoir se reflète dans les décisions concrètes et qu'il suffit d'observer la réalité pour démontrer qu'il n'y a pas monopole du pouvoir. Cette logique est biaisée.

En effet, le pouvoir ne consiste pas seulement à prendre des décisions, mais aussi à empêcher que des problèmes soient inscrits à l'ordre du jour politique. Il y aurait donc une face cachée du pouvoir, et c'est cette dimension du pouvoir qui est occultée dans l'analyse de Dahl qui exclut la possibilité qu'un groupe particulier dans la communauté soit capable par le contrôle sur les valeurs ou l'idéologie de décourager la formulation de revendications. Le pouvoir a une dimension répressive qui bloque l'expression de besoins, ce sont les détenteurs du pouvoir qui déterminent ce qui doit être considéré comme une question importante, qui fixent l'ordre du jour politique. Dahl ne définit pas ce qu'il entend par une décision politique clé et néglige ainsi le processus de la non-décision qui est aussi important que le processus de décision pour déterminer qui a le pouvoir. Les décisions qui ne sont pas prises sont aussi significatives pour évaluer qui gouverne que les décisions prises. Ainsi, pourquoi les impôts sur les corporations ont-ils tendance à être plus faibles que les impôts sur le revenu des particuliers ? Dans ce modèle, rien ne nous démontre que les intérêts réels des citoyens et de tous les citoyens font ou feront l'objet d'une prise de décision. Seule une analyse du processus de la non-décision pourrait nous révéler qu'il y a des catégories de citoyens qui n'ont pas accès au centre de décision.

Le modèle pluraliste ne nous permet d'étudier que les revendications et les actions des groupes qui acceptent les règles du jeu. Ainsi, pour qu'un problème soit l'objet d'une prise de décision, il faut qu'il soit articulé par un groupe organisé, actif et légitime. Il faut que ce groupe accepte les règles de la démocratie formelle en cherchant à faire accepter son point de vue par les politiciens des partis officiels et

¹ P. BACHRACH et M. BARATZ, « Decisions and Non-Decisions », *American Political Science Review*, sept. 1963, p. 632-642.

il faut, par conséquent, qu'il soit lui-même reconnu comme légitime par ceux qui détiennent le pouvoir. Pour accéder à l'arène politique, une revendication devra être partielle, elle ne devra pas remettre en cause la structure du système social. Le modèle de Dahl se limite donc aux groupes d'intérêt qui acceptent le cadre institutionnel de la démocratie libérale.

Dahl fait abstraction du processus de domination qui est inhérent au pouvoir. Il exclut de son analyse le rôle de la violence et de la répression dans la vie politique. Il oublie aussi la capacité des élus de manipuler l'électorat par diverses techniques de persuasion qu'on appelle le marketing électoral. On pourrait tout aussi bien soutenir que ce ne sont pas les électeurs qui contrôlent les élus, mais les élus qui manipulent les électeurs. Autrement pourquoi les partis feraient-ils appel à des techniques raffinées pour vendre leurs politiques aux citoyens ? Le moins que l'on puisse dire à ce propos, c'est que la relation de contrôle entre l'électeur et l'élus n'est pas univoque. Le contrôle est aussi une forme de pouvoir qui ne peut être saisie par l'analyse des conflits ou des prises de décision ¹.

Lectures complémentaires

[Retour à la table des matières](#)

- P. BACHRACH, *The Theory of Democratic Elitism : A Critique*, Boston, Little Brown, 1967.
- F. BOURRICAUD, « Le modèle polyarchique et les conditions de sa survie », *Revue française de science politique*, vol. XX, n° 5, octobre 1970, p. 893-924.
- R. DAHL, *A Preface to Democratic Theory*, Chicago, Chicago University Press, 1956.
- R. DAHL, *Qui gouverne ?*, Paris, A. Colin, 1971.
- R. DAHL, *Pluralist Democracy in the United States : Conflict and Consent*, Chicago, Rand McNally, 1967.
- F. HUNTER, *Community Power Structure*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1952.
- R. et H. LYND, *Middletown*, New York, Harcourt Brace, 1929.
- N. POLSBY, *Community Power and Political Theory*, New Haven, Yale University Press, 1963.

¹ Voir Steven Lukes, *Power : A Radical View*, New York, MacMillan, 1974, p. 21-25.

CHAPITRE 7

La théorie politique d'inspiration économique

[Retour à la table des matières](#)

Comment s'effectuent les choix politiques ?

Jusqu'à présent, nous avons examiné des cadres théoriques qui tentaient de représenter la réalité, de décrire le monde réel afin de déterminer qui a le pouvoir dans les sociétés développées. On cherchait à répondre à la question « Qui décide ? »

7.1 Les principes de base

La théorie politique d'inspiration économique nous introduit à un autre type de théorie qui ne pose pas le problème de la représentation de la réalité. Nous avons maintenant affaire à des modèles et comme nous l'avons vu précédemment, un modèle se définit comme un ensemble d'axiomes reliés entre eux de façon déductive. Un modèle est une construction logique qui sert à expliquer et à prédire les comportements. On ne cherche pas à savoir qui décide, on veut plutôt comprendre la logique sous-jacente aux prises de décision en examinant les stratégies ou les structures de comportements des acteurs publics que sont les gouvernants et les gouvernés.

L'analyse économique de la vie politique est le plus souvent associée à la théorie marxiste. Mais cette relation supposée entre comportement économique et comportement politique se retrouve aussi dans d'autres courants de pensée, notamment chez les partisans de l'économie libérale. Ainsi, l'école du Public Choice a appliqué l'analyse coût-bénéfice au fonctionnement de l'État et au processus de prise de décision. Ce courant ou cette logique d'analyse a une grande influence sur les analyses électorales, elle sert aussi de fondement aux stratégies de marketing politique et à l'analyse des politiques publiques.

Ces analyses des politiques publiques visent à rendre l'administration publique plus efficace en déterminant par exemple comment obtenir le maximum de soins de santé par dollar dépensé. Il s'agit d'appliquer à l'activité politique les règles et les principes qui régissent l'activité économique. On transpose par exemple la notion de marché de la sphère économique à la sphère politique pour expliquer les systèmes électoraux et le comportement des électeurs.

Anthony Downs soutient dans *An Economic Theory of Democracy* qu'il faut s'inspirer de la science économique pour construire la théorie politique parce que, dit-il, l'économie dispose d'une théorie scientifique, c'est-à-dire capable à partir d'un nombre restreint d'axiomes de prévoir le comportement des acteurs sur le marché. Le retard dans la formalisation conceptuelle en science politique dépend principalement de l'objet de l'analyse politique qui est complexe et qui se prête moins facilement à la quantification que les phénomènes économiques.

En économie, les motivations de l'action sont plus simples et se prêtent mieux à la généralisation. L'économie dispose aussi d'un étalon de mesure universel, l'argent. Une variable comme le prix est plus facile à définir et à quantifier qu'une variable comme le pouvoir. Enfin, l'économie peut employer la loi des grands nombres. « Les décisions économiques naissent des relations de marché auxquelles participent un grand nombre d'acheteurs et de vendeurs dans le cadre de la loi de l'offre et de la demande. Les économistes peuvent donc supposer qu'en raison du grand nombre d'unités de prise de décision, les particularités personnelles des acteurs s'annulent ¹. »

Même si des raisons propres à chaque acteur peuvent motiver ses actions, l'observation et l'expérience démontrent qu'en dernière instance, l'appât du gain est la principale motivation. Cependant, dans la sphère politique, la complexité des motivations individuelles est plus grande de sorte qu'on ne peut négliger la subjectivité de chaque acteur. Si la motivation de la décision économique est claire, c'est-à-dire obtenir le plus possible de biens et de services en dépensant le minimum de ressources, il est plus difficile en science politique d'arriver à un tel consensus et d'établir le motif de la décision. Certes, la loi des grands nombres joue auprès des gouvernés mais pas nécessairement auprès des gouvernants, car, en politique, les décisions se prennent par un petit nombre d'acteurs de sorte que leurs opinions et leurs particularités personnelles peuvent influencer de façon significative la prise de décision. Malgré ces différences entre les objets d'analyse, Downs pense qu'on peut utiliser avec profit les prémisses et la logique de l'analyse économique.

Downs adopte donc au départ une démarche déductive et définit la politique comme un phénomène d'échange qui n'est pas différent de l'échange économique ;

¹ A. DOWNS, « Théorie économique et théorie politique », *Revue française de science politique*, vol. XI, n° 2, 1961, p. 396-398.

dans les deux cas, il suppose que c'est la valeur d'usage psychologique qui est la source de toute décision individuelle. On conçoit donc la politique comme un marché où s'échangent des biens et on considère le pouvoir comme l'équivalent de l'argent. Dans la relation de marché politique, on échange donc des votes contre des politiques avantageuses.

Selon cette logique, l'activité politique n'est pas plus noble ou morale que l'activité économique. Dans les deux types d'activités, le but que vise l'individu n'est pas le bien commun ou l'intérêt général mais plutôt l'intérêt personnel. Pourquoi ne peut-on pas faire de différence entre le comportement économique et le comportement politique ? Pour la raison bien simple, explique G. Tullock, que ce sont les mêmes personnes qui votent et qui achètent. « Qu'il soit dans un supermarché ou dans un isoloir, M. [Tremblay] demeure le même homme. Il n'y a donc pas de raison de penser que son comportement sera différent selon qu'il se trouve dans l'un ou l'autre lieu. Dans les deux circonstances, il cherchera le produit ou le candidat qui à ses yeux représente la meilleure solution ¹. » La fonction ne change pas l'homme. Nos actions ne sont pas plus morales lorsque nous agissons à titre d'homme politique qu'à titre d'homme d'affaires. Il est donc raisonnable de penser que la logique du choix économique s'applique à la logique du choix politique.

7.2 La logique du choix

[Retour à la table des matières](#)

La logique du choix désigne la manière par laquelle un individu prend une décision concernant des buts variés en disposant de ressources rares. Dans le modèle de Downs, l'analyse de la logique du choix découle de deux postulats qui définissent les deux motivations essentielles du comportement humain. Pour Downs, la nature humaine est foncièrement égoïste :

Cette constitution de notre nature qui nous fait sentir plus intensément ce qui nous affecte directement que ce qui nous affecte indirectement à travers les autres, conduit nécessairement aux conflits entre individus. En conséquence, chacun fait plus attention à sa propre sécurité, à son propre bonheur qu'à celui des autres et lorsqu'il y a conflit, il est plus prêt à sacrifier les intérêts des autres que les siens propres ².

Afin d'illustrer le fait que les gens pensent d'abord à leur bien-être avant de penser au bien commun, Gordon Tullock soutient que l'être humain est égoïste à 95 p. cent et altruiste à 5 p. cent ³. Ce postulat implique donc que la participation à la vie publique est fonction des avantages personnels qu'on espère en tirer. Si le

¹ G. TULLOCK, *Le marché politique*, Paris, Economica, 1978, p. 13.

² A. DOWNS, *An Economic Theory of Democracy*, New York, Harper and Row, 1959, p. 27.

³ G. TULLOCK, *op. cit.*, p. 13.

gain est la motivation première de l'action politique tout comme de l'action économique, en conséquence, on peut appliquer les lois du marché à l'analyse du comportement politique.

Ce raisonnement suppose un deuxième postulat, celui de la rationalité de l'acteur. La rationalité de l'acteur dans ce modèle se définit par rapport aux moyens choisis pour atteindre un but et non par rapport au but lui-même qui est considéré comme étant du domaine privé, qui relève de la subjectivité de chaque acteur. Il s'agit donc d'évaluer les actions ou les décisions d'après leur résultat et non d'après l'intention du sujet. L'efficacité des moyens choisis pour atteindre un but détermine la rationalité. Dès lors, on suppose que l'individu se comporte rationnellement lorsqu'il cherche à maximiser son intérêt, c'est-à-dire atteindre le rendement optimum en investissant le moins de ressources possible. Lorsqu'on applique cette logique au choix politique, on suppose que le bien public, les politiques sociales ou la redistribution de la richesse est un produit accidentel de la poursuite individuelle de fins égoïstes. Le choix ou la décision politique répondrait donc à la règle de l'utilité psychologique, c'est-à-dire que l'acteur politique se comporte rationnellement lorsqu'il cherche la maximisation de son intérêt dans les décisions politiques. Cette conception économiste de l'homme rationnel est appliquée à l'arène politique afin d'analyser les rapports entre l'électeur et le parti politique et de prévoir leurs comportements respectifs.

Après avoir exposé les prémisses de son modèle, Downs présente les conditions qui doivent exister pour que l'analogie des relations de marché, ou de la libre concurrence, puisse s'appliquer à l'analyse du comportement politique. Cette logique suppose que les acteurs fonctionnent dans un environnement démocratique. La démocratie est définie comme un système politique où :

- a) un seul parti, ou une coalition de partis, est choisi par la voie de l'élection pour gouverner ;
- b) il y a des élections périodiques ;
- c) tous les adultes qui remplissent certaines conditions minimales peuvent voter ;
- d) chaque électeur ne vote qu'une seule fois ;
- e) le parti qui obtient la majorité des votes détient le pouvoir jusqu'à la prochaine élection ;
- f) le parti qui perd l'élection ne doit pas utiliser des moyens extra-légaux pour conquérir le pouvoir ;
- g) le parti au pouvoir ne vise pas à restreindre l'activité politique des citoyens ou des autres partis aussi longtemps que ces derniers respectent les lois ;
- h) il y a deux ou plusieurs partis en concurrence à chaque élection.

7.3 La logique du choix des gouvernants

[Retour à la table des matières](#)

Pour Downs, les acteurs qu'ils soient individuels ou collectifs obéissent à la même rationalité, ils cherchent à maximiser leur intérêt, à obtenir le plus d'avantages pour eux-mêmes. Un parti politique se définit comme une équipe d'hommes qui cherchent à prendre le pouvoir par l'élection et lorsqu'ils sont au pouvoir, qui cherchent à se faire réélire. Des fins égoïstes motivent leur action : « prendre le pouvoir afin de profiter des revenus, du prestige et de la puissance que procure la direction de l'appareil gouvernemental ¹ ».

Pour comprendre la logique des gouvernants, Downs formule une hypothèse principale : dans une démocratie, les partis politiques élaborent un programme politique non pas parce qu'ils sont motivés par la recherche de la justice ou du bien commun, mais plutôt comme moyen pour gagner des votes. La formulation et l'application d'une politique ne sont, pour les partis, que des sous-produits de l'intérêt personnel des politiciens qui est d'obtenir les revenus, la puissance et le prestige liés à l'accession au pouvoir. Downs adopte un point de vue cynique sur la politique. En d'autres termes, les hommes politiques ne recherchent pas le pouvoir pour réaliser un programme politique ou pour défendre les intérêts de groupes sociaux. « Ils proposent des politiques et cherchent le soutien des groupes pour prendre le pouvoir. Cette hypothèse implique qu'en démocratie, un gouvernement agit toujours de façon à maximiser le nombre de voix qu'il obtiendra à la prochaine élection ². » Un gouvernement se comporte comme un entrepreneur sur le marché, mais, au lieu de vendre des marchandises pour de l'argent, il vend des politiques pour obtenir des votes en échange. Tout comme il y a concurrence entre les entrepreneurs pour conquérir le marché, il y a concurrence entre les partis pour conquérir les votes.

Les différents partis sont en compétition et cherchent le soutien d'une majorité d'électeurs pour conquérir le pouvoir. Dès lors, le parti au pouvoir a un seul objectif, c'est-à-dire produire des biens collectifs qui satisferont le maximum d'électeurs afin d'être réélu. Tout comme les consommateurs qui cherchent à maximiser leur intérêt dans les relations de marché, les citoyens cherchent à retirer le maximum d'avantages de cette compétition. Mais pour agir rationnellement et maximiser ses gains, chaque électeur doit obtenir le maximum d'informations.

¹ A. DOWNS, « Théorie économique et théorie politique », *op. cit.*, p. 402.

² *Ibid.*, p. 403.

7.4 La logique du choix des citoyens

[Retour à la table des matières](#)

À partir de cette conceptualisation des fondements de la prise de décision gouvernementale, Downs aborde l'analyse du rapport entre un gouvernement démocratique et les citoyens. La logique du choix du citoyen est fonction de deux situations : l'une où les citoyens se comportent rationnellement parce qu'ils sont parfaitement informés et l'autre où ils doivent faire des choix rationnels en situation d'information imparfaite (C'est la théorie de l'ignorance rationnelle).

7.4. 1 Le jeu politique en situation d'information parfaite

Downs formule une série d'hypothèses sur le rapport gouvernant-électeur dans une situation d'information parfaite. Comment chacun devrait-il se comporter pour maximiser son intérêt si toutes les informations étaient gratuites et disponibles ? Dans une telle situation,

- a) les actes du gouvernement seraient fonction de sa prévision du comportement des électeurs et de la stratégie de l'opposition ;
- b) le gouvernement s'attendrait à ce que les électeurs votent selon les avantages qu'ils auraient retirés de l'action gouvernementale et selon les solutions de rechange offertes par l'opposition ;
- c) les électeurs devraient effectivement voter en comparant les modifications de leurs revenus que leur a procurées ou non l'action gouvernementale et celles que leur auraient procurées ou non les propositions de l'opposition ;
- d) l'évaluation des avantages procurés aux électeurs par l'action gouvernementale devrait être fonction uniquement des décisions prises par le gouvernement pendant la législature ;
- e) les stratégies des partis d'opposition devraient dépendre de leur évaluation des avantages qu'ont retirés les électeurs de l'action gouvernementale ¹.

Ainsi, le comportement rationnel pour les citoyens de cette démocratie modèle consisterait à ne considérer les élections que comme un moyen de choisir le gouvernement qui lui sera le plus profitable. On entend par avantages non seulement les gains matériels, mais aussi les avantages psychologiques comme la sécurité, la fierté nationale, etc.

¹ *Ibid.*, p. 404.

En situation de concurrence parfaite et d'information parfaite, le citoyen doit donc calculer les avantages qu'il peut obtenir de chaque parti. Pour être rationnel, son choix ne doit pas être influencé par les caractéristiques personnelles des candidats ou des leaders, car la nature humaine est instable et trompeuse. Il doit se fier seulement aux caractéristiques des partis. « Le principal facteur qui doit influencer son évaluation des réalisations futures de chaque parti ne doit pas être les promesses électorales relatives à l'avenir ¹. » Pour faire un choix rationnel, il doit plutôt se fier aux réalisations gouvernementales effectuées durant le dernier mandat gouvernemental. C'est le bilan du gouvernement sortant qui doit être la donnée centrale de l'évaluation. Ainsi, l'électeur vote rationnellement si son choix est fondé sur une comparaison entre les avantages qu'il a reçus grâce aux politiques du parti au pouvoir et les avantages qu'il aurait reçus de chaque parti d'opposition si ceux-ci avaient été au pouvoir. Downs suppose ici que tous les partis d'opposition ayant intérêt à se comporter rationnellement, ils auront pris position sur chaque décision gouvernementale.

Cette logique de choix est bien sûr idéale ou abstraite. Elle ne correspond pas à la réalité, car l'information n'est jamais parfaite. Il y a une grande part d'incertitude dans la vie politique réelle. « En effet, les partis ne savent pas toujours ce que les citoyens désirent et les citoyens ne savent pas toujours ce que le gouvernement ou l'opposition a réalisé ou déclaré ². » De plus, les citoyens n'ont pas les moyens d'analyser de façon exhaustive les retombées des politiques gouvernementales. Ils n'ont pas le temps de suivre des cours de science politique pour analyser toutes les décisions ainsi que leurs effets. Dans un univers incertain et confrontés à des programmes divers et complexes, les électeurs sont incapables de les comparer, de les classer et d'en prévoir les conséquences pour eux-mêmes. Dans une société complexe, une connaissance parfaite supposerait un investissement considérable de temps et d'argent. Or, l'électeur rationnel doit évaluer le rapport entre le coût et l'avantage du choix politique pour maximiser son profit. Il aura tendance à vouloir réduire le coût de sa participation politique. Comment peut-il, dès lors, faire un choix rationnel dans une situation d'information imparfaite ? Comment l'ignorance peut-elle être rationnelle ?

7.4.2 La logique du choix en situation d'information imparfaite

[Retour à la table des matières](#)

Puisque dans la réalité, l'information des acteurs n'est jamais parfaite et qu'une information parfaite serait trop coûteuse en temps et en argent pour l'électeur, les partis politiques vont donc répondre à la demande des électeurs en leur offrant une idéologie, en leur proposant « des images verbales de la bonne société ». Ils réduisent ainsi les coûts de la participation politique des électeurs. En se fiant à

¹ *Ibid.*, p. 405.

² *Ibid.*, p. 406.

l'idéologie du parti, l'électeur n'a pas à évaluer en détail les programmes des partis et à comparer les avantages et les inconvénients des politiques particulières proposées. Les idéologies permettent à l'électeur d'établir rapidement les différences essentielles entre les partis. L'électeur peut alors voter rationnellement en économisant les coûts exorbitants d'une information parfaite et en comparant les idéologies plutôt que les programmes.

Mais cette logique impose des contraintes aux partis politiques. Elle les oblige à être fiables. « En effet, une fois son idéologie lancée sur le marché politique, un parti ne peut l'abandonner soudainement, ni la modifier radicalement, car les électeurs étant rationnels, ils refuseront de soutenir un parti instable idéologiquement ¹. » Ils ne pourront plus rationnellement lui faire confiance, car leur évaluation coût-bénéfice dépend de la stabilité de la relation entre l'idéologie et les politiques qu'elle suppose. Ainsi, la fiabilité est nécessaire pour tout parti qui veut conquérir ou garder le pouvoir parce qu'elle est la condition indispensable du comportement rationnel de l'électeur qui repose sur la confiance. En effet, si un parti change trop d'orientation, s'il modifie en profondeur ses objectifs, comment les électeurs pourront-ils prévoir son comportement lorsqu'il sera au pouvoir ? Le parti pourrait alors adopter un comportement incohérent, ses décisions ne reflétant plus ce pour quoi il a été élu.

Le facteur de confiance s'applique principalement à l'idéologie et ne concerne pas autant les programmes ou les promesses électorales, car il y a des facteurs conjoncturels qui peuvent empêcher un parti de réaliser ses promesses. Dans certaines circonstances où la conjoncture se modifie, l'électeur peut comprendre qu'il n'est pas rationnel de tenir certains engagements ou de réaliser le programme du parti. Mais en règle générale, il doit toujours y avoir une corrélation entre l'idéologie globale d'un parti et ses actions subséquentes. Si tel n'était pas le cas, l'électeur rationnel éviterait de se fier à l'idéologie pour effectuer son choix.

Jacques Attali définit ainsi la fiabilité d'un parti : « Un parti est fiable si les affirmations qu'il a faites pendant la période t peuvent servir à prédire son comportement pour la période t plus 1 ². » Downs estime pour sa part que la concurrence entre les partis les oblige à être fiables, car pour gagner, ils savent qu'ils doivent offrir à l'électeur la possibilité de voter rationnellement en réduisant l'incertitude causée par une information imparfaite. Si un parti déroge à la règle, l'autre en profitera pour élargir sa clientèle.

Mais dès lors, pourquoi les partis n'adoptent-ils pas la même idéologie, c'est-à-dire l'idéologie qui rallie un soutien majoritaire ? Il y a deux raisons qui forcent les partis à se distinguer idéologiquement. D'abord, la société elle-même n'est pas homogène, il y a différentes classes sociales qui n'ont pas les mêmes intérêts. « Les

¹ *Ibid.*, p. 407.

² J. ATTALI, *Analyse économique de la vie politique*, Paris, PUF, 1981, p. 159.

divergences et les conflits qui en découlent font qu'il y a peu de chance qu'une idéologie réussisse à faire l'unanimité. Mais pourquoi alors les partis n'adoptent-ils pas l'idéologie de la classe la plus nombreuse¹ ? » Précisément parce qu'il y a incertitude. On ne peut connaître à l'avance et de façon certaine la combinaison majoritaire. On peut certes réduire cette incertitude en examinant les résultats des élections antérieures afin de dégager la tendance dominante de l'électorat ; on peut aussi effectuer des sondages afin de positionner le parti dans le courant majoritaire. Mais si un parti à l'aide de ces instruments de prévision parvenait à gagner systématiquement les élections, les autres partis les utiliseraient aussi et tendraient à se rapprocher de l'électeur médian afin d'augmenter leurs chances d'être élus. Toutefois, cette situation ne serait pas fonctionnelle : si tous les partis avaient la même idéologie, les électeurs seraient frustrés, car ils ne pourraient pas se comporter rationnellement, ils ne sauraient pas pour quel parti voter et ne pourraient pas maximiser leur gain.

Les partis ont donc intérêt à se différencier idéologiquement en adoptant une idéologie qui satisfasse principalement une classe sociale particulière. Ce lien organique est rationnel pour un parti, car il permet d'économiser les coûts de l'action politique. Ainsi, en ayant le soutien d'électeurs dogmatiques, ce qu'on appelle les clientèles captives, un parti réduit ses coûts d'information ou de propagande et peut dès lors utiliser ses ressources pour élargir sa clientèle. Mais cet avantage comporte aussi un inconvénient, car la marge de manœuvre du parti est réduite ; pour conquérir de nouveaux électeurs, le parti ne peut pas prendre trop de liberté avec son idéologie. S'il déviait trop, il risquerait de perdre le soutien des électeurs dogmatiques de sorte que les pertes ainsi encourues annuleraient les gains. N'est-ce pas ce qui est arrivé au Parti québécois aux élections de 1985 qui, à la suite de son virage idéologique, a perdu le soutien d'une partie des électeurs indépendantistes ?

Dans un tel cas, la théorie prévoit qu'on devrait assister à la naissance d'un nouveau parti politique qui viendra combler le vide laissé par le déplacement idéologique d'un parti sur l'échiquier.

Il y a toutefois des variables indépendantes qui influencent les rapports idéologiques entre les partis et le nombre de partis en compétition pour le pouvoir. Il s'agit, en premier lieu, de la répartition des électeurs sur le continuum idéologique et, deuxièmement, des règles du jeu électoral.

En règle générale, on établit deux situations limites qui déterminent le nombre des partis et leur positionnement idéologique, soit les situations de stabilité sociale où il y a consensus social et les situations d'instabilité où il y a conflit et polarisation idéologique. La théorie de l'acteur rationnel prévoit que dans le premier cas, il y aura bipartisme si le système électoral est un système uninominal

¹ *Ibid.*, p. 160.

à un tour. Dans ces conditions, les partis auront tendance à adopter des idéologies voisines et à converger vers le centre, à éviter les extrêmes idéologiques. On peut représenter graphiquement cette situation par une courbe normale.

Dans une société conflictuelle, les électeurs se polariseront idéologiquement aux extrêmes de l'échiquier politique. Dans ce type de situation, on trouvera un système bipartiste si le mode de scrutin est le système uninominal à un tour, mais les partis politiques se différencieront fortement idéologiquement. L'alternance au pouvoir entraîne alors un changement radical de politique, ce qui provoque le mécontentement de l'autre partie de l'électorat et crée de l'instabilité.

Habituellement, ces situations ne sont que temporaires, car les électeurs, étant rationnels, voudront réduire l'incertitude des choix politiques. Le système devrait trouver son équilibre avec l'apparition d'un parti modéré.

Lorsqu'on a un système électoral à deux tours ou encore un système de représentation proportionnelle, on aura nécessairement un système multipartiste. Chaque courant idéologique pouvant espérer être représenté, la formation de

plusieurs partis devient donc rationnelle. On peut aussi prévoir que dans ce type de situation, chaque parti aura tendance à maintenir la continuité de son idéologie et à se démarquer le plus possible des autres partis. Ce système tend à accentuer les divergences idéologiques, car chaque parti pour conserver sa place sur l'échiquier a intérêt à se démarquer le plus possible de ses plus proches voisins idéologiques. Chaque parti restera sur ses positions et voudra empêcher les autres partis de s'en rapprocher. Ainsi s'explique la rivalité quasi séculaire entre le parti communiste et le parti socialiste en France.

Dans les systèmes multipartistes, les électeurs ont un choix beaucoup plus vaste que dans les systèmes bipartistes. Ils peuvent voter pour le parti qui représente le mieux leur option idéologique, car celui-ci leur offre des programmes politiques clairs et cohérents. Par contre, dans les systèmes multipartistes, les politiques gouvernementales sont moins cohérentes, et il y a une plus grande instabilité gouvernementale. En effet, dans ce type de situation, le gouvernement ne peut se constituer qu'à partir d'une coalition de partis. Pour rallier le soutien d'une majorité en chambre, le gouvernement doit inclure dans sa politique des éléments de chacun des programmes des partis membres de la coalition. Les partis pour leur part auront tendance à être plus intransigeants dans leurs exigences, car ils doivent eux-mêmes payer leur électorat en échange des votes qu'ils ont obtenus. Dans ces conditions, les coalitions gouvernementales ne peuvent qu'être instables.

Cette théorie nous permet aussi de prévoir que de nouveaux partis apparaîtront dans trois cas, c'est-à-dire :

- a) lorsqu'il y a une modification du mode de scrutin ;
- b) lorsqu'il y a un changement majeur de perspectives sociales dans les situations de crise ou de guerre ;
- c) lorsqu'il y a un virage idéologique à l'intérieur d'un parti qui modifie son orientation pour se rapprocher d'une position centriste.

Est-il rationnel pour un électeur de voter pour un parti qui n'a pas de chance de prendre le pouvoir ? L'électeur peut voter rationnellement pour un tiers parti s'il évalue que l'action de celui-ci pourra influencer la conduite du parti au pouvoir en détenant, par exemple, la balance du pouvoir, ce qui lui permet de négocier avec le parti gouvernemental l'adoption de politiques ayant la préférence de son électorat en échange de son appui au programme législatif du parti au pouvoir. Il peut aussi voter pour un parti à vocation idéologique (parti de type tribunicien) qui participe aux élections pour faire la promotion d'une cause ou d'une idée. L'électeur place alors son intérêt dans des gratifications symboliques ou à long terme.

Enfin, la théorie de l'acteur rationnel permet aussi de prévoir l'action des gouvernants. Puisqu'on suppose que l'électeur rationnel fait son choix sur la base

des résultats réels, c'est-à-dire des avantages qu'il a effectivement obtenus, on peut en déduire que la variable temps sera un facteur primordial de la décision, que l'électeur dans son bilan de l'action gouvernementale accordera plus d'importance aux décisions les plus récentes du gouvernement. Cette logique nous permet donc d'identifier des cycles politiques. Un mandat gouvernemental devrait se décomposer en trois phases, soit l'état de grâce, la chute et la rédemption. Ainsi, un parti qui arrive au pouvoir et qui veut maximiser les effets de ses décisions pour se faire réélire a intérêt en début de mandat à prendre les décisions les moins favorables à son électorat naturel pour dégager une marge de manœuvre qui lui permettra de tenter de séduire l'électorat qui ne lui est pas acquis et à réserver pour la fin de son mandat les décisions les plus favorables à son électorat afin de mobiliser le soutien de sa clientèle naturelle.

7.5 Résumé et critique

[Retour à la table des matières](#)

L'application du modèle économique à la vie politique, si intéressante qu'elle puisse être, pose elle aussi un certain nombre de problèmes.

Dans le domaine économique, les individus échangent des biens entre eux. Un équivalent monétaire contre une marchandise ou contre un service ; un salaire contre du temps de travail. Or, ce qui est manifeste dans ce type de relation, c'est la clarté et l'immédiateté de l'échange. Dans le rapport économique, du fait que chaque échange peut se constituer distinctement des autres, il existe une limpidité ; l'utilité de l'échange peut s'évaluer rapidement ; la satisfaction ou l'insatisfaction qui en découle est plus intelligible. Le rapport coût-bénéfice est net.

Dans la vie politique, tout le rapport est différent, c'est-à-dire que les « consommateurs » doivent acheter en bloc puisque le choix démocratique s'opère à travers des partis. L'individu doit faire une somme de valeurs hétéroclites, et la nécessité de cette somme supprime l'essentiel de la limpidité présente dans les rapports économiques. Bertrand De Jouvenel dans son ouvrage *De la politique pure* résume cette différence ainsi :

Parce que le principe d'efficacité de la demande d'action dans le rapport économique se trouve entièrement dans la contrepartie explicitement offerte, le rapport économique offre une homogénéité et une clarté essentielles qui le rendent plus facile à saisir, et objet de meilleures prévisions, que le rapport politique ¹.

Ce n'est donc pas seulement par manque de temps – pour épargner des coûts en termes de recherche d'information – que les idéologies se constituent. Leur

¹ Bertrand DE JOUVENEL, *De la politique pure*, Paris, Gallimard, 1963, p. 112.

fonction dérive aussi de la manière même dont le choix politique s'opère, manière qui est fondamentalement différente des choix économiques, multiples et fragmentés. En ce sens, même le politicologue, qui a du reste tout le temps d'analyser les effets possibles des différentes politiques, ne proposera pas nécessairement des choix globaux plus adéquats puisque ceux-ci impliquent une sommation d'éléments hétéroclites.

L'autre question à adresser au modèle est celle-ci : les idéologies, les positions des différents partis sont-elles vraiment stables ? Sur ce point, les doutes s'accumulent. Les principales formations politiques ont présenté des virages marqués ; ils s'adaptent continuellement à la conjoncture économique et politique. En ce sens, les déviations l'emportent sur les éléments de stabilité. Par rapport aux attentes, Albert Hirshmann, dans son ouvrage *Bonheur privé, action publique*, affirmait :

En d'autres termes, le résultat attendu d'une action publique est un produit de l'imagination du citoyen ; comme tel, il a toutes les chances de rester à mille lieues de la réalité dégrisante qui se mettra en place par suite de l'action ¹.

En fait, il faut plutôt concevoir les rapports politiques comme hautement imprévisibles. Et le propre du pouvoir n'est-il pas cette imprévisibilité de celui qui détient le pouvoir ? Crozier écrivait ainsi : « Les construits humains sous-jacents aux organisations seront d'autant plus politiques (...) qu'il sera difficile de mesurer les résultats de l'action en les évaluant par rapport aux moyens nécessaires pour les obtenir ². »

Si le modèle est séduisant parce qu'il se donne pour mission d'importer dans la théorie politique tout un outillage mathématique et statistique, il faut se questionner sur la validité de cette importation. Déjà, Downs estime qu'il faut fonctionner dans le cadre d'une information imparfaite, donc d'une rationalité atténuée. Il reconnaît qu'il faut ajouter des éléments difficilement quantifiables comme la « fierté nationale ». Enfin, plusieurs soutiennent que cet électeur souffre de myopie dans ses choix politiques ; il se souvient rarement du début d'un mandat ; à l'inverse, il accorde une importance démesurée aux événements les plus récents. Or, compte tenu des critiques qui s'ajoutent, il faut s'interroger sur ce qui reste de cette rationalité. Mérite-t-elle encore le nom de rationalité dans le sens d'une sérieuse évaluation du rapport coût-bénéfice ? Procède-t-elle vraiment d'un mécanisme d'évaluation objective associée à des variables identifiables dans l'univers social ? L'individu calcule-t-il les coûts de son engagement et les avantages de ceux-ci ? Telle est la question.

¹ A. HIRSHMANN, *Bonheur privé, action publique*, Paris, Fayard, 1983, p. 163.

² M. CROZIER, *L'acteur et le système*, Paris, Seuil, 1977, p. 191.

Lectures complémentaires

[Retour à la table des matières](#)

J. ATTALI, *Analyse économique de la vie politique*, Paris, PUF, 1981.

A. DOWNS, *An Economic Theory of Democracy*, New York, Harper and Row, 1959.

A. DOWNS, “An Economic Theory of Political Action in a Democracy”, *Journal of Political Economy*, vol. 65, avril 1957, p. 135-150.

A. DOWNS, « Théorie économique et théorie politique », *Revue française de science politique*, vol. XI, n° 2, 1961, p. 382-412.

M. OLSON, *Logique de l'action collective*, Paris, Economica, 1978.

W. RIKER, *The Theory of Political Coalition*, New Haven, Yale University Press, 1962.

G. TULLOCK, *Le marché politique*, Paris, Economica, 1978.

CHAPITRE 8

La théorie systémique

[Retour à la table des matières](#)

Jusqu'à présent, nous avons examiné des théories politiques partielles, des théories qui ne tentaient d'expliquer qu'un aspect du phénomène politique, soit l'action des groupes de pression, le rôle des élites politiques, le processus de la prise de décision, la stratégie des partis et des électeurs. Toutes ces théories avaient aussi une portée heuristique limitée, c'est-à-dire qu'elles étaient valables pour décrire et expliquer les relations de pouvoir dans les sociétés démocratiques occidentales, mais nous avons constaté qu'elles ne pouvaient pas s'appliquer de façon systématique à tous les types de système politique.

Easton estime que ces théories sont nécessaires mais insuffisantes pour qui veut construire une théorie générale du politique. Il critique aussi ses prédécesseurs parce qu'ils ne se préoccupaient pas assez du problème du changement. En effet, jusqu'au début des années 50, seuls les marxistes avaient élaboré un cadre conceptuel qui se proposait d'expliquer le changement politique et social. La théorie politique américaine était en retard sur le monde réel, car depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'ordre international était perturbé par des mouvements révolutionnaires et par le processus de la décolonisation qui modifiaient l'équilibre des forces.

Les spécialistes de la science politique avaient une vision statique de l'ordre social et ne disposaient pas des outils conceptuels pour comprendre ces nouveaux phénomènes. L'approche empirique se préoccupait essentiellement du repérage et de la description des faits, elle ne pouvait pas tenir compte de la dynamique sociale. Alors que l'histoire accélérait son rythme, il n'était plus possible de fonder les recherches politiques sur le postulat de la stabilité.

David Easton s'est donc proposé de construire une théorie politique qui corrigerait ces deux lacunes de l'analyse politique. Il a élaboré un système logique qui vise à intégrer toutes les variables et qui puisse représenter le fonctionnement de la vie politique. Son projet est de construire une théorie capable d'englober tous les phénomènes d'ordre politique et qui puisse se généraliser à toutes les sociétés.

8.1 Les principes de base

[Retour à la table des matières](#)

Sa problématique ne consiste pas à déterminer quel est le meilleur type de régime politique. Il ne cherche pas à démontrer que la démocratie américaine est ce qui se rapproche le plus de la démocratie idéale. Il ne se préoccupe pas non plus des institutions politiques, de la question de savoir qui a le pouvoir ou des processus de prises de décision, problèmes qui ont mobilisé l'attention des théoriciens que nous avons étudiés jusqu'à présent. Ce sont certes des questions importantes, mais somme toute secondaires et qui ne permettront jamais de déboucher sur la formulation d'une théorie générale comparable à celles qui existent dans les sciences de la nature ; ce qui est son objectif.

L'autre volet de la problématique d'Easton est de réussir à conceptualiser le changement en le présentant comme une condition de la stabilité. Il pense que le système politique, pour survivre, doit s'adapter aux changements qui surviennent dans l'environnement. Contrairement aux thèses défendues par les conservateurs, il fait du changement une condition du maintien de l'ordre. Il y a perturbation et instabilité lorsque le système n'arrive pas à s'adapter. Nous reviendrons plus loin sur cette problématique du changement et de la persistance.

Dans ce chapitre consacré à l'analyse systémique, nous examinons les concepts de base de cette théorie, la problématique de la persistance et enfin le fonctionnement du système politique.

8.2 Le concept de système

Le concept de système est né dans les sciences exactes où la théorie générale des systèmes fut présentée comme une tentative d'uniformisation de la démarche scientifique. On pensait que ce concept permettrait d'unifier toutes les sciences par un langage commun. La théorie générale des systèmes postule donc une analogie de fonctionnement entre tous les types de systèmes qu'ils soient physiques, biologiques ou sociaux.

Pour le fondateur de cette théorie, von Bertalanffy, le concept de système désigne un ensemble d'éléments qui sont en interaction. Pour sa part, Easton définit un système « comme un ensemble de variables, quel que soit le degré de relation entre elles ¹ ». L'application de ce concept à l'analyse des phénomènes politiques suppose quatre propositions complémentaires. On doit supposer :

¹ D. EASTON, *Analyse du système politique*, Paris, A. Colin, 1974, p. 23.

- a) qu'il y a des interactions politiques dans le système social qui constituent un système de comportement spécifique ;
- b) que ce système n'existe pas dans le vide, qu'il y a un environnement physique, biologique, social et psychologique ;
- c) que ce système de comportement est ouvert aux influences de l'environnement ;
- d) qu'il est capable de s'auto-réguler, de répondre aux pressions et de réagir aux conditions de l'environnement.

La vie politique peut ainsi se conceptualiser comme un processus où le système politique est capable d'intervenir positivement dans ses relations avec l'environnement, parce qu'il a la capacité de produire des solutions d'adaptation aux pressions de l'environnement et qu'à leur tour ces solutions réagissent sur l'environnement. Le concept d'équilibre systémique synthétise les échanges entre le système et son environnement ¹.

Ainsi, un système n'est pas une construction stable, car ce qui sous-tend l'idée de système, c'est le *principe de l'interdépendance* qui signifie que les éléments d'un système sont reliés entre eux et que lorsque la propriété d'un de ces éléments est modifiée, tous les autres éléments de même que l'ensemble du système sont aussi affectés. Le concept de système implique aussi que les éléments qui le composent tendent à être cohérents.

Ainsi, on peut observer que les changements dans les moyens de communication peuvent transformer les processus politiques, qu'il y a interdépendance entre la technologie et le processus politique. L'apparition d'une nouvelle technologie comme la télévision a modifié profondément le jeu politique et l'organisation des campagnes électorales en personnalisant le pouvoir, en concentrant l'attention sur les chefs au détriment de la personnalité du candidat local.

Le concept d'interdépendance peut se schématiser par le graphique suivant : voir page suivante.

L'analyse systémique distingue deux types d'environnement qui sont en interaction avec le système politique, soit l'environnement extrasociétal et l'environnement intrasociétal. Le concept d'environnement extrasociétal désigne tous les phénomènes physiques, biologiques, climatiques qui peuvent influencer un système particulier. Ce concept permet aussi de saisir ce qui se passe dans les autres sociétés, il est par exemple utilisé pour décrire les relations internationales.

¹ D. EASTON, *A Framework for Political Analysis*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1966, p. 25.

Le concept d'environnement intrasociétal désigne ce qui se passe à l'intérieur d'une société donnée, c'est-à-dire les interactions entre les phénomènes économiques, sociaux, idéologiques et politiques. Tous les autres systèmes qui s'y rattachent constituent donc l'environnement d'un système particulier.

8.3 Le concept de système politique

[Retour à la table des matières](#)

Le problème inhérent à la construction de toute théorie générale consiste à définir la spécificité de l'objet d'analyse, à identifier en l'occurrence les frontières du politique. L'analyse systémique suppose que le politique est un objet qui se distingue par sa nature des autres types de phénomènes sociaux. Tout système se définira donc par la fonction qui lui est propre. Dès lors, un système politique se définit comme un type particulier d'interaction lié à d'autres types d'interaction :

Un système politique peut être défini comme l'ensemble des interactions par lesquelles des objets de valeur sont répartis par voie d'autorité dans une société ¹.

La propriété essentielle du politique est d'être le mécanisme muni de l'autorité pour répartir les ressources et les valeurs dans une société réalisant ainsi l'harmonisation des intérêts divers et contradictoires.

¹ D. EASTON, *Analyse du système politique*, Paris, A. Colin, 1974, p. 23.

Trois concepts sous-tendent cette définition.

D'abord, le concept de « policy ». Ce concept désigne la décision ou l'ensemble de décisions et d'actions par lesquelles les objets de valeur sont répartis de sorte que des biens sont alloués à certains et refusés à d'autres. Easton postule que tout processus d'allocation se fait dans un contexte de rareté des biens et qu'il y a concurrence pour leur appropriation. Dès lors, pour que le système de répartition puisse survivre, il faut qu'il y ait dans toute société des normes et des règles qui maximisent la satisfaction des uns et minimisent l'insatisfaction des autres. Selon Easton, cette logique s'applique à tous les modes de répartition quels que soient leurs formes, leurs structures, leurs objectifs, leur idéologie, etc. Elle serait par conséquent universelle.

Mais tous les mécanismes sociaux effectuent d'une façon quelconque une redistribution des valeurs. Dès lors, qu'est-ce qui distingue les phénomènes politiques des autres ? Ce qui caractérise le politique, sa propriété spécifique, ce n'est pas de distribuer des objets de valeur, mais c'est plutôt de les répartir de façon autoritaire, c'est-à-dire que les décisions politiques doivent être acceptées comme obligatoires¹. C'est donc le concept d'autorité qui caractérise le politique ; on considère qu'une décision est politique lorsque ceux qui en font l'objet sont obligés de s'y conformer :

L'autorité est la relation spéciale de pouvoir basée sur l'attente que si A envoie à B un message – qu'il s'agisse d'un souhait, d'une suggestion, d'un règlement, d'une loi, d'un commandement, d'un ordre, etc. –, B l'adoptera comme la prémisse de son propre comportement².

Un troisième concept va préciser davantage le sens du politique chez Easton, c'est celui de société. L'analyse politique ne doit pas porter sur toutes les décisions où le facteur d'autorité intervient, elle ne s'occupe pas, par exemple, des rapports familiaux, la nature particulière de l'acte politique est de décider de façon autoritaire de la répartition des valeurs *pour toute la société*³. L'analyse politique doit se limiter aux décisions qui affectent l'ensemble de la société, car celle-ci est l'unité sociale la plus inclusive. Les activités politiques sont un type particulier d'interactions parmi les autres types d'interactions qui forment le système social. C'est cette spécificité fonctionnelle qui définit la ligne de démarcation entre le système politique et son environnement.

Easton délimite le champ de la science politique en proposant quatre critères qui se trouvent dans toutes les sociétés et qui délimitent les frontières propres du système politique par rapport aux autres systèmes sociaux. Il suppose que, dans toutes les sociétés, il y a :

¹ D. EASTON, *The Political System*, New York, A.A. Knopf, 1953, p. 13.

² D. EASTON, *Analyse du système politique*, Paris, A. Colin, 1974, p. 195.

³ D. EASTON, *The Political System*, New York, A.A. Knopf, 1953, p. 134.

- a) des rôles et des activités politiques distinctes ;
- b) un groupe distinct qui assume les rôles politiques ;
- c) une hiérarchie propre au sein de ce groupe ;
- d) des critères distincts de sélection du personnel politique ¹.

Ainsi, ces caractéristiques limitent le champ de la recherche politique et consacrent l'autonomie fonctionnelle du système politique. L'analyse systémique situe donc dans l'environnement du système politique tous les phénomènes qui n'ont pas trait à l'allocation autoritaire des ressources pour l'ensemble de la société comme la famille, l'école, la culture, etc.

8.4 Le concept de persistance

[Retour à la table des matières](#)

Ce qui préoccupe Easton, c'est la découverte du principe qui fonde la vie politique, c'est la formulation d'une loi générale qui soit applicable à tous les systèmes politiques à travers le temps et à travers l'espace. Il expose en ces termes la problématique qui doit permettre de découvrir les fondements de la vie politique :

Les perspectives d'une analyse de la vie politique en termes de systèmes nous obligent à nous interroger sur une question du type suivant : Comment un système politique quelconque peut-il persister dans un monde soit stable, soit en changement. C'est une question comparable à celle qui consiste à se demander en ce qui concerne la vie biologique comment des êtres humains parviennent-ils à vivre ? Ou encore, quels processus doivent être préservés si une vie quelconque doit subsister, spécialement lorsque l'environnement peut par moments être extrêmement hostile ².

La problématique de l'analyse systémique est empruntée à la biologie et vise à identifier les processus indispensables à la survie du système politique. Il faut toutefois remarquer que le problème de la persistance chez Easton s'applique à la fonction du système politique dans la société et non pas aux diverses composantes des systèmes politiques concrets qui, elles, peuvent être soumises au changement.

Easton distingue trois composantes qui se trouvent dans tous les systèmes politiques, à savoir les autorités, le régime politique et la communauté politique.

¹ Voir *A Framework for Political Analysis*, p. 69.

² D. EASTON, *Analyse du système politique*, Paris, A. Colin, 1974, p. 16.

Les autorités, ce sont les personnes « qui ont comme première responsabilité de s'occuper de la routine quotidienne du système politique ¹ ». Cette définition implique que les activités politiques doivent être spécialisées et qu'il y a en conséquence division du travail politique.

Le régime est la deuxième composante du système politique. Ce concept désigne les règles du jeu ou l'ordre constitutionnel. Ce sont les structures politiques officielles par lesquelles les décisions se prennent.

Enfin, la communauté politique désigne l'ensemble des personnes qui participent à la division du travail politique. C'est en quelque sorte un sentiment d'appartenance à un groupe, c'est l'ensemble des personnes avec qui l'on croit possible de travailler et de participer à partir d'une base commune. La communauté politique ne se restreint pas nécessairement à la communauté nationale, elle peut englober plusieurs communautés culturelles comme dans le cas des systèmes fédéraux. Ce sont en fait les structures politiques qui la définissent. Dans tout système politique, nous dit Easton, « il doit y avoir quelque ciment qui en assure la cohésion – un sentiment plus ou moins conscient d'une communauté entre les membres ² ».

Après avoir défini les composantes essentielles de tout système politique, nous pouvons maintenant aborder le problème de la persistance. Easton réserve le concept de persistance à la fonction spécifique du système politique qui est l'allocation autoritaire des objets de valeur. Tant et aussi longtemps que le système politique peut accomplir cette fonction, il y a persistance, c'est-à-dire maintien des frontières entre le système politique et son environnement :

L'expression persistance du système d'un autre côté est réservée avec autant de soin à la *société* et à *son* aptitude à fournir les procédés par lesquels des décisions politiques peuvent être prises, quel que soit, pour le moment, le type d'autorité, de régime ou de communauté politique ³.

Ainsi, le problème de la persistance ne s'applique pas aux composantes du système politique mais seulement à la fonction du système politique. En d'autres termes, tant qu'il y a société, tant qu'il y a des interactions entre les hommes, il y a persistance du politique.

Dès lors, la vie politique n'est pas stable, ce qui est stable, c'est la fonction spécifique du système politique. Cela signifie simplement que la nature autoritaire des rapports sociaux ne peut changer. Ce qui change, ce sont les processus par

¹ D. EASTON et J. DENNIS, *Children in the Political System*, New York, McGraw Hill, 1969, p. 60.

² D. EASTON, *Analyse du système politique*, Paris, A. Colin, 1974, p. 165.

³ *Ibid.*, p. 472.

lesquels cette fonction d'allocation s'exerce. « L'idée de persistance du système est orientée vers l'exploration du changement aussi bien que de la stabilité qui peuvent être interprétés comme des voies alternatives pour venir à bout des tensions ¹. »

L'analyse systémique n'est pas une théorie de la stabilité, mais plutôt une théorie du changement stabilisateur, c'est-à-dire qu'elle définit le changement comme une condition nécessaire de la persistance de la fonction allocative du système politique. Une société assure sa continuité, survit aux perturbations, aux menaces de l'environnement dans la mesure où elle réussit à résorber les tensions par ses prises de décision ou, le cas échéant, en changeant ses autorités, son régime politique et, ce qui est plus rare, la nature de la communauté politique.

On peut illustrer le fait que le changement est souvent la condition de la stabilité du système politique par l'analyse des effets de la politique linguistique adoptée par le gouvernement du Québec en 1977 (loi 101).

La modernisation de la société québécoise au début des années 60, caractérisée par le développement de l'État, par l'élévation du niveau de scolarisation, la montée d'une nouvelle classe sociale, la petite bourgeoisie technocratique, l'amélioration du niveau de vie, a provoqué une contestation du système politique canadien et une crise de légitimité de l'État canadien. Les francophones n'acceptaient plus d'être des citoyens de seconde zone et revendiquaient l'égalité politique et linguistique. L'État canadien pour résorber cette crise d'appartenance adopta une politique des langues officielles et favorisa l'entrée d'un plus grand nombre de francophones dans la fonction publique fédérale. Mais ces mesures n'avaient qu'une portée limitée aux institutions fédérales, elles ne pouvaient pas modifier la place des francophones dans la structure du pouvoir économique de sorte que le nationalisme québécois continua à progresser et porta le Parti québécois au pouvoir en 1976, ce parti exigeait alors une modification du statut politique du Québec et voulait réaliser la souveraineté du Québec.

Le PQ, conséquent avec son idéologie nationaliste, s'empessa d'adopter une politique linguistique qui faisait du français la langue du travail, les entreprises étant obligées dans un délai raisonnable de franciser leurs cadres. Cette mesure ainsi qu'une série de réformes sociales-démocrates favorisèrent l'entrée des francophones dans le secteur privé, leur permettant ainsi de réaliser leurs aspirations à la mobilité sociale. Ces changements socio-économiques firent baisser la tension sociale et affaiblirent l'exigence d'un nouveau statut politique pour le Québec puisque les compétences provinciales en matière linguistique permettaient de légiférer pour assurer la promotion du statut économique des francophones. Un changement partiel avait suffi à enrayer la nécessité d'un changement dans le système politique lui-même. Ainsi, les Québécois, rassurés sur leur existence collective, mieux protégés par une politique linguistique, sentaient

¹ D. EASTON, *A Framework for Political Analysis*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1966, p. 88.

moins le besoin de la souveraineté politique et votèrent non au référendum de 1980. Il va de soi que la politique linguistique du PQ n'est pas la seule raison de ce choix paradoxal, mais cet exemple montre comment le régime politique peut répondre aux crises et retrouver un relatif équilibre après une période de forte perturbation. On pourrait faire la même démonstration avec la lutte des femmes pour l'égalité juridique et économique et l'adoption des politiques de discrimination positive qui ont permis une intégration partielle des femmes aux structures de pouvoir, ce qui a atténué par le fait même l'intensité des revendications féministes. Le changement est donc une condition de la stabilité du système.

8.5 Le fonctionnement du système politique

[Retour à la table des matières](#)

Ainsi, l'objectif de l'analyse systémique est de déterminer quels sont les processus qui doivent se maintenir pour que le système politique persiste comme organe régulateur de la société. La vie politique dans la théorie d'Easton est représentée comme un appareil de réception et de transmission dont le fonctionnement permet de contrôler les interactions sociales. Easton emprunte ses concepts à la cybernétique pour décrire les échanges entre l'environnement et le système politique. Les concepts d'input, d'output, de flow, de conversion et de feedback servent à synthétiser les opérations du système politique qui doit remplir deux fonctions spécialisées, à savoir faire l'allocation des valeurs pour la société et faire accepter ses décisions comme obligatoires.

L'objet de l'analyse politique est donc de saisir les interactions entre le centre de décisions et l'environnement, interactions par lesquelles s'exerce l'arbitrage entre les exigences de plusieurs groupes en concurrence dans la société. Cette logique suppose qu'il y ait effectivement plusieurs groupes sociaux différenciés qui soient capables de diriger leurs exigences vers un centre de décisions où se concentre le pouvoir de convertir les exigences en décisions.

Les concepts d'input et d'output désignent les deux principales variables sommaires de l'analyse systémique. Le concept d'input sert à résumer les pressions qui viennent de l'environnement et qui suscitent une réaction dans le système politique :

Les inputs rassemblent et transmettent les perturbations et les changements qui se produisent dans l'environnement. Par là, ils servent d'outil conceptuel permettant de simplifier notre compréhension de la façon dont ces activités paramétriques sont transmises aux diverses parties du système ¹.

¹ D. EASTON, *Analyse du système politique*, Paris, A. Colin, 1974, p. 325.

La variable sommaire output désigne les effets qu'un système produit sur un autre système ou sur l'ensemble des systèmes de l'environnement.

Les outputs servent à désigner par un concept la façon dont le système agit en retour sur l'environnement et indirectement par conséquent sur lui-même en modifiant, par moments, les inputs successifs de soutiens et d'exigences ¹.

Enfin, les inputs et les outputs sont interdépendants et s'affectent mutuellement. Ils sont reliés par un effet de rétroaction. Cette conceptualisation suppose qu'il y a transparence entre les diverses instances de la réalité sociale, que le système politique est ouvert, qu'il peut s'ajuster de lui-même aux changements qui se produisent dans l'environnement et que les différents systèmes de l'environnement sont eux-mêmes ouverts aux changements qui résultent des décisions du système politique.

8.6 Les inputs

[Retour à la table des matières](#)

Le concept d'input permet à l'analyste de simplifier la complexité des phénomènes et de concentrer l'attention sur ceux qui peuvent conduire à une situation de tensions pour les diverses composantes qui forment le système politique. Easton propose de réduire les influences ou les pressions de l'environnement à deux types d'inputs particulièrement significatifs pour la persistance du système politique : ce sont les exigences et les soutiens. Dans la logique systémique, le concept d'exigence représente la variable clé de la problématique de la persistance, car ce sont les exigences qui sont sources de stress ou de tensions pour le fonctionnement du système politique. Le concept de soutien, quant à lui, sert à expliquer comment ce stress est régularisé positivement ou négativement par le système politique.

¹ *Ibid.*, p. 325.

Les exigences. Easton définit l'exigence comme « l'expression de l'opinion qu'une attribution dotée d'autorité concernant un domaine particulier, doit ou ne doit pas être faite par ceux qui en sont chargés ¹ ». C'est l'ensemble des informations qui sont dirigées vers le centre de décisions. Ce concept implique que toute société viable nécessite une division du travail politique, une séparation ou une frontière entre le lieu où s'élabore une exigence et le lieu où se prend la décision qui répond à cette exigence. Le fonctionnement du système politique suppose donc un centre de décision vers lequel convergent les revendications générées par les activités de l'environnement intra et extrasociétal.

Easton distingue six catégories de phénomènes qui doivent être différenciés des exigences proprement dites. Ce sont les attentes, l'opinion publique, les motivations, les idéologies, les intérêts et les préférences. Ces phénomènes sont en quelque sorte préalables aux exigences, ils forment l'infrastructure des exigences et ils sont pertinents pour l'analyse politique dans la mesure où ils influencent la formation d'une exigence significative pour le système politique. Ces phénomènes se regroupent sous la catégorie des désirs. Ces jalons conceptuels étant posés, on peut maintenant examiner le processus de formation d'une exigence.

Une exigence se forme lorsque le produit d'un ou de plusieurs sous-systèmes intrasociétaux provoque l'insatisfaction de certaines personnes ou de certains groupes. Ce sont les décalages, les tensions et les conflits dans les systèmes de l'environnement qui font apparaître une exigence d'intervention de la part du système politique. On fait alors appel au système politique pour qu'il intervienne comme mécanisme de correction ou de régulation. Cette nécessité d'intervention se justifie par le fait qu'il y a diversité d'intérêts, d'attentes, etc., qu'il n'y a pas de consensus sur ce qui va et sur ce qui ne va pas. Il doit donc y avoir arbitrage entre les groupes en interaction dans l'environnement.

Mais, tous les désirs ou tous les besoins ne se transforment pas nécessairement en exigences et toutes les exigences ne sont pas nécessairement pertinentes pour le fonctionnement du système politique. Il y a des processus de filtrage qui effectuent d'abord la sélection et la conversion des désirs en exigences. Ce sont les éclusiers culturels :

Chaque système contient pour le moins des limites préétablies sous forme de normes qui découragent les éclusiers de chercher une solution politique à tous les mécontentements, intérêts ou désirs... L'effet des normes culturelles dans la vie politique est d'imposer des limites au volume et à la nature des désirs qui cherchent à pénétrer dans le système en tant qu'exigences [...] l'effet net des normes culturelles doit tendre à réduire le nombre et modifier le contenu des désirs qui, sans cela, seraient politisés ².

¹ *Ibid.*, p. 38.

² *Ibid.*, p. 96, 98, 101.

Le système politique ne peut satisfaire en même temps tous les besoins qui se forment dans l'environnement parce que le temps et les ressources dont il dispose sont limités et ne lui permettent pas de répondre positivement à toutes les revendications. Les normes culturelles agissent comme tabou et servent donc à refouler l'expression des besoins, à réduire la quantité et l'intensité des pressions exercées sur le centre de décisions, car la logique de fonctionnement du système repose sur les principes de la rareté des richesses et de la concurrence pour leur appropriation. La répression des désirs et des besoins est donc un processus fonctionnel pour la persistance du système politique. Elle résulte de la socialisation politique.

Il n'y a pas que les normes culturelles qui servent de mécanismes de sélection et de conversion des besoins en exigences, il y a aussi, nous dit Easton, dans tout système politique des barrages institutionnels qui régularisent le flot des exigences dirigées vers les canaux d'accès au centre de décisions. « Peu de systèmes peuvent survivre si toutes les exigences brutes se dirigent directement sans modification vers les autorités, vers les points d'output. » La structure politique de chaque système effectue ce second filtrage. En règle générale, les partis politiques, les groupes de pression, les leaders, les mass media et les législateurs exercent la fonction d'éclusiers. Ces mécanismes structurels ont pour fonction de collecter, de sélectionner, de réduire les exigences et de les communiquer aux responsables de la prise de décision. Leur rôle est de maintenir un équilibre entre, d'une part, le volume et la nature des exigences et, d'autre part, la capacité culturelle et structurelle du système politique de les absorber et de les transformer en décisions obligatoires. La fonction de sélection des éclusiers s'opère de différentes façons : soit par l'élimination de l'exigence, soit par le regroupement d'exigences de même nature qui reviennent fréquemment, soit par la combinaison d'exigences qui sont différentes mais compatibles.

La lutte contre la pollution peut illustrer ce processus de formation d'une exigence ou de politisation d'un besoin. Avant la Seconde Guerre mondiale, la pollution n'était pas perçue comme un problème collectif menaçant la qualité de la vie. Elle n'était pas objet de débat public et ne préoccupait pas les autorités politiques. Cette question n'intéressait qu'un groupe restreint de spécialistes. Ce phénomène résultant de l'interaction entre le système économique et le système écologique n'était pas pertinent pour les autorités politiques. Ce problème objectif ne deviendra une exigence pour le système politique que dans la mesure où des groupes se formeront pour formuler des revendications et obliger le système politique à adopter des normes réglementant l'activité des entreprises polluantes. Mais avant d'aboutir, ces revendications devront être politisées, c'est-à-dire prises en charge par les leaders d'opinion et les partis politiques qui en feront un objet de décision. Mais les décisions prises n'élimineront pas toutes les sources polluantes, elles chercheront à concilier les exigences de qualité de l'air et de l'eau avec les exigences des entreprises qui, pour maintenir leur taux de profit, veulent minimiser

les investissements consacrés à la dépollution. La correction du déséquilibre entre le système économique et le système écologique ne se fera donc que de façon partielle et progressive afin de réduire la pression des écologistes tout en préservant le soutien des entrepreneurs ou des travailleurs aux autorités politiques. Celles-ci chercheront donc à maintenir un équilibre entre le niveau des exigences et le niveau des soutiens.

8.7 Les soutiens

[Retour à la table des matières](#)

Le concept de soutien décrit le degré de solidarité exprimé de façon active ou passive, positive ou négative à l'endroit des objets du système politique par les groupes de l'environnement : « Par le concept de soutien, nous définissons seulement les sentiments de confiance ou d'affection et les sentiments contraires qu'une personne peut manifester envers les objets politiques¹. » Lorsque les soutiens se manifestent sous la forme d'une action, on les appellera des soutiens visibles comme payer ses impôts, se joindre à l'armée ou encore émigrer qui est une manifestation de soutien négatif. Cette variable regroupe tous les comportements observables et mesurables. Le concept de soutien tacite désigne le niveau qualitatif du comportement ou l'état d'esprit qui anime le comportement comme la loyauté, le sens du devoir, le patriotisme. Les soutiens sont indispensables au fonctionnement du système politique qui ne peut remplir adéquatement sa fonction allocative que si les personnes et les groupes qui composent la société acceptent sa légitimité.

¹ D. EASTON et J. DENNIS, *op. cit.*, p. 57.

Les soutiens interviennent de deux façons dans le fonctionnement du système politique. D'abord, les soutiens sont en interaction avec les exigences, ils interviennent dans le processus de conversion des besoins en exigences et permettent à certaines d'entre elles de franchir les barrières qui gardent l'entrée du centre de décision. Ils conditionnent en quelque sorte la régulation du flot des exigences. En deuxième lieu, les soutiens peuvent aussi constituer une source de stress pour le système politique, car si aucun soutien ou aucune ressource n'est accordée aux autorités, celles-ci ne pourront pas transformer les exigences en décisions.

J'avais émis l'hypothèse que la persistance d'un système politique dépend non seulement d'une régulation correcte de l'influx des exigences mais d'une seconde condition majeure, le maintien d'un niveau minimal d'attachement à chacun des trois objets politiques identifiés ¹.

Easton explique ainsi qu'un système politique peut réussir à se maintenir même lorsqu'il y a des tensions créées par une surcharge d'exigences. Easton identifie deux sources de soutien, soit la prise de décisions et le processus de socialisation.

La production d'outputs ou de décisions entraîne des réactions de satisfaction ou de mécontentement de la part des membres du système dont l'attachement ou la loyauté envers le système s'accroît ou diminue selon que les décisions favorisent ou défavorisent les exigences d'un groupe. C'est le soutien spécifique.

Mais si la conversion des exigences en output accroît le soutien des uns, elle suscite en même temps le mécontentement ou la frustration des autres. Il doit donc y avoir dans tout système des mécanismes de compensation qui font accepter aux membres déçus par le processus d'allocation leur inclusion dans un système qui ne répond pas à leurs exigences et qui ainsi contribue à réduire l'intensité des conflits. Ce phénomène est représenté par le concept de soutien diffus.

Le soutien diffus exprime l'attachement au système politique en soi et non pour soi. Il se traduit par la croyance à la légitimité du régime et des autorités et par le degré d'identification des membres à la communauté politique. Ces mécanismes permettent au membre de continuer à participer à la vie politique même s'il est en désaccord avec les décisions. C'est en quelque sorte un consensus actif ou passif sur l'appartenance au système politique et qui résulte du processus de socialisation dont la fonction est de justifier la façon dont le pouvoir est organisé, réparti et utilisé afin que les membres qui participent au processus politique acceptent les décisions comme obligatoires même lorsqu'elles ne leur profitent pas directement.

Easton identifie trois sources génératrices de soutien diffus l'idéologie, les structures politiques et le charisme des autorités. Normalement, c'est-à-dire lorsque

¹ D. EASTON, *Analyse du système politique*, p. 208.

les processus de socialisation fonctionnent, ces trois sources sont suffisantes pour assurer la persistance du système politique. Il estime que la culture politique produit des effets inhibants qui amènent l'individu à auto-censurer les demandes qu'il peut adresser au système politique qui se trouve ainsi soulagé des pressions auxquelles il ne pourrait pas répondre.

Easton a consacré un ouvrage et quelques articles à la question de la socialisation. Il définit la socialisation comme étant un processus d'apprentissage par lequel « les individus acquièrent des dispositions et des modèles de conduites politiques ¹. » Les principaux agents de socialisation sont la famille, l'école, l'église, la télévision, etc., qui ont pour fonction d'inculquer des valeurs. L'influence de ces agents varie selon les périodes de la vie. Dans les premières années, la famille a une influence décisive ; le rapport au chef de famille se répercutera par exemple sur tous les autres comportements et se fera sentir tout au long de la vie, modelant même les rapports aux autorités politiques.

La culture politique est donc la somme des valeurs transmises par le processus de socialisation qui tend à faire accepter le système politique et à assurer sa reproduction. Le concept de culture politique a d'abord été développé par Almond et Verba dans *The Civic Culture : Political Attitudes and Democracy in Five Nations*, Boston, Little Brown, 1963. Par la suite, ce concept sera repris et appliqué dans de nombreuses études empiriques.

Dans le modèle d'Easton, la socialisation politique occupe donc une place importante, elle est présentée comme un « régulateur de la conversion des désirs ». Toutefois si la culture politique transmise par la socialisation, si les structures politiques et le charisme des chefs ne réussissent pas à endiguer les pressions de l'environnement, le système politique a toujours à sa disposition une dernière ressource : le recours à la force.

Ainsi, même lorsque le niveau du réservoir des soutiens est bas, le système politique peut survivre soit parce que le niveau d'apathie ou d'indifférence est élevé, soit encore parce que les autorités utilisent des mesures coercitives pour paralyser l'action des membres hostiles.

L'input des soutiens agit de deux façons sur le fonctionnement du système politique. Le soutien comme effet de rétroaction retransmet cet effet au système politique, d'abord, en modifiant l'importance quantitative et qualitative du flot des exigences et, ensuite, en déterminant le niveau des ressources à la disposition des autorités.

Le soutien est donc un mécanisme de régulation des exigences. Ainsi, lorsque les autorités produisent une décision qui répond à une exigence d'un groupe, il en

¹ *Children in Political System*, New York, McGraw Hill, 1969.

résulte un accroissement de la loyauté de ce groupe envers les autorités et le régime. On peut dès lors supposer qu'à la suite d'une réponse positive, l'intensité de la pression de ce groupe diminuera, qu'il se retirera provisoirement de la compétition pour faire accepter son exigence. Ainsi, le centre de décision aura une plus grande marge de manœuvre pour prendre en charge d'autres exigences pertinentes et réaliser une nouvelle allocation de ressources.

8.8 Les exigences et les soutiens comme sources de stress

[Retour à la table des matières](#)

Les exigences et les soutiens peuvent perturber le fonctionnement du système politique. Une situation de stress apparaît lorsque le système politique éprouve des difficultés à remplir l'une des deux fonctions qui lui sont essentielles, c'est-à-dire effectuer l'allocation des ressources pour la société et être capable de la faire accepter comme obligatoire.

Le stress provoqué par les exigences affecte principalement la capacité de faire l'allocation des ressources : « Le stress éprouvé par les systèmes politiques est fonction de l'interrelation entre le volume et le contenu des exigences d'une part, et des réactions qu'un système a à sa disposition pour faire face à ces exigences et les traiter de l'autre ¹. » Le système politique est soumis à un stress lorsqu'il y a un surplus d'exigences par rapport aux ressources disponibles pour y répondre. « Si un système avait tout le temps nécessaire pour faire face à un volume accru ou à un contenu coûteux en temps, il n'y aurait que peu de raisons pour qu'une surcharge se manifeste ² »

La fonction du stress est d'agir comme signal d'alarme, il indique aux autorités qu'elles doivent corriger l'orientation des décisions en fonction du développement des rapports entre les groupes de l'environnement pour que se rétablisse l'équilibre entre les groupes en compétition. (Les gouvernements utilisent les sondages d'opinion pour évaluer les effets de leurs décisions sur les électeurs.)

Les tensions perturbatrices que peut subir un système politique ne résultent pas uniquement d'une surcharge d'exigences, une baisse du réservoir des soutiens peut aussi les provoquer. Toutefois, le déclin des soutiens n'est pas une condition suffisante pour mettre en danger la persistance du système politique. Il est en effet inévitable que dans tout système politique, certains groupes manifestent leur insatisfaction envers les autorités, le régime ou la communauté, « car, explique Easton, les clivages entre les collectivités et la défaillance des outputs qui les

¹ D. EASTON, *Analyse du système politique*, Paris, A. Colin, 1974, p. 68.

² *Ibid.*, p. 66.

accompagnent ne peuvent être entièrement évités ¹ ». Dans toute société, il y a toujours une part de soutien négatif qui se manifeste et qui reflète l'inégalité de pouvoir. Dès lors, la valeur des soutiens est elle-même inégale. Tous les membres n'ont pas la même importance pour le fonctionnement du système politique. Toutefois, la baisse des soutiens ne doit pas franchir un certain seuil critique.

Dans la logique systémique, la détermination de ce seuil critique est fonction du degré de soutien de la part des « membres qui comptent politiquement ». En d'autres termes, l'érosion des soutiens deviendra significative pour la survie des composantes du système politique lorsqu'elle affectera les groupes dominants de la société ou certaines minorités actives :

L'érosion du soutien peut donc se produire par un réseau complexe de rapports entre les élites plutôt que par suite d'un retrait individuel et direct du soutien de la part des membres. Nous voyons ainsi une fois de plus que le soutien de tous les membres n'est pas obligatoirement nécessaire à la persistance ou au changement d'un objet politique ².

L'importance relative des soutiens est donc fixée par la nature des clivages entre les groupes de la société ou par la place occupée dans la hiérarchie sociale. Lorsque le réservoir des soutiens atteint le seuil critique, le fonctionnement du système politique est fortement perturbé, car les autorités ne peuvent plus remplir leur fonction d'allocation, n'ayant plus de ressources à leur disposition. Il en résulte une détérioration et un blocage des mécanismes d'échanges entre le système politique et son environnement. Un changement d'autorités, de régime ou, plus rarement, de communauté politique peut corriger cette situation de crise. Mais le plus souvent, le système politique survit à ces perturbations en ajustant ses décisions allocatives avant d'atteindre le seuil critique, il corrige le tir et produit des décisions plus conformes aux exigences de l'environnement.

8.9 La production des outputs et la boucle de rétroaction

[Retour à la table des matières](#)

Dans le modèle systémique, le système politique est dynamique, c'est-à-dire que les autorités politiques ont la capacité de prendre des décisions positives ou négatives pour répondre aux sollicitations de l'environnement. Il peut ainsi survivre aux perturbations provoquées par les exigences et les soutiens : « la persistance [...] est étroitement liée à la capacité d'un système politique, en tant que système ouvert, se réglant lui-même, et fixant ses propres objectifs, de se

¹ *Ibid.*, p. 233.

² *Ibid.*, p. 216.

transformer ¹ ». Ainsi, le concept d'output sert à décrire les mécanismes par lesquels le système politique agit pour modifier ses rapports avec l'environnement et contrer les effets des stress résultant de la pression combinée des exigences et des soutiens. Tout comme le concept d'input représentait l'influence de l'environnement sur le système politique, le concept d'output désigne l'influence du système politique sur l'environnement.

Afin de décrire cette capacité « allocative », Easton distingue deux types différents d'outputs que les autorités politiques peuvent produire pour régulariser le niveau des soutiens spécifiques, soit les outputs obligatoires et les outputs connexes. Dans le premier cas, il s'agit des décisions, des lois, des décrets ou des règlements qui entraînent des actions obligatoires. Il peut s'agir de ressources matérielles comme les subventions aux entreprises, les allocations aux chômeurs, les pensions de vieillesse, les routes, les hôpitaux, les écoles, ou encore de récompenses psychologiques telles que l'ordre public, la défense nationale, la sécurité, etc. Dans le deuxième cas, il s'agit des déclarations, engagements ou justifications (idéologie) qui procurent ou laissent espérer des avantages à certains membres du système (la corruption et le favoritisme entrent dans cette catégorie de phénomènes qui servent à mobiliser le soutien spécifique).

On constate souvent que le simple fait d'annoncer qu'une action sera entreprise suffit à réduire les tensions et à enrayer le déclin des soutiens. Devant un problème pour lequel les ressources ne sont pas immédiatement disponibles, les autorités ont aussi recours à des mesures dilatoires comme la création de commissions d'enquête afin d'apaiser le mécontentement. L'utilisation de cette tactique n'est efficace que dans la mesure où on l'emploie avec parcimonie. Le temps est souvent considéré comme une ressource vitale pour le maintien des autorités qui cherchent à obtenir des délais en sachant qu'une fois la crise passée, l'intensité de la revendication s'atténuera. Le temps efface ou arrange bien les choses.

Il peut aussi se produire des décalages ou des blocages entre la décision et son exécution, car la mise en œuvre d'une politique exige l'intervention de plusieurs exécutants comme la bureaucratie. C'est avec raison que Gérard Bergeron distingue, dans *Le fonctionnement de l'État*, deux niveaux, à savoir celui de la décision proprement dite qui relève de l'action législative et gouvernementale et celui de l'exécution qui relève de l'administration et de la justice ².

Ce dernier niveau effectue la connexion entre le centre de décision et l'environnement et peut modifier en cours de transmission la portée et l'application de la décision.

¹ 24. *Ibid.*, p. 449.

² G. BERGERON, *Le fonctionnement de l'État*, Paris, A. Colin, 1965, p. 197-199.

Il peut arriver que ce processus d'allocation ne réussisse pas à enrayer le déclin des soutiens, que la production des outputs échoue dans sa fonction de persuasion et que le système ne puisse générer un soutien efficace pour continuer à fonctionner normalement, c'est-à-dire faire accepter ses décisions comme obligatoires : « en dernier ressort, nous dit Easton, un ensemble d'autorités peut provoquer le soutien minimal dont il a besoin par l'usage de la coercition et de la violence ¹ ».

Mais la production des outputs n'est pas en soi une condition suffisante pour assurer le fonctionnement dynamique du système politique ; cette fonction doit être complétée par la fonction de rétroaction. En d'autres termes, un système doit de plus disposer de moyens qui lui permettront de connaître les réactions provoquées par ses décisions et ses actions. L'information est primordiale pour la production même des outputs, car elle permet aux autorités d'évaluer leur efficacité quant à la réduction des stress et de corriger les erreurs s'il y a lieu, de réorienter la production des outputs afin de les ajuster aux changements de l'environnement.

À strictement parler, et selon l'usage habituel, le terme rétroaction s'applique uniquement à l'information. C'est sur la base de l'information revenant aux responsables des décisions que ceux-ci sont en mesure de régler ou de corriger leur comportement ².

Tout système pour exercer efficacement sa fonction devrait être en mesure d'ajuster ses conduites futures sur ses performances passées afin de réaliser une correspondance approximative entre les inputs et les outputs. Les autorités doivent donc être capables de percevoir correctement les effets que les outputs produisent sur l'environnement si elles veulent satisfaire les exigences, stimuler les soutiens et assurer le bon fonctionnement du système politique. Les sondages d'opinion sont utilisés à cette fin.

Les autorités peuvent même chercher à anticiper, à connaître d'avance les réactions des acteurs sociaux à une éventuelle décision afin de produire un output qui aura le maximum d'effets positifs. Pour ce faire, les autorités peuvent lancer des ballons d'essai (comme la publication de livres blancs) ou encore convoquer des réunions (sommets) de concertation. Ces rencontres et consultations préalables à la prise de décision permettent aux détenteurs du pouvoir de s'informer des réactions des divers groupes à leurs projets de décision et de les modifier pour les rendre plus acceptables ou d'écarter les décisions qui susciteraient trop de résistance.

La rétroaction est donc un processus informatif qui rend compte du retour vers les autorités des informations sur les conséquences de leurs décisions. Ce

¹ *Ibid.*, p. 385.

² *Ibid.*, p. 344.

processus permet aux autorités d'évaluer s'il y a lieu la distorsion entre l'objectif visé par la décision et le résultat réel obtenu, de modifier si nécessaire le processus allocatif et ainsi de contrer les stress inhérents au déclin des soutiens. Il assure l'autoguidage et l'autorégulation du système politique. Le processus de « feedback » permet aux autorités de contrôler les relations entre le système politique et son environnement.

8.10 Résumé et critique

[Retour à la table des matières](#)

Comme toutes les autres théories, l'analyse systémique connaît des limites. La première renvoie au concept même de système politique et plus particulièrement à l'étendue de son application. On peut par exemple s'opposer à cette définition qui caractérise le système politique par l'allocation autoritaire des valeurs pour la société, en observant que la décision d'augmenter le prix d'un bien de consommation comme le pétrole est une décision qui affecte l'ensemble de la société, directement ou indirectement, et que cette décision échappe au processus politique. Il y a aussi des décisions et des actions qui sont entreprises au nom de la société, mais qui n'affectent pas l'ensemble de la société en ce sens où leur caractère obligatoire n'est effectif et réel que pour un segment particulier de cette société comme c'est le cas pour la politique raciale de l'apartheid en Afrique du Sud. Enfin, Easton n'est pas très explicite quant à l'origine de la fonction spécifique du système politique. Pourquoi n'y aurait-il pas aussi interaction entre le système social et le système politique en ce qui concerne la nature même du politique ? Easton n'explique pas pourquoi le système politique se caractérise par l'allocation *autoritaire* des valeurs. C'est là une des limites fondamentales de l'analyse systémique qui exclut du champ de la connaissance sociale *la causalité des fonctions* et qui admet les formes dominantes des phénomènes sociaux comme critère de différenciation des champs d'analyse.

La seconde limite est d'un autre ordre. Pourquoi des autorités et des régimes sont-ils renversés ? Pourquoi n'ont-ils pas accompli la fonction d'harmonisation et de régulation qui leur incombe ? Est-ce le fruit d'une inaptitude conjoncturelle ? Est-ce le fruit d'une surcharge accidentelle, à laquelle les autorités ne furent pas capables de répondre ? En d'autres termes, la révolution de 1789 est-elle le résultat d'une conjoncture intra et extrasociétale ? Suivant quelle logique l'effritement des soutiens a-t-il atteint le point de non-retour ? Tout le problème est ici. Si les partisans de l'analyse systémique s'appuient sur la conjoncture... ce sont les constantes historiques qui surprennent. Si par ailleurs l'argumentation est fondée sur des forces structurelles, il faut donc en tenir compte et reconnaître qu'elles ont peut-être plus de poids pour la persistance d'un régime ou d'autorités données que les fonctions spécifiques qu'Easton associe au système politique. Bien plus, si des forces structurelles entrent en jeu, il faut savoir si elles tendent à l'harmonie ou si elles sont conflictuelles. Et dans ce cas, comment le système politique peut-il avoir

pour fonction globale d'« harmoniser » ? Ne se range-t-il pas nécessairement du côté de l'une des forces structurelles ? Ne devient-il pas l'instrument de l'une d'elles ?

La troisième limite renvoie au concept de socialisation. Les recherches d'Easton ont été entreprises pendant la présidence d'Eisenhower, période caractérisée par la prospérité et le conformisme. Les enquêtes faites à cette époque prévoyaient que les enfants de cette génération seraient en conséquence paisibles et soumis. Or, la suite de l'histoire a démenti les conclusions de ces recherches. « Comment retrouver chez les émeutiers des quartiers noirs, chez les étudiants turbulents des campus, les enfants qui, dix ans auparavant, semblaient développer un soutien très large et inconditionnel à l'égard de leur système politique ? » Voilà la question posée par Annick Percheron dans sa revue critique des théories de la socialisation ¹. La socialisation qui devait intérioriser des attitudes de conformisme et permettre une stabilité s'avéra inefficace. Mais le système politique réussit tout de même après quelques ajustements de structure à survivre à la contestation.

Les erreurs de la théorie de la socialisation peuvent être attribuées à une mauvaise conception du rapport entre l'individu et l'environnement. Les bases psychologiques de ces théories étaient déficientes. Elles négligeaient le fait que l'individu ne reçoit pas les messages passivement, qu'il ne doit pas être considéré comme une page blanche sur laquelle les forces sociales viendraient imprimer leur marque. L'interaction est plus complexe et l'analyste doit reconnaître l'effet de facteurs endogènes.

Malgré ses limites, l'analyse systémique offre de multiples possibilités. Elle réduit la complexité du réel en synthétisant les multiples variables qui influencent le système politique et en les reliant entre elles. Elle nous offre une grille de classification des phénomènes qui est très utile pour décrire le fonctionnement de la vie politique à l'intérieur d'une société. Ce cadre théorique permet d'une part de faire des analyses macroscopiques et de comprendre l'ensemble des facteurs qui conditionnent les transformations d'un système politique particulier, et d'autre part de réaliser des analyses plus sectorielles qui isolent une variable et décrivent son interaction avec l'ensemble du système. Ce cadre théorique peut enfin s'appliquer aux relations internationales.

¹ « Les études américaines sur les phénomènes de socialisation politique dans l'impasse », dans *L'Année sociologique*, 1981, n° 31, p. 85.

Lectures complémentaires

[Retour à la table des matières](#)

- G. BERGERON, *Le fonctionnement de l'État*, Paris, A. Colin, 1965.
- P. BIRNBAUM, *La fin du politique*, Paris, Seuil, 1975.
- K. DEUTSCH, *The Nerves of Government*, Glencoe, Ill., The Free Press, 1963.
- D. EASTON, *The Political System*, New York, A.A. Knopf, 1953.
- D. EASTON, *A Framework for Political Analysis*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1966.
- D. EASTON, *Analyse du système politique*, Paris, A. Colin, 1974.
- D. EASTON, « Catégories pour l'analyse systémique du politique », dans P. Birnbaum et F. Chazel, *Sociologie politique*, Paris, A. Colin, 1972, t. 1, p. 84-104.
- J.-W. LAPIERRE, *L'analyse des systèmes politiques*, Paris, PUF, 1973.
- G. LAVAU, « Le système politique et son environnement », *Revue française de sociologie*, numéro spécial, 1970-1971, p. 169-183.

CONCLUSION

Entre l'inéluctable et l'impondérable

[Retour à la table des matières](#)

Au terme de cette revue de la littérature théorique en science politique, le lecteur peut avoir une impression d'éparpillement de l'effort théorique. Les modèles que nous avons présentés peuvent apparaître comme opposés dans leurs postulats et leurs conclusions. Mais au delà des divergences, il faut mettre en relief certains points de convergence.

1. Toutes les théories reconnaissent que la décision politique relève d'une pratique minoritaire. Le pouvoir de décider est toujours exercé par une minorité. Toutefois, les différents théoriciens ne s'entendent pas sur la nature et sur les assises sociales de cette minorité dirigeante :

- a. Théorie marxiste : minorité de classe fondée sur les rapports d'exploitation économique.
- b. Théorie pluraliste : minorité déterminée par la concurrence entre les groupes de pression et entre les structures partisans.
- c. Théorie élitiste : minorité fondée sur l'inégalité des ressources et des capacités des individus.
- d. Théorie polyarchique minorité de leaders en compétition.
- e. Théorie économique minorité fondée sur les coûts trop élevés qu'implique l'action politique pour le plus grand nombre.
- f. Théorie systémique : minorité fonctionnelle fondée sur la rationalité de la division du travail politique.

2. Tous les auteurs reconnaissent qu'à l'intérieur de cette minorité dirigeante il y a différentes composantes. Il y a toutefois des divergences en ce qui a trait au degré de cohésion entre ces composantes. Les théories élitistes et marxistes soutiennent que les minorités dirigeantes sont unies et cohérentes, alors que les autres cadres

théoriques prétendent que le pouvoir est dispersé entre une pluralité d'acteurs en concurrence.

3. Toutes les théories analysent le rapport majorité-minorité et tendent à démontrer que le pouvoir de la minorité s'appuie, d'une façon variable certes, sur le consentement de la majorité. Au sein de l'école marxiste, Lénine est peut-être celui qui a le plus négligé cet aspect de la théorie politique, qui a par ailleurs été explicité par Gramsci. La conceptualisation du rapport majorité-minorité varie toutefois selon les théoriciens.

- a. Le modèle marxiste et le modèle élitiste affirment que la minorité exerce une domination sur la majorité. Dans le premier cas, cette domination est présentée comme historique et donc dépassable, alors que dans le second elle relève de l'ordre de la nature et est donc inéluctable.
- b. Les autres modèles insistent sur l'harmonie et la circulation qui doivent exister entre la majorité et la minorité dirigeante. Ils soutiennent de plus qu'en dernier ressort, c'est la majorité qui gouverne.

4. Toutes les théories politiques conceptualisent le rapport entre la société et l'État et reconnaissent une interaction entre ces deux niveaux de la réalité sociale. Tous les auteurs admettent qu'on ne peut comprendre le politique si on isole ce phénomène des variables économiques et sociales. Ils ne s'entendent pas toutefois sur les modalités de cette liaison.

- a. Les marxistes et les élitistes insistent, bien que de manière différente, sur la sujétion de l'État aux forces dominantes de l'ordre social.
- b. Au contraire, les autres théories insistent davantage sur l'autonomie relative de l'État, autonomie fondée sur la concurrence entre une pluralité de groupes qui empêche la monopolisation du pouvoir.

5. Toutes les théories que nous avons examinées participent de la démarche scientifique. Par opposition aux théories classiques et à celles des philosophes, elles ont toutes pour ambition de trouver dans le réel une vérification de leurs hypothèses. Elles se méfient de la spéculation et subordonnent la connaissance à la vérification empirique. Certaines privilégient une approche globale du phénomène politique alors que d'autres préfèrent procéder par des études de cas et par l'accumulation de vérifications parcellaires. La recherche théorique en science politique oscille entre deux pôles : la construction d'hypothèses vérifiables et la production de généralisations ou de synthèses ; mais plus le niveau de généralité est élevé, moins la vérification est possible et fiable.

Ce tour d'horizon nous amène à conclure que la connaissance politique ne peut se fonder sur un seul paradigme, la complexité de l'objet commandant une pluralité d'approches. Ce constat découle de l'évolution récente de la discipline.

Dans les années 60, l'optimisme théorique était en vogue ; les politologues avaient bon espoir de construire une théorie générale du politique et travaillaient dans cette perspective. Les deux courants les plus avancés dans cette direction étaient l'analyse marxiste et l'analyse systémique, ces deux modèles étant en concurrence sur le marché de la recherche en science politique. Mais la validité et la portée heuristique d'une théorie ne vont pas de soi et ne reposent pas seulement sur la cohérence interne du modèle d'analyse, celui-ci doit aussi être testé ou validé par rapport au réel.

Dans les années 70, ces deux approches ont donc inspiré une multitude de recherches empiriques qui ont surtout mis en évidence le faible caractère explicatif et prédictif de ces grilles d'analyse. Il en est résulté une désaffection envers la recherche de la grande théorie, celle qui engloberait la totalité de la discipline. Les politologues ont eu tendance à revenir aux théories partielles, à théoriser à partir d'objets plus restreints ou encore à réviser et à moderniser d'anciens concepts ¹.

Le globalisme n'était plus de mise après les déceptions et les désillusions politiques de la décennie 70 où s'échouèrent nombre d'espoirs révolutionnaires ou de projets de société. La réalité ne s'était pas comportée comme on s'attendait qu'elle se comporte. Et puis comme toujours, la théorie se devait d'être au diapason des nouvelles problématiques suscitées par la crise économique et la crise de l'État ce qui supposait un recadrage plus modeste des objets d'analyse.

Cette revue des diverses théories en science politique nous a permis de constater que la réalité est toujours plus complexe que les modèles inventés pour la représenter, ce qui limite la capacité prédictive et la fiabilité de nos modèles. Ainsi, la maîtrise du savoir théorique s'avère insuffisante pour jouer aux apprentis sorciers et opérer un contrôle de la réalité politique et de son développement. Ces théories en dépit des contraintes heuristiques qui leur sont imposées par la nature même de leur objet sont toutefois utiles pour réduire le degré d'incertitude. Elles systématisent les expériences historiques, cherchent les constantes, accumulent des connaissances partielles qui peuvent nous aider à mieux comprendre le fonctionnement de la société et des institutions politiques.

Cette relative incertitude propre aux théories en sciences sociales ou cette imperfection de nos constructions conceptuelles ne dépend-elle pas de la nature même des phénomènes que nous étudions ? Nos efforts de construction théorique

¹ Voir J. G. GUNNELL, "Political Theory : The Evolution of a Sub-Field ; in W. ADA FINIFTER (ed.), *Political Science : The State of the Discipline*, Washington, American Political Science Review, 1983.

ne sont-ils pas minés par le problème de la liberté qui est inhérent aux comportements humains ? La nature humaine n'est-elle pas précisément de ne pas avoir de nature ? Une théorie politique scientifique ne serait-elle pas la négation de la liberté ? Une société contrôlée scientifiquement par ceux qui possèdent le savoir théorique ne serait-elle pas une société totalitaire ? Dès lors, le rôle de la théorie politique ne serait-il pas de trouver le point d'équilibre entre l'inéluctable et l'impondérable et de favoriser ainsi un optimum de connaissances ?

Par-delà les difficultés, les désillusions et les incertitudes, l'effort de construction théorique doit être poursuivi d'une part parce que la recherche empirique ne peut qu'être stérile sans support théorique et d'autre part parce qu'en raison même de la complexité du phénomène politique nous avons besoin de structures analytiques afin d'intégrer la multitude de facteurs qui interviennent dans la vie politique. La théorie politique est nécessaire même si elle ne dissipe que de façon imparfaite l'opacité de l'univers politique.